

RESUME

Le PCD (Plan Communal de Développement) est un document stratégique. Il représente l'orientation stratégique du développement des collectivités territoriales décentralisées. Il est conçu afin de faciliter la mise en œuvre des actions qui reflètent la vision collective. De ce fait, il prend en compte les points de vue des différents acteurs de l'espace communal.

La méthodologie d'élaboration du PCD de Hile Alifa a considéré en priorité la réalisation du diagnostic au niveau des villages. Cette étude a concerné vingt quatre villages. Des outils de planification participatifs ont été déroulés, à savoir : l'interview semi-structuré, la carte participative, le transect, l'identification et la formulation des problèmes, l'analyse des problèmes (arbres à problèmes, arbres à objectifs), le tableau de solutions endogènes... Les membres des communautés villageoises à savoir : les jeunes, les femmes et les adultes ont contribué à déceler les contraintes qu'ils vivent au quotidien. Celles-ci ont été analysées grâce aux outils spécifiques afin d'en ressortir leurs causes les plus pertinentes. Par la suite, des solutions ont été identifiées.

Ce diagnostic s'est poursuivi au niveau de l'espace urbain. Dans ce cas particulièrement, la démarche utilisée est la même que celle précédemment décrite. La seule différence est que dans ce dernier cas, elle tient compte de la complexité du centre urbain. Une enquête complémentaire a été conduite auprès des corps de métier afin de ressortir leurs forces, leurs faiblesses et les axes d'intervention les concernant. Les acteurs du secteur informel se retrouvent dans ce processus. Ils ont été invités à exprimer les contraintes qu'ils rencontrent dans l'accomplissement de leur métier.

Un Diagnostic de l'institution communale a également été conduit. Dans cet aspect, quatre thèmes ont été étudiés. Il s'agit des ressources humaines, des ressources financières, du patrimoine de la commune et de la gestion des relations. Ce diagnostic a impliqué l'ensemble des agents communaux, des différents cadres de la commune (SG, RM) et les élus. Dans chaque cas, les forces et les faiblesses ont été identifiées. C'est ce qui a permis de conduire une analyse des faiblesses afin d'en ressortir des axes de renforcement de capacités. La somme de ces diagnostics a contribué à ressortir une matrice des problèmes avec leurs causes, leurs effets, et les solutions à entreprendre.

Suite à ce diagnostic, une analyse des contraintes a suivi. C'est ce qui a permis de mettre à profit des outils spécifiques. En effet, ce travail s'est conformé à la méthodologie de l'élaboration du PCD adopté par le MINEPAT dont les outils les plus importants demeurent : **la carte participative, le transect, la matrice des paysages, le diagramme de Venn, l'arbre à problème, le tableau de solutions endogènes...**

Suite à l'analyse des contraintes, des solutions ont été identifiées dont les principales sont : la réalisation des infrastructures (éducatives, sanitaires, hydrauliques, marchandes, routières, environnementales, administratives), l'appui aux groupes vulnérables, aux activités économiques et aux renforcements des capacités des agents communaux et autres acteurs. Ces solutions ont été regroupées dans des cadres logiques sectoriels à partir desquelles un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et un plan d'investissement annuel (PIA) ont été tirés.

Les actions qui devront être conduites en première année, ou qui auront à démarrer dès la première année ont été inscrites dans un plan opérationnel. Cette planification comporte des tâches spécifiques qui faciliteront la manipulation de ce document. En effet chaque action comporte des tâches détaillées.

Il a été élaboré une liste de microprojets prioritaires qui devront impérativement être mis en œuvre par les acteurs concernés. Ceux-ci comportent des coûts à titre indicatif qu'il mérite de réviser de manière réelle lors de la réalisation des projets. Cependant il permet approximativement de faire des rapprochements pouvant fixer les décideurs.

Par ailleurs, les informations importantes relatives à chaque secteur, par rapport aux contraintes qui ont été identifiées, aux solutions et aux actions à mettre en œuvre font partie de son contenu.

Au terme de la planification des actions prioritaires retenues, et pour une observation optimale de la mise en œuvre du plan, un comité de suivi a été mis sur pied. Son rôle consiste à suivre et à évaluer le niveau d'exécution du plan.

Outre les acteurs locaux des partenaires notamment le PNDP, dans son rôle qui consiste à apporter un appui aux collectivités territoriales décentralisées a financé l'accompagnement de cette institution dans l'élaboration de ce document. En plus il a apporté un appui technique à l'OAL d'accompagnement afin de veiller à l'application effective de la démarche méthodologique. Afin d'aider la Commune de Hile Alifa à élaborer son PCD, l'OAL (GIC SMIPDR) a été retenu par appel d'offre. L'objectif de sa mission a consisté à aider les différentes communautés et l'institution communale à exprimer leurs contraintes, afin de ressortir leurs forces et leurs faiblesses pour enfin mieux les analyser et d'en formuler à termes, des actions qui conduiront à les résoudre. Il s'est également chargé de capitaliser les données de terrain et de rédiger les différents rapports.

La Commune de Hile Alifa se situe dans la Région de l'Extrême-Nord, Département du Logone et Tchari, Arrondissement de Hile Alifa. Elle couvre une superficie de 345 km². Elle compte une population de 18 425 habitants (selon les résultats du recensement général de la population de 2010). L'étendue de cette commune est favorable au développement des activités agricoles, pastorales et piscicultrices. Elle dispose d'une réserve foncière importante pouvant supporter une croissance démographique d'ici les prochaines décennies. Elle a entrepris d'élaborer son PCD afin de mieux piloter et suivre son développement. Elle regorge des carrières rendant disponibles des matériaux de construction. Cependant des contraintes existent notamment celles liées aux infrastructures sociales. Les Centres de santé sont vétustes et leur capacité reste très inférieure à la taille de la population qui a accru ces dernières années. Les établissements scolaires (**de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire**) subissent une carence en enseignants, en salles de classes et en tables bancs. Leur nombre demeure bas par rapport à une population scolaire en nette croissance. **Les pistes** rurales qui relient les villages et les différents centres urbains proches sont dégradées. L'accès à l'**eau potable** est une contrainte majeure qui freine le développement de certaines formations sociales. Le réseau **électrique** ne couvre que la seule ville de Hile Alifa. Le **développement agricole** se heurte à un appauvrissement du sol consécutif à une pratique archaïque des systèmes agraires. **L'activité pastorale** subit un frein dû à une insuffisance de suivi vétérinaire

d'une part et d'une contrainte conjoncturelle relative à l'assèchement des points d'eau d'autre part. Sur le plan social, la pauvreté conduit à une insuffisance de prise en charge des **personnes vulnérables**.

La mise en œuvre de ce PCD doit tenir effectivement compte de ces préoccupations et contraintes. C'est ce qui a conduit à identifier des actions notamment dans le PIA et le CDMT à savoir: La construction des salles de classes, la proposition d'affectation des enseignants et la fourniture de tables-bancs s'agissant du secteur éducatif. Ces actions prévoient également la réalisation des infrastructures sociales à savoir les centres de santé et l'amélioration de leurs services, la réalisation des points d'eau et l'aménagement des pistes. Certaines sont orientées vers l'appui aux activités productives à savoir l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'appui aux métiers. Les aspects sociaux sont aussi retenus à savoir la prise en charge des personnes vulnérables.

. Par ailleurs, Plan d'Utilisation et de Gestion de Terres (PUGT) et un plan de gestion des aspects environnementaux relatif au projet ont été mis sur pied. Des outils de suivi et de communication ont été conçus afin de faciliter le pilotage et la mise en œuvre du document. Un organe à savoir le Comité de suivi a été mis sur pied afin de faciliter le pilotage.

I.INTRODUCTION GENERALE

I.1.CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis la fin des années 80, la décentralisation est devenue manifestement une priorité politique affichée par la plupart de nombreux Etats du Sud, en Afrique mais aussi en Asie et en Amérique latine. Le contexte global de revalorisation du local et de redéfinition de l'Etat, la crise économique et financière et la pression des bailleurs ont poussé les gouvernements centraux à adhérer à cette nouvelle forme d'organisation de l'action publique. A cote cette realite s'ajoute les ojectifs du millinaire definis par les Nations Unies à savoir heradiquer la pauvrete à l'emergence 2035.

C'est Dans cette mouvance, que le Cameroun a adopté par un consensus parlementaire une constitution devant aboutir à la mise en œuvre d'une démocratie sincère faisant participer toutes les collectivités territoriales de base aux enjeux du développement.

La lutte contre la pauvreté en milieu rural couplé au processus de la décentralisation constitue l'un des plus grands défis du gouvernement du Cameroun. Cette nouvelle stratégie a pris naissance après plusieurs constats. En effet, de nombreux projets de lutte contre la pauvreté ont été conduits au cours de ces dernières années, ce qui a représenté des investissements considérables tant sur le plan financier que sur le plan de la mobilisation des hommes. Cependant, l'espoir qu'on avait placé en ces projets a été déçu parce que les résultats escomptés n'ont pas été atteints. Les causes des faibles efficacités ou d'échec de ces projets sont pour la plupart, liées à une approche erronée, des problèmes reposant sur une méconnaissance des processus et d'un diagnostic insuffisant. Il faut aussi relever le fait que les activités sont souvent élaborées avec peu de référence aux besoins prioritaires des populations ou à leur savoir-faire. Parfois à l'origine, on note une mauvaise coordination entre les agences et les communes qui représentent l'autorité territoriale de base. Dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté et de la recherche d'un nouvel équilibre macro-économique qui devra se traduire par un taux de croissance à deux chiffres, le Cameroun a initié de nombreux projets de développement et a fait l'option d'une décentralisation de ces institutions.

Dans ce processus, la commune en tant qu'espace géographique et institution, a été identifié comme porte d'entrée pour les interventions au niveau local. C'est en rapport avec la loi n° 2004/018 promulguée le 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes qui attribuent à ces gouvernements locaux un rôle central et leur transfèrent de compétences importantes dans l'initiation, la promotion, la coordination des actions de développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif de leurs collectivités. Cependant, le transfert de responsabilités interpelle des capacités de réaction et d'adaptation pour des collectivités territoriales encore peu outillées et fragiles. Les responsabilités et les tâches qui deviennent désormais les leurs demandent ces capacités pour qu'elles assurent effectivement le rôle de maître d'ouvrage du processus de développement local enclenché.

A ce titre, le Cameroun et les bailleurs de fonds ont mis sur pied un outil de travail pour accompagner ce processus, le PNDP, entendez « Programme National de Développement Participatif ». Ce programme a opté comme stratégie d'intervention, l'approche participative à travers un diagnostic consensuel et concerté des grandes orientations des actions de développement. A cet effet, il porte son choix sur les organisations d'appui locaux (OAL) qui accompagnent les communes dans l'exercice d'autoanalyse des ressources dont elles disposent et des modalités dont elles les gèrent, des forces et faiblesses liées à la situation actuelle posée ainsi que des opportunités et contraintes à prendre en considération dans le nouveau cadre de la décentralisation.

Créée en 1996, la commune de Hile-Alifa est située dans la région de l'Extrême-Nord, département du Logone et Chari, Arrondissement de Hile-Alifa. Elle est limitée :

- au nord par la commune de Darack,
- au sud par la Commune de Fotokol
- à l'Est et au Nord-Est respectivement par la commune de Makari et celle de Darack
- à l'ouest par le Nigeria voisin.

La commune a une superficie de 345 km² et est bordée dans sa partie Ouest et Nord par le Lac Tchad. Ainsi, environ 1/4 de l'espace communal est occupé par les eaux du lac et du fleuve Serbowel. La terre ferme est constituée de deux grands ensembles dont le littoral du lac et les zones exondées habitables.

. A part la réserve aquatique riche et variée (potentiels éco touristiques), la commune présente des nombreuses opportunités de développement. Face à cette nouvelle donne de la mondialisation, au lieu d'un retour en arrière « localiste » de repli d'une collectivité fermée, au contraire, elle a besoin de s'y connecter de façon directe et sans intermédiation étatique. Pour cela elle doit avoir :

- les compétences requises : le transfert des compétences de l'Etat ou des autorités déconcentrées aux collectivités territoriales doit non seulement être prévu par les textes de loi mais également être effectif
- les moyens financiers nécessaires au développement local qui relèvent de des canaux principaux : La capacité de planification, de gestion, d'animation qui fait appelle à des compétences nombreuses et multiformes, qui relèvent aussi autant d'outils et de méthodes techniques que de la formation citoyenne et politique car la vision de l'intérêt et du service publics diffère de la simple gestion collective et ne surgit pas miraculeusement des urnes.

D'où la nécessité de renforcement de capacité par l'élaboration d'un plan communal de développement (PCD) à HILE ALIFA

Dans le présent travail, l'OAL GIC SMIPDR a été sélectionné pour accompagner la Commune dans l'élaboration d'un guide pratique devant réunir les paramètres socioéconomiques traduits en actions de développement. Le corollaire en est un plan développement que la commune pourra mettre en œuvre afin d'améliorer ses performances pour conduire ses communautés à bien satisfaire leurs besoins fondamentaux que sont l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, l'économie, les loisirs et le sport pour ne citer que ceux là.

L'OAL GIC SMIPDR entendu service de maintenance industrielle productique et Développement rural assure la promotion et le développement en général du monde rural en particulier à travers tous ses aspects. Il œuvre aussi dans la vulgarisation des nouvelles technologies, l'appui en méthodes de gestion et de maintenance des PEMI ET PEME d'une part et l'organisation, la structuration des communautés locales par le renforcement de leurs capacités à s'adapter et à s'autogérer dans le contexte de la décentralisation d'autre part. Les principaux objectifs du GIC SMIPDR s'insèrent ainsi dans la planification, la formation, le

renforcement des capacités du monde rural en s'appuyant également sur l'aspect genre. Il accorde un intérêt particulier au volet environnemental lié aux mutations climatiques actuelles.

1.2. Objectifs du PCD

1.2.1. Objectif global

L'objectif d'une telle approche consiste à valoriser la notion participative afin de permettre aux acteurs des différents groupes socioprofessionnels d'identifier leurs acquis, d'inventorier leurs faiblesses afin de concilier leurs points de vue pour une formulation de programmes d'actions à inscrire sur un plan de développement étendu sur un horizon de trois années.

1.2.2. Objectifs spécifiques

- Identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnelle l'institution communale,
- Identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement socioéconomique dans l'espace géographique de la commune
- Mettre en place un cadre de concertation publique - privée ~~pour la mise en œuvre~~ pour la mise en œuvre et le suivi évaluation des activités inscrites dans le document de PCD

1.3 Structure du document

Le Document se structure autour de la présentation des résultats du diagnostic (Monographie de la Commune, la synthèse du DIC), de l'analyse des contraintes (au niveau village, du centre urbain et de l'institution communale), de la planification (cadre logique, PIA, CDMT) des outils de suivi (Plan de passation du marché, suivi de la mise en œuvre du PCD) et des fiches de projets

2. METHODOLOGIE

La méthodologie adoptée dans le cadre de ce travail est celle de démarche participative. La méthodologie utilisée pour conduire les travaux est la démarche participative opérant par un diagnostic participatif. Elle s'appuie sur la méthode allemande « ZOPP » Ziel Orientierte Projekte Planung signifiant la planification des projets par objectif. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre aux participants de s'approprier la démarche et les outils de planification. Un aspect important de cette méthode est l'approche genre et catégories socioéconomiques et professionnelles.

L'élaboration du Plan du Développement Communal a comporté étapes essentielles :

- La phase préparation
- Le diagnostic participatif
- La planification (dépouillement, le traitement et l'analyse des données)
- La validation des résultats et l'identification des axes de renforcement de capacités

2.1 Mise en place du COPIL

Une séance de travail a eu lieu avec les responsables de la Commune autour du 08/12/2011 afin de mettre sur pied un organe de suivi des activités. En effet, les responsables devraient provenir des volontaires issus de l'espace communal. Des critères de choix de membres de ce comité avaient été remis à l'exécutif municipal. C'est ce qui lui a permis d'identifier les responsables.

Mis en forme : Justifié

Mis en forme : Justifié

2.2. Préparation de l'ensemble du processus

Elle avait pour objectif d'établir un cadre propice à la réalisation du diagnostic participatif, c'est-à-dire de susciter l'intérêt des parties prenantes dans le développement de leur commune, et également de collecter les données spécifiques, qui permettraient de confectionner la monographie et la carte de la commune.

Ainsi, la préparation a été opérée sur deux plans dont pédagogique et administratif.

2.2.1. Préparation pédagogique

Cette préparation a été effectuée à trois niveaux.

- La première s'est déroulée au sein de l'équipe de l'OAL d'accompagnement par le PNDP. Elle consistait à affûter la maîtrise technique de la planification. Tenu à Yagoua, l'atelier a permis aux participants de s'approprier les outils de la planification ainsi que de leur utilisation dans le diagnostic participatif.
- Une semaine après cet atelier de formation, une semaine de restitution a été ~~organisation-~~ organisée au sein de l'équipe pour les animateurs présélectionnés. Les différents points inscrits à l'ordre du jour à Yagoua lors de la « Grande formation » ont été passés en revue pendant une semaine.

Cette séance de formation a été sanctionnée par la mise sur pied d'une équipe type définitive de 12 animateurs pour la planification. Les critères socioprofessionnels et l'aspect genre ont été respectés.

- Pendant la période du 30 Novembre au 05 Décembre 2010 fut la première étape de déploiement de 12 animateurs dans la commune de HILE ALIFA en vue de parachever la préparation pédagogique. Cette étape nous a permis de réaliser les objectifs suivants :
- Présentation de l'équipe complète de l'OAL et vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre ;
- La Préparation pédagogique de l'intervention et de l'équipe facilitateurs endogènes
- Formation des facilitateurs endogènes
- Planification des villages témoins en déroulant tous les outils nécessaires à la planification
- La constitution progressive d'équipe de 4 animateurs en prenant en compte l'aspect genre durant la planification des villages témoins.

2.2.2. Préparation administrative

Cette étape a pour objectif de faire comprendre à l'exécutif communal et aux autres acteurs la signification et l'intérêt global de la mission. Elle a duré une semaine a permis à l'OAL de prendre contact avec l'exécutif municipal (en occurrence, le Maire, le Secrétaire Général, le receveur), les sectoriels et le PNDP. Voilà pourquoi nous avons eu à faire deux séances de travail avec le maire et l'exécutif communal le 16 Novembre et le 17 Novembre 2010 dans la salle de la commune de HILE ALIFA.

Elles ont donc permis à l'OAL de s'accorder avec les acteurs de la Mairie sur les objectifs et la méthodologie de réalisation du diagnostic, le calendrier de travail, l'identification des autres parties prenantes, l'implication et le rôle de chacun des acteurs. Au cours de cette phase, les activités suivantes ont été effectuées :

- la mise en place d'un comité **de pilotage préparatoire**
- Identification et information des parties prenantes
- Élaboration consensuelle du programme pour l'élaboration du PCD
- Discussion de la méthodologie
- Examen du cahier des charges de l'OAL
- Organisation d'un atelier de lancement du PCD
- Mise en place d'un comité de pilotage du PCD voir l'arrêté en annexe
- Identification des facilitateurs endogènes

La prise de contact a été suivie par une phase de sensibilisation et d'information des autorités administratives locales sur le calendrier ou la date d'introduction solennelle de l'OAL dans la commune. Il s'agissait d'arrêter la date de l'atelier de lancement de tout le processus de planification de concert avec le Maire, le PNDP, le DD-MINEPAT, le Préfet et l'OAL.

La dernière phase de préparation consistait à étendre l'information et la sensibilisation aux autres parties prenantes dont les sectoriels, l'élite locale, le conseil municipal, la population, les autorités religieuses et traditionnelles ainsi que les Associations.

La préparation a été close par la mise sur place effective du Comité de pilotage du PCD et la tenue de l'atelier de lancement des travaux de planification proprement dits.



Photo1 : Photo à l'arrivée de l'équipe d'OAL le 30 décembre 2010 à Hile-Alifa (Résidence de l'Honorable Député à l'Assemblée)

2.2.3. Préparation au niveau des villages, du DEUC et du DIC

2.2.3.1. Préparation du DPNSV

Le 10 ~~Decembre~~**Décembre** 2010, les animateurs s'étaient mis en trois équipes pluridisciplinaires avec pris en compte de l'aspect genre. Chaque groupe se composait de quatre animateurs aidés de deux facilitateurs endogènes. Un chronogramme d'activités avait été élaboré afin de permettre au comité de pilotage de suivre leurs activités. Avant chaque descente dans les villages, la communauté était informée à l'avance afin de permettre à la grande majorité de prendre part à ces assises. La séance d'information concernait particulièrement le Blama du

village et ses notables. Une petite explication de la méthodologie du travail est donnée. Cette occasion permettait aux membres de l'équipe de présenter leurs conditions de travail. A la descente, les animateurs avaient pris la peine d'élaborer un programme de travail, incluant la succession des étapes et des outils nécessaires à utiliser dans chaque cas. Ce programme s'étalait sur cinq jours

2.2.3.2. ~~Preparation~~**Préparation** du DEUC

Cette activité s'est déroulée aux environs du 10 mars 2011. La préparation au niveau de l'espace urbain communal fut presque la même que celle au niveau village avec pour seules particularités, la prise en compte des corps de métiers qui interviennent dans le processus, et du diagnostic des spécificités propres aux formations urbaines. Dans la phase introductive, une correspondance a été adressée aux corps de métier avant la date de tenue de l'atelier. Les animateurs avaient d'avance préparé les fiches d'entretiens avec ces derniers.

2.2.3.3. Préparation du DIC

Un rendez-vous avait été pris avec la Commune le 02/04/2011. Lors de ce premier entretien, une explication claire avait été faite aux responsables de la Commune notamment le Maire, le SG et le RM. Il leur avait été demandé de préparer les documents relatifs aux ressources humaines, aux ressources financières, à la gestion de relation et au patrimoine. L'OAL leur a présenté la méthodologie de travail, et les différentes obligations de chaque partie prenante. Les différents outils contenus dans la méthodologie d'élaboration du DIC avaient été remis à ces acteurs pour exploitation. Différentes fiches avaient été préparées par les animateurs afin de conduire cet atelier dans les normes du guide méthodologique d'élaboration du DIC. La salle de délibération de la Commune avait été appêtée afin d'abriter cette assise

2.3. Collecte de données lors du diagnostic des villages, du DEUC et du DIC

2.3.1. Collecte des données au niveau du diagnostic des villages

Lors d'une descente dans un village, la première des choses avait consisté à regrouper les acteurs locaux en groupe socioprofessionnel. Pendant qu'un animateur était en train de réaliser une interview semi-structurée (Réalisation du **profil historique**) auprès d'un vieux, les autres accompagnaient les différents groupes sur l'élaboration de la **carte du village (carte participative)**. Au terme de ce travail un groupe d'acteurs était désigné pour sortir la carte consensuelle. Un groupe d'acteurs composés de jeunes, d'adultes réalisaient le **transect** selon des axes identifiés sur la carte. Un autre membre de l'équipe recueillait les **données de base** sur des fiches de collecte de données spécifiques. Les villageois aidés des animateurs remplissaient la matrice de **caractérisation des ressources**. Une assemblée était tenue la journée suivante. Lors de cette assise, les villageois posaient les problèmes qu'ils rencontraient au quotidien. **Une liste de problèmes** a été dressée, puis les animateurs les ont classés par secteur. Ces problèmes étaient reformulés en problèmes centraux. Ces problèmes étaient analysés à l'aide **d'arbres à problèmes et d'arbre à objectifs**. Un **tableau de solution** leur a permis d'identifier des solutions endogènes et exogènes. Les actions à mettre en œuvre localement étaient planifiées. C'est ce qui a permis d'utiliser **la matrice de planification**. Un **comité de concertation** a été mis sur pied afin de suivre ces actions à mettre en œuvre au sein du village.



Photo 2: Exécution de la cartographie du village Abassoni II



Photo 3: Séance de « ISS » par GSP des hommes à Wadack

2.3.2. Collecte de données au niveau de l'espace urbain communal

La méthodologie utilisée dans le cadre du diagnostic de l'Espace Urbain Communal est la même que celle utilisée pour étudier les villages avec quelques différences près. Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal a concerné les corps de métiers et les couches vulnérables. Une trame d'enquête a été déroulée à l'endroit de ces derniers dans le sens de déterminer les actions à entreprendre, Une **fiche d'entretien** a été utilisée pour étudier leurs forces, leurs faiblesses, les actions à mettre en œuvre pour renforcer leurs capacités.

2.3.3. Collecte de données auprès de l'institution communale (DIC)

Le 13 Avril 2011, l'exécutif communal, les cadres communaux et les agents ont été invités à prendre part au diagnostic de l'Institution Communale. Une équipe de Quatre animateurs était descendue sur le terrain afin de réaliser ce diagnostic. Quatre thèmes en rapport avec la méthodologie ont été étudiés :

- a. **Les ressources humaines** : Pour réaliser une étude pertinente qui cadrerait avec la réalité de cette institution, le personnel communal a été invité à s'exprimer. C'était leur rôle de fournir des informations sur leurs conditions de travail, leur traitement. Cette étude a permis de ressortir leurs forces, leurs faiblesses, et de formuler des besoins en terme de renforcement de capacité.
- b. **Les ressources financières** : Une analyse de la capacité communale à collecter les ressources locales a été menée. A cet effet, les responsables financiers de la commune ont mis à la disposition des animateurs les budgets comptes administratifs des trois dernières années. Au terme de cette analyse, les échanges avec les responsables financiers, ont éclairé les zones d'ombre (Les anomalies au niveau de certaines informations). Dans ce cas également des points forts, des points faibles ont été identifiés et des axes de renforcement de capacités ont été définis.
- c. **Le patrimoine communal** : Un inventaire des biens communaux a été réalisé. Le mode de gestion des biens été étudié et cela a permis de ressortir leurs limites. C'est ce qui avait permis de ressortir les outils de suivi, de ressortir leurs limites.
- d. **La gestion de relation** : Les types de relations que la Commune entretient avec ses partenaires ont été étudié. La notion sur la recherche de partenariat a été également observée. Il s'agissait de se rendre compte de la technique développée par la Commune afin de nouer des partenariats avec d'autres acteurs.



Photo 4 : Photo de famille après restitution, consolidation et validation du DIC

2.4 Données du diagnostic et cartographie

L'activité de pointage au GPS a démarré en ~~Fevrier~~Février. Une équipe de deux personnes (Damolai Goukagou et Domga Issac) a effectué ce travail. Elle a été conduite de manière parallèle avec les autres interventions. Des fiches ont été conçues pour collecter des informations en rapport avec les différentes infrastructures. Il a ~~eteété~~ question des fiches remises aux OAL à l'atelier de Yagoua. Toutes les infrastructures de la Commune ont été répertoriées. Cela a permis de disposer une banque de données de consolidation.

2.5 Atelier de planification, Programmation et de mobilisation des ressources.

Un rendez-vous a été pris afin de programmer l'atelier de planification. L'OAL a apporté son appui au Maire pour l'élaboration et la ventilation des invitations. Avaient été conviés à cette assise, la Tutelles, les sectoriels, les élus (exécutif municipal et les conseillers). Les sectoriels avaient auparavant reçu les cadres logiques afin de les enrichir et les valider ~~poser leur regard sur ces documents e ent~~ apport~~anter~~ toutes les remarques pertinentes afin que les actions y contenues reflètent les normes.

La première journée consacrée à la validation des cadres logiques a débuté par le mot d'accueil de Monsieur le Maire et du discours d'ouverture de Monsieur le Préfet. Ce dernier a pris part à toute la cérémonie et a présidé l'atelier. Chaque Sectoriel présentait le contenu du cadre logique en mettant un accent sur les insuffisances observées. Par la suite toutes ses remarques ont été intégrées. Les participants, notamment, les sectoriels ont été à la ~~hauteur~~ hauteur. Les conseillers ont également fait part de leurs préoccupations. Il s'agissait surtout de veiller à prendre en compte toutes les activités qui avaient été suggérées par ces derniers lors du diagnostic parfois même si celles-ci cadraient avec ~~heuraient~~ les normes sectorielles.

La seconde journée avait été consacrée à la mobilisation des ressources. L'exécutif municipal a présenté les sources ~~des ressources~~ mobilisables par la Commune et les montants correspondant pour l'année 2011. Pour la contribution de la commune, on s'était appuyé sur les trois derniers plans de campagnes. Par la suite, ce montant a été affecté selon un certain pourcentage dans la réalisation des infrastructures hydrauliques, sanitaires, économiques, ect... Pour la réalisation du PIA, la priorité en termes d'actions a été définie par villages. C'est ce qui a facilité la réalisation du PIA.

La logique qui a été retenue dans le cadre de l'élaboration du CDMT a été de réfléchir sur les ressources mobilisables au cours des trois années à venir. Ainsi une priorité a été définie afin de mettre en œuvre des actions. Ces fonds ont été repartis en tenant compte des actions priorités du village.

Le Plan de passation de marché et les aspects socio-environnementaux ont préalablement été élaborés par l'OAL. Ces documents ont été soumis à l'exécutif municipal qui en a apporté quelques annotations et par la suite, les a validés.

2.6 La mise en place des dispositifs de suivi évaluation

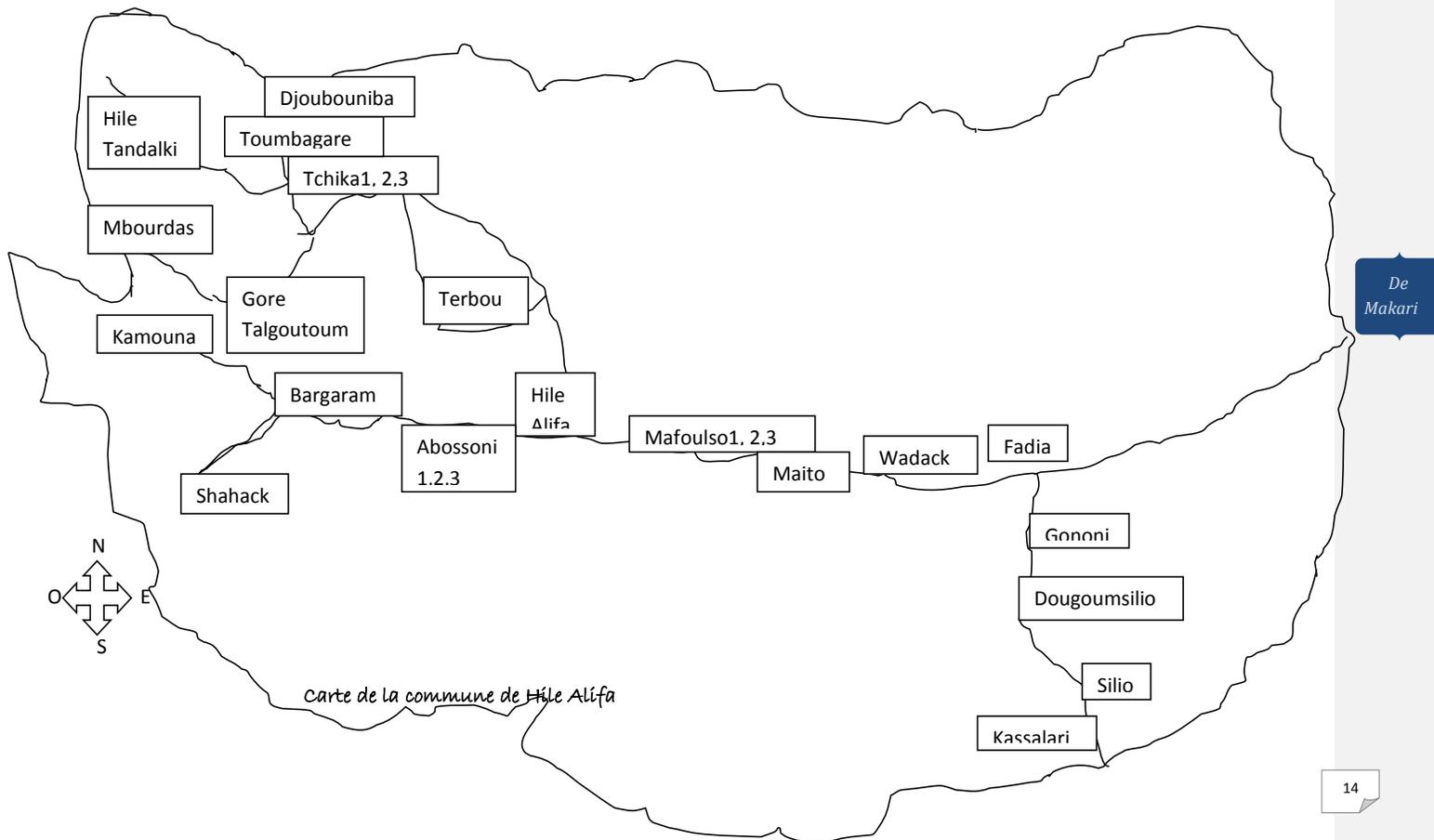
Une fois le diagnostic posé au niveau du village, l'OAL a attiré l'attention des communautés sur la nécessité de mettre sur pied un comité de concertation qui se chargera de piloter les actions identifiées. Au troisième jour, après avoir mûri leur réflexion, les villageois ont choisi ~~choisissaient~~ les membres du Comité de Concertation à qui les papiers kraft ont été remis afin de rendre opérationnel le plan élaboré.

Au niveau communal, lors de l'atelier de planification, l'OAL a accompagné la commune dans la mise en œuvre du Comité de Suivi-Evaluation. Il était préférable de reconduire les membres du comité de pilotage parce que nettement plus imprégnés du processus. En effet, le COPIL a tout simplement été transformé en Comité de Suivi-Evaluation. Ces acteurs ont été édifiés sur leur rôle. Pour assumer leur fonction, des outils de suivi prenant en compte le PIA et le CDMT ont été élaborés. Ainsi des indicateurs et des sources de vérifications ont été formulés pour chaque action.

3. Présentation sommaire de la commune

3.1. Localisation de la commune

CARTE1 : Carte de localisation de la commune de Hile Alifa dans le département et la région de l'Extreme- Nord Cameroun





Créée en 1996, la commune de Hile-Alifa est située dans la région de l'Extrême-Nord, département du Logone et Chari, Arrondissement de Hile-Alifa. Elle est limitée :

- au nord par la commune de Darack,
- au sud par la Commune de Fotokol
- à l'Est et au Nord-Est respectivement par la commune de Makari et celle de Darack
- à l'ouest par le Nigeria voisin.

3.2. Milieu physique

La commune a une superficie de 345 km² et est bordée dans sa partie Ouest et Nord par le Lac Tchad. Ainsi, environ 1/4 de l'espace communal est occupé par les eaux du lac et du fleuve Serbowol. La terre ferme est constituée de deux grands ensembles dont le littoral du lac et les zones exondées habitables.

3.2. 1. Le climat

La Commune de Hile-Alifa appartient au domaine sahélien décrit par Letouzey. Il sévit deux saisons dont 4 mois pluvieux et 8 mois secs. Le pic de la température est atteint entre mars et Avril avec un maximum de 45°C. Les basses températures sont observées entre Décembre et janvier avec un minimum 24°C. Les précipitations enregistrées affichent une variation entre 400 et 900 mm de pluie.

3.2.2 Le sol

La commune de Hile-Alifa est située dans une vaste pénéplaine à 70 % inondables en saison de pluie. Les sols sont caractéristiques par leur structure argileuse et gonflante. Les sols de ce bassin sont attrayants par leur fertilité exceptionnelle.

3.2.3 Hydrographie

Le réseau hydrographique est alimenté par le Lac Tchad et le fleuve Serbowol. Ce réseau constitue un potentiel d'irrigation agricole indéniable. On estime à plus de 214 km, la longueur totale du réseau hydrographique qui parcourt la commune dans son ensemble.

3.2.4. La végétation

La végétation du département du Logone et Chari est assez variable en termes de structure et de composition floristique (Awaiss et *al.*, 1996). Au point de vue taxonomique, 28 essences forestières ont été identifiées dont *Guiera senegalensis*, *Piliostigma reticulatum*, *Acacia albida*, *Balanites aegyptiaca*, *Calotropis procera*, *Combretum glutinosum*, *Annona senegalensis*, *Ziziphus mauritiana* et autres.

Au niveau du fleuve sorbewol, la végétation est caractérisée par la présence d'un peuplement assez dense de *Faidherbia albida* dont la structure présente une forte anthropisation du milieu. Ainsi dans plusieurs zones, il ne reste plus que des rejets ; les sujets

adultes ont disparus. Certaines espèces sont gravement menacées ou ont disparu : *Grewia bicolor*, *Stereospermum kunthianum*, *Prosopis africana*, *Slerocarya birrea*, etc.

Après une phase d'exploitation du couvert arboré, il est apparu dans le département en partie avec l'appui de certains projets, des pratiques de protection de la régénération naturelle dans les champs. Cela a permis à de très nombreux villages de revégétaliser leurs terroirs et de freiner la dégradation de ces derniers.

La végétation herbacée est composée d'annuelles et est dominée par *Zornia glochidata*, *Acanthospermum hispidum*, *Commelina bengalis*, *Cenchrus biflorus*, *Aristida mutabilis*, *Alysicarpus ovalifolius*, *Eragrotis tremula*, *Cyperus amabilis*. En plus de *Acanthospermum hispidum*, on rencontre *Sida cordifolia*, *Cyperus amabilis*, *Cassia occidentalis*, *Pergularia tomentosa* et *Mitracarpus villosus* qui ne sont pas ou sont peu appréciés par les animaux. Leur présence indique une dégradation généralisée de la valeur pastorale.

Bounkougou(2007) explore la zone et fait un inventaire floristique dans le site qui a donné 23 espèces réparties entre 16 familles. Les résultats montrent que les familles les plus représentées sont les Mimosacées (4 espèces, soit 17,39%), les Césalpiniacées (3 espèces, soit 13,04%) et les Combrétacées, (3 espèces, soit 13,04%).Le genre *Acacia* domine dans les différents sites échantillonnés.

Condition du milieu

Le groupement à *Acacia albida* et *Guiera senegalensis* se localise au niveau des sols dunaires très sableux. Les principales utilisations de ce milieu sont le pâturage et l'agriculture. Ce groupement est l'un des plus diversifiés. Il est constitué d'un relevé sur le parcours pastoral et de (4) relevés sur un terrain agricole dans lequel le mil associé au sorgho et au Niébé (haricot) constitue la principale particularité de ce groupement.

Composition floristique

Le tableau phytosociologique comporte 13 espèces dont *Acacia albida* et *Guiera senegalensis* sont considérées comme caractéristiques : ces espèces ont respectivement un recouvrement de 0,86% et 0,08%. L'indice de diversité de Shannon H est de 3,35 bits

Dans les champs des producteurs, les arbres sont gérés et sont conservés parce qu'ils présentent certains atouts dont les usages diffèrent.

3.2.4.1- Arbres source de Bois

La production du bois est un des rôles importants des ligneux qui motive les paysans à entretenir et protéger les arbres dans leurs champs. Les usages du bois sont multiples dont les principaux sont la construction des maisons et des greniers, la fabrication des outils aratoires, de cuisine et d'objets d'arts, le bois énergie, etc. Ainsi pour les producteurs interrogés à Hile-Alifa, la diminution des ligneux de leur terroir s'explique du fait que la totalité du bois utilisé dans les ménages provient des champs. En effet ; toutes les activités nécessitant de l'énergie sont tributaires du bois. Actuellement, le bois provenant des champs ne peut que satisfaire de moitié les besoins en bois exprimés par les ménages. Ce problème a créé ces dernières années une pression anthropique sur toute la brousse déjà très affectée par la désertification, la sécheresse, les feux de brousse, la charge pastorale trop élevée.

3.2.4.2- Arbres dans la fertilisation des sols

L'amélioration de la fertilité des sols constitue un apport des arbres dans les champs et cela guide les paysans dans le choix des espèces à gérer. Les paysans reconnaissent que certaines espèces ligneuses améliorent la fertilité des sols. C'est ainsi que dans l'ensemble de

l'espace communal, les espèces citées par les paysans comme ayant un pouvoir fertilisant sont : *Faidherbia albida*, *Guiera senegalensis*, *Piliostigma reticulatum*, *Annona senegalensis* et *Balanites aegyptiaca*.

Par contre certaines espèces sont considérées comme espèces dépressives : *Acacia senegalensis* et *Acacia nilotica var nilotica*.

3.2.4.3- Arbres dans la Pharmacopée traditionnelle

Les populations font recours aux plantes en raison de la très faible couverture sanitaire en zones rurales dans le département du Logone et Chari. Les organes utilisés sont les gui d'Afrique, les feuilles, l'écorce, les fleurs et les racines. Ils sont exploités par écorçage, arrachage des feuilles et par déracinement. L'exploitation des organes touche l'écrasante majorité des espèces et le mode d'utilisation concerne la décoction d'organes et la préparation de poudre de feuilles, d'écorce et de racine. Selon les paysans, les espèces utilisées dans le traitement des maladies sont : *Boscia senegalensis*, *Blanitès egyptiaca*, *Momordica charantia*, *Cassia obtusifolia*, *Leptodania hastatda*, *Guiera senegalensis*, *Azadirachta indica*, *Acacia nilotica*, , *Annona senegalensis*, etc (pour les traitements des maladies humaines) et *Boscia senegalensis* pour les maladies animales.

3.2.4.4- Arbres dans l'alimentation humaine

Les arbres tiennent une place importante dans la stratégie de sécurisation alimentaire. Le recours aux produits forestiers non ligneux, surtout les feuilles, s'observe le plus souvent pendant les périodes de crise alimentaire où l'exploitation devient plus intense. Les espèces utilisées dans l'alimentation humaine le sont avec des scores variés ; ainsi, leurs fréquences de citation dans la commune lors de nos animations ressortent des variations en fonction du degré d'exploitation. Il ressort de ces données ethnobotaniques que les espèces les plus consommées sont *Ziziphus mauritiana*, *Boscia senegalensis*, *Tamarindus indica*, *Balanites aegyptiaca*, *Adansonia digitata* et *Maerua crassifolia*, *Sclerocarya birrea* etc.. Les trois premières espèces sont régulièrement consommées sous forme d'amuse-gueule tandis que *Maerua crassifolia*, *Boscia senegalensis* et *Sclerocarya birrea* ne sont consommées qu'en cas de disette.

3.2.4.5- Arbres dans l'alimentation animale

Pour les paysans des terroirs de la Commune de Hile-Alifa, les ligneux les plus utilisés pour l'alimentation animale sont : *Faidherbia albida*, *Ziziphus mauritiana*, *Bauhinia rufescens*, etc. Plusieurs espèces ligneuses jouent un rôle primordial dans l'alimentation des animaux, en leur assurant toujours un fourrage vert. Les ligneux fourragers sont utilisés par le bétail soit directement dans les champs, soit par l'intermédiaire de l'homme suite à l'émondage. *Faidherbia albida*, par son abondance et son degré d'appétissance par le bétail mérite une attention particulière en ce sens que ses fruits et feuilles peuvent servir à produire un fourrage artificiel amélioré et disponible à tout moment.

Il faut reconnaître ici que la présence du Lac Tchad a favorisé cette localité en herbes fourragères de haute qualité et quantité. Cependant, la baisse progressive du niveau du lac est à craindre si rien n'est fait d'urgence pour réduire certains paramètres de ce comblement.

3.3. Milieu humain

3.3.1. Historique

Fondée en 1983, la circonscription de Hile-Alifa représente l'une des plus anciennes collectivités territoriales de base. Les Arabes auraient été les premiers habitants de cette collectivité. Ils se seraient installés sous les ailes des mouvements provoqués par l'invasion menée par Ousmane Dan Fodio, ayant son foyer dans l'Etat de l'Adamaoua actuel Etat de Yola au Nigeria. Les villages pionniers sont représentés par Hile-Alifa I et II, Bargaram et Tchika. Les principales motivations de l'implantation de cette commune sont liées aux énormes potentialités qu'offre le Lac Tchad caractérisé par un paysage propice à l'élevage, à l'agriculture et à la pêche. C'est ainsi que la population de cette commune est essentiellement constituée des éleveurs, agriculteurs, agropasteurs et pêcheurs.

3.3.2. Démographie

3.3.2.1 la taille et structure de la population

Selon le rapport définitif du 3^{ème} dénombrement de la population du Cameroun 2010, l'Arrondissement de Hile-Alifa compte 18425 habitants (selon les résultats du recensement général de la population de 2010) avec une densité humaine de 53,40% habitants/km². La répartition par sexe fait état de 9524 hommes et 8901 femmes avec un taux de croissance de 4,35% par rapport au recensement. La population rurale est de 14778, soit 7647 femmes pour 7131 hommes avec un taux de 80,20 % par rapport à la population totale de la commune. Deux ethnies dominent nettement la population de Hile-Alifa : les Arabes qui constituent la population autochtone, et les Kotoko venus des autres communes du Logone et Chari. Aux côtés des autochtones sont venues s'infiltrer et s'installer d'autres ethnies attirées par faveur exceptionnelle en termes de ressources naturelles dont la vie est tributaire. On peut citer parmi ces migrants ; les Sara, Toupouri, Moudang, Matakam, Bororo(Peulh).

On note cependant, une homogénéité linguistique et culturelle dans la commune. Les principaux traits caractéristiques sont l'Arabe -qui est parlé sur l'ensemble de la commune-, le Kotoko plus utilisé à Dougoumsilio, Silo et Kassalari.

Tableau 1: Tableau synoptique des caractéristiques de la population de la commune

Superficie (km ²)	Population totale	Densité ha/km ²	Nombre de ménage	Nombre de Blama	Nombre de villages	Nombre d'enfants par famille	Age de mariage
345km ²	18425	53,40	6949	23	25	5	11 à 16 ans

Tableau 2: caractéristiques socioculturelles

Ethnies	Religions	Statut matrimonial
Arabes choa	Islam	Polygamie
Kotoko	Islam, Animisme	Polygamie
Allogènes	Islam, Christianisme, Animisme	Mixte entre monogamie et polygamie

3.3.2.2 Groupes ethniques et relations interethniques

Les différents groupes ethniques réalisent des échanges économiques. Les marchés locaux regroupent ces différents acteurs.

3.3.2.3 Cas des autochtones

Les groupes autochtones de Hile Alifa sont solidement implanté au sein de leur terroir. Certains ont acquis une aisance économique et matérielle au point d'avoir une certaine notoriété. Ils ne subissent aucune pression de la part des groupes allogènes. Les groupes autochtones sont installés dans les différents quartiers et sont au sommet des organisations sociales que sont les Blama. Ils sont maîtres des terres et accordent une autorisation d'exploitation aux autres groupes.

3.3.2.4 populations vulnérables

Les inégalités sociales ont favorisé la catégorisation d'une couche sociale dite vulnérables. Celle-ci se trouve à la marge des activités de production et d'accès aux ressources. Il s'agit particulièrement des jeunes désœuvrés, pour lesquels l'accès aux moyens de production reste quasi impossible. D'autres, les femmes, les veuves et les orphelins surpris par le décès précoce du chef de ménage se retrouvent dans une précarité qui affecte lourdement leurs conditions d'existence. La population vulnérable est constituée des malades mentaux, les handicapés moteurs, sans prise en charge sociale, se retrouvent à la merci du système d'entraide que la société africaine semble de nos jours renier. Cette couche de la société est en croissance au fur et à mesure qu'évolue une économie de marché, au détriment d'une économie traditionnelle soutenue par la notion d'entraide.

3.3.2.5 les corps des métiers

L'urbanisation de cette commune a accru le développement de quelques corps de métiers à savoir : les petits commerçants, les charpentiers, les maçons, les call boxeurs, les bouchers, les cordonniers, les motos taximen, les pousseurs, les soudeurs, , les restauratrices, les brasseurs, les transformatrices bref tous les petits métiers qui offrent des services. Ces acteurs rencontrent des difficultés dans l'accomplissement de leurs missions à cause d'une insuffisance de fonds de roulement, et de la ~~dévalorisation de~~ dévalorisation de leur statut.

3.3.2.6 La ~~mobilité~~mobilité de la population

La plus grande partie de la population est rurale mais la tendance actuelle est caractérisée par une expansion rapide de la population urbaine. Cette tendance a préféré occuper l'espace. Elle constitue une menace sérieuse vis-à-vis des ressources naturelles en termes d'approvisionnement et de pression anthropique sur le potentiel existant. En effet, l'un des principaux impacts de l'urbanisation est la demande croissante en PFNL alimentaires. Ceci est d'autant plus vrai que l'essentiel des PFNL alimentaires est orienté vers les marchés urbains de plus en plus structurés.

Mis en forme : Justifié

3.3.3. Organisations socioculturelles

3.3.3.1 Organisation de la commune de Hile Alifa

La société est organisée à la base autour d'une unité centrale appelée famille. Cette famille est donc composée du père, de la mère, des enfants, grands-parents, oncles, tantes à qui s'ajoutent les cousins et cousines. Le père est un chef patriarcal au pouvoir parfois sacré. Il dirige le ménage, gère les biens de la famille, répartit les tâches aux membres du ménage. Les travaux ménagers, les cultures de légumes et arachide, le petit commerce de produits culinaires sont dévolus à la femme. La garde des animaux et la culture du coton reviennent aux hommes.

Les unités familiales se jouxtent pour former un quartier ayant à sa tête un Blama. L'ensemble des quartiers à leur tour formant des groupes ou groupuscules placé sous l'autorité d'un Blama rend compte à l'autorité administrative locale représentée par le Sous-préfet. Il n'existe pas, comme dans les autres du Cameroun, la chefferie suprême appelée Lamida gouverné de mains de fer par un Lamido. Sur le plan matrimonial, le statut varie d'un individu à l'autre, d'un Blama à un autre. Les deux régimes sont appliqués par les communautés de la Commune : Monogamie et polygamie. Avec les mutations socioculturelles aujourd'hui, la monogamie est en train de gagner de plus en plus les habitudes des populations. Les religions pratiquées sont l'islam, le christianisme et l'animisme

3.3.3.2 L'habitat

Au niveau du chef lieu de la Commune, s'observe la genèse d'une ville avec des caractéristiques propres aux espaces urbains (artères de routes, façades bien construits, quelques boutiques autour du marché et des services de consommation courante). Il a été désigné comme espace urbain communal. Les cases traditionnelles à la toiture de paille sont progressivement en train de disparaître pour céder la place à celles à la toiture ondulée. Ce gros centre se développe autour de quelques artères de pistes, en prélude d'un aménagement urbain. En revanche d'autres villages qui possèdent un pouvoir économique peu important, reste solidaire à l'habitat traditionnel.

3.3.3.3 Système foncier

Le système foncier est type rationnel est il n'existe pas des plans d'urbanisation des centres d'~~agglomération~~agglomération.

La Commune dispose d'une réserve foncière importante. Celui-ci reste à la gestion de la Commune et du pouvoir coutumier. Pour des espaces peu importants, l'autorité traditionnelle en assure la gestion. La Commune réalise également des lotissements quand il s'agit des espaces importants.

Dans les domaines familiaux, le chef de ménage reste le seul gérant du domaine familial. Il le lègue à sa descendance selon les règles successorales coutumières. Par ailleurs, depuis récemment ; la vente de terre est courante.

3.3.3.4 Acteurs du développement

Les acteurs institutionnels ont apporté leur contribution dans la promotion du développement de cette Commune. Les plus importants qui apportent un appui véritable au développement de la Commune se trouvent inscrit dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Relations Institutions/Organismes et Commune

Institutions/organisations	Nature de la relation	Domaines d'intervention
GIC divers	Collaboration	– Appui à la constitution et la formalisation des GIC)
PAM (Programme Alimentaire Mondial)	Appui	– Dons divers (dotation en infrastructures et aliments énergétiques
Union Européenne	Appui	- Subvention microprojets villageois - Construction des infrastructures sociales de base
PLAN CAMEROUN	Collaboration	– Appui/conseil – Financement des réalisations

Tableau 4: Relation entre les Projets/Programmes de Développement et la Commune

PROGRAMMES/PROJETS	NATURE DE LA RELATION	DOMAINES D'INTERVENTION
PNDP (Programme National de Développement Participatif)	Collaboration et financement	Décentralisation et développement local (élaboration et mise en œuvre du PCD, renforcement institutionnel)
GIC SMIPDR (Service de Maintenance industrielle productqjue et developpement rural)	Collaboration et appui technique	appui technique a l'elaboration du PCD
C.2.D (Coopération de Désendettement et de Développement)	Collaboration et financement	Financement des gros projets d'investissement et appui à la bonne gouvernance
EXFORD	Appui et prestation	Construction des forages

UNICEF (Organisation des Nations Unies pour l'Enfance)	Collaboration	Education (appui à la petite enfance)
PNVRA (Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole)	Collaboration	Agriculture (appui/conseil, financement pour les agriculteurs)

3.4. Activités socioéconomiques

Les principales activités socioéconomiques pratiquées restent en première ligne l'agriculture, l'élevage, la pêche et le petit commerce.

Tableau 5 : Activités économiques pratiquées par la population

Activités Menées	Hommes	Femmes	Jeunes
Agriculture	Sorgho, mil, maïs, manioc, oignon, ri finio, Niébé,	Niébé, fonio, maïs, piment aubergines, concombre arachide	Niébé, fonio, maïs, oignon arachide
Elevage	chèvres, bœuf volaille (poulet) canards, pintades ânes, chevaux, Lapins	chèvres, volaille (poulet) canards, pintades), âne lapins	chèvres, bœufs, volaille (poulets, canards, pintades) ânes, chevaux, Lapins
Pêche	Silure, carpe, capitaine, tilapia, Poisson électrique, Grenouille,	Silure, carpe, capitaine, tilapia, Poisson électrique, Grenouille,	Silure, carpe, capitaine, tilapia, Poisson électrique, Grenouille,
Chasse	Lièvre, biche, singe, antilope, hérisson, Mangouste, Oie sauvages, perdrix, varans, Écureuil, lièvres, Serpents boa, sauterelles saisonniers, oiseaux migratoires saisonniers	Lièvre, biche, singe, antilope, hérisson, Mangouste, Oie sauvages, perdrix, varans, Écureuil, lièvres, Serpents boa, sauterelles saisonniers, oiseaux migratoires saisonniers	Lièvre, biche, singe, antilope, hérisson, Mangouste, Oie sauvages, perdrix, varans, Écureuil, lièvres, Serpents boa, sauterelles saisonniers, oiseaux migratoires saisonniers
Cueillette	PFNL (igname sauvage, tubercule nénuphar, tamarin, Fruit balanithès,	PFNL (Feuilles de baobab, fruit du baobab, jujube, pomme cannelle, igname sauvage,	jujube, pomme cannelle, , tubercules et fruits de <i>Nymphaea lotus</i> , Citron de mer, tamarin, Fruit

	<i>Vitex doniana, fruits</i> <i>Boscia senegalensis,</i>	tubercule nénuphar, Citron de mer, tamarin, Fruit balanites, <i>Vitex doniana</i>)	balanites.
Petit commerce	Produits artisanaux (nattes, seko, siège), produits de manufacture,, bois de chauffe, restauration	Produits artisanaux (nattes, seko, siège), poteries, les calebasses, les légumes feuilles, boissons alcooliques (Bil-Bil, Arky), bois de chauffe, restauration,	Produits artisanaux (nattes, seko, chapeau, siège), bois de chauffe, restauration, poulets, chèvre, cordes, bois de construction

: 3.4.1. Le commerce

Il existe 09 marchés hebdomadaires dans la commune dont deux seulement de grande envergure (le marché de Bargaram et de Tchika). Il n'y vend des produits vivriers et manufacturés tous les jeudis et samedis.

Sur ces marchés, quelques boutiques et 05 débits de boisson non alcoolique alimentent en permanence les consommateurs.

Un cabaret se trouve à Hile-Alifa I dans le quartier non musulman. Le commerce informel (vendeuses de nourriture, des beignets, restaurations, boucherie) n'est pas développé.

Les habitants ont développé un espace d'échanges commerciaux très bénéfiques avec les voisins les Nigériens. Les produits faisant l'objet de transaction vont des articles manufacturés aux matières premières brutes (les boissons, les pièces auto et moto, glaçons d'eau, les animaux (petits et gros ou de la volaille).

3.4.2. Les activités de transport

La commune est complètement enclavée. La circulation y devient impossible en saison de pluie. Le transport intra villages est assuré par les motos ou à pieds. C'est un frein aux échanges commerciaux avec les autres communes sœurs telles la Commune de Darack, Makari, Fotokol qui sont les espaces d'échanges potentiels.

3.4.3. Les services

Il existe quelques services déconcentrés ou relais administratifs de l'Etat à savoir : un poste d'agriculture et du développement rural, une inspection d'arrondissement de l'Education de base, un poste d'élevage et de pêche, une sous préfecture, 25 blâma rendant compte directement au sous-préfet sans lamida à la tête, un bureau d'ELECAM, 16 écoles primaires, une école maternelle, une brigade de gendarmerie, un CES, deux CSI etc

3.4.4. Agriculture

L'agriculture est représentée l'une des activités les plus pratiquées par les populations de Hile-Alifa. La présence du Lac Tchad et les grandes portions de terres fertiles ont favorisé le développement l'activité agricole dans la commune. Cependant, les exploitations sont de type individuel ou familial, archaïque avec matériel rudimentaire peu favorable pour améliorer leurs échelles. Elles varient avec la taille d'une famille qui est en moyenne de 5 personnes. Ainsi, une exploitation familiale a une superficie moyenne de 2 hectares, soit une part de 0,5 hectare par individu.

L'essentiel de la récolte est destiné à la consommation. Le rare surplus obtenu vendu recouvre certains besoins courants tels la scolarisation des enfants, l'achat de vêtements, les ustensiles de cuisine, la couverture sanitaire. Seul le Niébé reste la culture de rente prioritaire.

Par ordre d'importance, les cultures sont classées comme suit : le Niébé, Sorgho, maïs, riz pluvial, pédicellaire

Les principales cultures fruitières se penchent sur le goyavier, le manguiier, le citronnier. Les cultures sont pour la plupart localisées dans les bas-fonds (sorgho, contre saison) et les bords du fleuve Serbowel.

Tableau 6: Principales Cultures pratiquées

Villages	Principales cultures	Indicateurs/Paramètres					Observations
		Nbre d'actifs agricoles	Superficies (ha)	Rendements (kg/ha)	Variétés	Nbre de groupes engagés	
Tous les villages	Niébé	1700	800	1-2	tradi	08	L'agriculture est pratiquée dans les villages avec les mêmes similitudes
	Sorgho	878	2100	0.5-2	tradi	13	
	Fonio	275	88	0.5-0.7	Tradi	-	
	Manioc	714	378	7-13	8017, 8061	8	
	Tomate	65	8	1-2	-	02	
	Aubergine	45	5	0.8-1.5	-	-	
	Patate douce	35	5	1-3	-	01	
	Maïs	1952	90	1-2	Local, CMS, Kassa ĩ	28	
Arachide	102	25.85	0.5 – 1	A26	17	Activités à dominance féminine	

Les inondations, les insectes ravageurs et les oiseaux migratoires représentent un facteur de catastrophe pour les paysans car, les cultures sont pratiquées majoritairement au bord du Lac et les bas-fonds mal exondés.

La première amélioration à encourager est de réaliser, comme certaines régions l'ont déjà fait, des diguettes pour retenir l'eau des pluies violentes et ainsi mieux imprégner les argiles qui se détrempe très lentement. Ces diguettes doivent être faites si possible en courbes de niveau.

Poudrage insecticide-fongicide des semences contre les insectes, certains charbons et maladies qui retardent la levée et la croissance.

3.4.5. Elevage

Le département du Logone et Chari en général et la commune de Hile Alifa constitue un potentiel pastoral d'une grande richesse. L'élevage occupe une place de choix pour les populations urbaines. Ici, chaque famille est dépositaire d'au moins quelques têtes de bêtes si ce n'est pas un troupeau. Cependant, la garde des animaux est attribuée à un berger recruté à cet effet.

Les systèmes de l'élevage

Sous réserve de quelques variations, l'élevage pratiqué dans la localité est le type traditionnel extensif. Les animaux élevés utilisent un pâturage naturel tributaire des aléas climatiques. Les espaces pâturables varient d'une zone à une autre si on considère les paramètres quantité/qualité.

Les résidus de récoltes et les sels minéraux constituent les aliments complémentaires connus dans ces systèmes. Suivant les mouvements effectués par les éleveurs, on peut distinguer 3 systèmes d'élevage : le système transhumant, le système sédentaire et le système semi – sédentaire.

Tableau 7: Analyse des paramètres caractéristiques de l'élevage dans la commune de HILE Alifa

N°	Villages	Effectif des éleveurs	Mode d'élevage	Principales espèces		Appuis reçus		Observations
				Espèces	Effectifs	Types d'appuis	Organismes	
1	Hile-Alifa I et II	72	Traditionnel (bêtes en divagation)	Bœufs	1075	Vaccination des bêtes	MINEPIA	Diminution de pâturages Abondance de conflits agropastoraux
		217		Chèvres	2345	VAC	MINEPIA	
		56		Poulets	412	VAC	MINEPIA	
2	Bargaram	459	Intensif	Bœufs	2452	VAC	MINEPIA	-
		1895		Subsistance	3 125	VAC	MINEPIA	-
		180		Subsistance	Poulets	733	VAC	MINEPIA
3	Abassouni I, II, III	116	Traditionnel (bêtes en divagation)	Bœufs	825	VAC	MINEPIA	Abondance de conflits agropastoraux
		450		Subsistance	Chèvres	1294	VAC	
		998	traditionnel	Volaille/Pintades	588	VAC	MINEPIA	
		00	Idem	Porcs	0			-

4	Shahack	579	Traditionnel (bêtes en divagation) Idem	Chèvres	1756	VAC	MINEPIA	-	
		301		bœufs	950	VAC			
		95		Poulets	125	-	-	-	
5	Dougoumsili o et Silo	1512	Idem	Bœufs	1138	-	-	-	
		9155		Chèvres	1357	-	-	-	
		78		Poulets	321	-	-	-	
6	Kassalari	45	Idem	Bœufs	290	-	-	-	
		77		Moutons	772	-	-	-	
		33		Chèvres	82	-	-	-	
		72		Poulets	213	-	-	-	
7	Fadja	123	Idem	Chèvres	411	-	-	-	
		356		Poulets	457	-	-	-	
8	Gononi	25	Idem	Bœufs	2500	Vaccin	MINEPIA	-	
		50		Moutons	800	Vaccin, suivi cheptel	IRD	-	
		10		Chèvres	300	Vaccin, suivi cheptel	IRD	-	
		1500		Poulets	3500	-	-	-	
9	Wadack	12	Idem	Bœufs	300	Vaccin, suivi cheptel	MINEPIA		
		12		Caprin	80	-	-	-	
		2		Ovin	12	-	-	-	
		-		Volaille	-	-	-	-	
10	Mafoulo I, II, III	4	divagation	Bœufs	-	-	-	-	
		1		Moutons	-	-	-	-	
		3		Chèvres	-	-	-	-	
11	Maïto	20		Chèvres	700	-	-	-	
		100		Poulets	200	-	-	-	
12	Tchika I, II, III	3	divagation	Bœufs	60	-	-	-	
		15		Ovin	200	-	-	-	
13	Famaré	9		Bovin	200	Appui technique	PNVRA	-	
		12		Tilapia	2500	-	-	-	
		48		Chèvre/moutons	300	-	-	-	
14	Mbourdas	2		bovin	07				
		8		caprin	19				
		27		volaille	74	-	-	-	
15	Touboungar é	7		bovin	22				
		18		caprin	56	-	-	-	
		36		volaille	63				
16	Kamouna	5		Chèvres	30	-	-	-	
		ND		Poulets	ND	-	-	-	
		07		Traditionnel	Chèvres	50	-	-	-
		05			Porcs	16	-	-	-
18	Poulets	97	-	-	-				



Photo 5 : Illustration d'un pâturage naturel en saison sèche et saison pluvieuse

3.4.6. La pêche

La pêche constitue l'une des principales activités pratiquées par les populations de Hilé Alifa.

Tableau 8 : situation de pêche

N°	Villages	Nbre de pêcheurs	Les différents endroits où se pratique la pêche	Moyens utilisés	Espèces de poissons pêchés	Appuis reçus		Observations
						Types d'appuis	Organismes	
1	Tous les villages	-	Lac Tchad	Barrage Nasse Hameçon Filets éperviers	Carpes, Crabes Silures Capitaine Tilapia	-	-	La pêche est pratiquée davantage par les femmes. Il s'agit de la pêche de subsistance

Près de 40% de la population vivent des ressources halieutiques. Cependant des réels problèmes se posent quant à sa gestion. En effet, le niveau des eaux du lac est en train de baisser de manière accablante. Les causes de cette baisse sont multiples et les plus récurrentes sont : faible pluviosité, érosion hydrique et éolienne, la déforestation.

On peut ajouter à cette mauvaise gestion, la faible réglementation de la pêche. La majorité des pêcheurs viennent des pays voisins et se soustrait aux mesures réglementaires.



Photo 6: Illustration de pêche aux rives du Lac Tchad

3.4.7. Le petit commerce

Les sources financières pour les populations urbaines proviennent de quelques activités génératrices de revenus dont le petit commerce, la boucherie, la soudure, la mécanique, la couture, la vente de poisson, la vente de beignets, débits de boissons, la pêche, la restauration. On dénombre 05 boutiques à Hile-Alifa. Il faut ajouter à cette gamme les mototaxi.

La pratique des activités économiques n'a aucun caractère professionnel. Les différents corps de métiers identifiés disent mener la vie de tacherons car, n'ayant suivi aucune formation de base. Le manque de qualification, la fluctuation du taux d'échange entre le CFA et le Naïra, le mauvais état de routes et le faible accès aux crédits sont les principaux facteurs qui plombent les activités économiques de la localité.



Photo 7 : Illustration du commerce au marche de Hile Alifa

3.5. Principales infrastructures dans la commune

3.5.1 TABLEAU9 : CONSOLIDATION DES DONNEES SUR L'EDUCATION

Commune: HILE ALIFA

Arrondissement: HILE ALIFA

Département : LOGONE ET TCHARI

Région : EXTREME-NORD

date: AVRIL 2011

Village	Coordonnées géographiques			Statut école (i)	Niveau (ii)	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe				
	X	Y	Z				Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	banco/seko/poto poto	planche	semi-dur	dur	Table - bancs
HILE-ALIFA I			284	PUB	III	1981	154	408	562	2	5	0	3	0	0	3	60
HILE-ALIFA II	1431998	1269501	592	PUB	III	1964	222	280	502	1	5	1	0	0	0	5	130
ABASSOUNI I	1430757	1269561	594	PUB	IV												
KAMOUNA	1427768	1267349	586	PUB	II	2010	163	57	220	2	1	1	2	0	0	0	0
MAFOULSO I	1421126	1269699	455	PUB	III	1989	27	40	67	0	2	0	2	0	0	0	0
WADACK	1435182	1267913	591	PUB	III	1999	107	312	419	1	3	0	2	0	0	1	0
GONOUNI	1437655	1266273	638	PUB	III	1989	239	362	601	0	6	2	0	0	0	7	56
FADJA	14380231	1265773	637	PUB	II	2004	69	151	220	2	2	0	1	0	0	3	50
DOUGOUMSILIO	14391220	12646912	582	PUB	III	1994	100	110	210	1	3	0	1	0	0	3	0
KASSALARI	14403312	12718112	580	PUB	III	1999	113	192	305	1	4	1	3	0	0	3	25
TCHIKA I	1.4E+07	1278585	589														
MBOURDAS	1427203	1277848	584	PUB	III	2001	162	216	378	1	5	0	3	0	0	3	0
TERBOU	1421213	1273191	589	PUB	III	1958	338	682	1020	0	10	0	0	0	0	9	98
TOUBOUMGARE	1429537	1264039	591	PUB	III	2000	217	312	529	2	5	0	3	0	0	0	0
KAMOUNA	1442207	1269699	586	PUB	III	2001	162	216	378	1	5	0	3	0	0	3	0
TERBOU	1421126	1273191	589	PUB	II	2010	163	57	220	2	1	1	2	0	0	0	0
TOTAL							2236	3395	5631	16	57	6	25	0	0	40	419

Village	Etat général des bâtiments	Ratio élèves/enseignants			Ratio élèves / salle classe	Ratio élèves / place assise	Aménagements							Structure de gestion		
	bon	passable	mauvais				point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	cloture	logt. Enst.	autres	AP E	conseil d'établissement	
		(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	
HILE-ALIFA I	2	2	3	80	80	9	0	N	N	0	N	N	N	N	0	N
HILE-ALIFA II	3	2	0	71	100	3	1	N	N	N	N	N	N	N0		N
ABASSOUNI I																
KAMOUNA	0	0	2	77	110	220	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N
MAFOULSO I	0	0	2	33	33	67	N	N	N	N	N	N	N	N	0	N
WADACK	0	1	2	105	136	-	N	N	N	N	N	N	N	N	O	N
GONOUNI	7	0	0	72	82	10	O	N	N	N	N	N	N	N	O	O
FADJA	2	2	0	55	55	4	N	N	N	N	N	N	N	N	O	N
DOUGOUMSILO	3	0	1	52	52	-	O	O	N	N	N	N	O	O	O	O
KASSALARI	2	1	3	50	50	12	N	N	N	0	N	N	N	O	0	N
TCHIKA I																
MBOURDAS	3	0	3	63	63	-	N	N	O	N	N	N	N	N	O	O
TERBOU	7	2	0	102	112	10	N	O	N	O	N	N	N	O	O	O
TOUBOUMGARE	0	3	0	75	177	-	N	N	N	N	N	N	N	N	O	O
KAMOUNA	3	0	3	63	63	-	N	N	O	N	N	N	N	N	O	
TERBOU	0	0	2	77	110	220	N	N	N	N	N	N	N	N	N	
TOTAL	32	13	21	##	###	#####	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Codes de saisie:

(i)	PUB	Ecole publique	(ii)	0	Maternelle
	EP	ecole des parents		1	SIL, CP
	PRI	Privé/confessionnel		2	CE1,CE2
				3	CM1,CM2
				4	CES
				5	Lycée

3.5.2. TABLEAU 10 : CONSOLIDATION DES DONNEES SUR LA SANTE

Commune: HILE ALIFA

Arrondissement: HILE ALIFA

Département : LOGONE ET TCHARI

Région : EXTREME-NORD

date: AVRIL 2011

Village	Population (a)	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Réalisation			Informations générales sur le Centre				Personnel					Infrastructure				
					Entrep rise	Source de finance ment	Année constru ction	Air e de san té	Distr ict Sant é	Stat ut du cent re	Anné e créati on	Mede cin	ID E	I B	A S	Matr one	Co mis	Nb de batim ent	Etat		
		X	Y	Z															(i)	bon	passa ble
HILE-ALIFA II		1430	126944	29	MADD I	BIP	2001	YA G	DJO N	CSI	2000	0	2	1	2	0	1	2	2		0
BARGA RAM		1421	127020	28	NON	BIP	1998	YA G	DJO N	CSI	1996	0	2	1	0	0	1	1	1		0
TCHIKA I		1427	127828	29	NON	CODAS	1989	YA G	DJO N	PRI		0	2	0	2	2	1	2	1		0
TOTAL												0	6	2	4	2	3	5	4		0

(a) nombre de personnes, familles ou ménages bénéficiaires (tient compte des autres villages couverts)

(i) INT B Bacs

SAT Satellite

HOP Hopital

PRI Privé / confessionnel

(ii) B bon

P passable

M mauvais

(iii) I Incinérateur

TABLEAU DE CONSOLIDATION DES DONNEES SUR LA SANTE (suite)

Equipement du centre					Aménagement						Données sanitaires					Gestion du Centre	
Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur	Point d'eau	Latrine	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement déchet	Logement médecin	Taux de couverture sanitaire	Taux de fréquentation	Nombre d'accouchement moyen	Taux de couverture vaccinal	Maladie épidémique	Existence Comité de gestion	Existence Comité de santé
	(O/N)	(O/N)	(O/N)		(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(ii)	(O/N)						(O/N)	(O/N)
25	N	N	N	N	O	O	N	N	B	N	25	35	3/SEMAINE	48	O	O	O
5	N	N	N	N	N	N	O	N	B	O	25	40	3/SEMAINE	30	O	O	N
14	O	N	O	O	O	O	O	O	B	N	25	48	3/SEMAINE	45	O	O	O
44																	

3.5.3. TABLEAU11 : CONSOLIDATION DES DONNEES SUR LE RESEAU ROUTIER

Commune: HILE ALIFA
date: AVRIL 2011

Arrondissement: HILE ALIFA Department : LOGONE ET TCHARI

Village	Population (a)	REALISATION			CARACTERISTIQUES, FONCTIONNALITE ET ENTRETIEN			
		Entreprise	Source de financement	Année de réalisation	Nature des travaux	Longueur de route aménagée	Etat du tronçon	Existence d'un comité de gestion / entretien
					(i)	(en km)	(ii)	
HILE-ALIFA I		CO	ND	ND	R		D	N
HILE-ALIFA II		SEDECOT	ND	ND	R	2	P	N
ABASSOUNI I		CO	ND	ND	R	7	P	N
ABASSOUNI II		SEDECOT	ND	ND	R		P	N
ABASSOUNI III		CO	ND	ND	R	11	P	N
BARGARAM		SEDECOT	ND	ND	R	7	P	N
MAFOULSO I		SEDECOT	ND	ND	R	13	P	N
MAFOULSOII		CO	ND	ND	R	17	D	N
MAFOULSO III		CO	ND	ND	R	15	D	N
WADACK		CO	ND	ND	R	6	D	N
GONOUNI		CO	ND	ND	R	8	D	N
FADJA		POP	ND	ND	R	18	D	N
TOTAL								0

Coordonnées géographiques					
Villages traversés			Ouvrage d'Art		
Village	X	Y	Ouvrage	Etat actuel (ii)	X
HILE-ALIFA I	1430757	1269561	1	D	
HILE-ALIFA II	1430757	1269561	1	D	1430757
ABASSOUNI I	1427768	1267349		P	1427768
ABASSOUNI II	1428975	1267608		P	1428975
ABASSOUNI III	1428687	1267296	1	D	1428687
BARGARAM	1421776	1270212	1	D	1421776
MAFOULSO I	1435182	1267913	1	P	1435182
MAFOULSOII	1434351	1267976		D	1434351
MAFOULSO III	1434104	1268166		D	1434104
WADACK	1437655	1266273		D	1437655
GONOUNI	1.4E+07	1265773		D	14380231
FADJA	1.4E+07	1.3E+07	1	P	14391220

MIN

MAX

(a) nombre de personnes, familles ou ménages bénéficiaires

- (i) R Réhabilitation
O Ouvert
A Autres
- (ii) B bon passable
P le dégradé
D é

3.5.4. TABLEAU12 : CONSOLIDATION DES DONNEES SUR LES PUIITS

Commune: HILE ALIFA Arrondissement: HILE ALIFA Département :Logone et Tchari
 date: AVRIL 2011

Village	Population (a)	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			REALISATION			CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE						
					Entreprise	Source de financement	Région : Extreme - Nord	trottoir / anti bourbier	aire assainie	type de pompe	Matériau x margelle	Hauteur margelle	Cuvelage	
		X	Y	Z										(O/N)
ABASSON I II		1428975	1267608	597	91	107	42	21	261	0	0	0	1	0
BARGARAM		1421602	1270209	288				N	N	12	10	32	MH	VERG
		1422021	1270333	290				N	N	12	10	33	MH	VERG
WADACK		1437655	1266273	591	##	295	108	86	762	1	0	7	1	0
FADJA		1.4E+07	12646912	637	87	97	32	13	229	1	0	1	1	0
DOUGOUMSILIO														
KASSALARI		1.4E+07	12772213	580	88	93	38	18	237	1	0	0	1	0
TCHIKAI I		1427877	1278340	590	##	246	87	53	600	1	1	3	1	0
TCHIKA III		1427955	1278440	584	##	302	77	29	693		0		1	0
TOUBOUMGARE		1442207	1264039	591	46	58	17	10	131	1	0	0	1	0
TOTAL														0

villages	CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE					Etat du point d'eau	ENTRETIEN			QUANTITE ET QUALITE EAU		
	Cuvelage	Diamètre du puits	Profondeur du puits	Profondeur Eau	Fonctionnement		Exploitation de l'ouvrage	Existence Comité de gestion	Fonctionnalité CG	Quantité suffisante	Qualité de l'eau	Maladies liées à l'eau
	(iii)	(m)	(m)	(m)	(O/N)	(iv)	(v)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(vi)	(O/N)
BARGARAM	VE RG	N	B	EX	EX	O	O	O	T	O		
	VE RG	O	B	EX	EX	O	N	O	T	O		
WADACK	0	0	0	0	0	0	0	0	N	N	P	IP
FADJA	0	0	0	0	0	0	0	0	N	N	P	IP
DOUGO UMSILO												
KASSALARI	0	0	0	0	0	0	0	0	N	N	P	IP
TCHIKAI I	0	0	2	1	0	0	0	0	N	N	P	IP
TCHIKAI III	0	0	0	0	0	0	0	0	N	N	P	IP
TOUBO UMGAR E	0	0	0	1	0	0	0	0	N	N	P	IP
	0		0.3	0.3	-							

(i) M H

ES Energie solaire

(ii)

B béton

P pierre

F fût

(iii)

M métallique

BA béton armé

BU busé

(iv)

B bon

E endommagé

R à réhabiliter

(v)

EX exploité

AB abandonné

AS asséché

(vi)

C claire

3.5.5. TABLEAU13 : CONSOLIDATION DES DONNEES SUR LES FORAGES

Commune: HILE ALIFA
date: AVRIL 2011

Arrondissement: HILE ALIFA

Département :
LOGONE
ET
TCHARI Région : EXTREME-NORD

Région :

Village	Population (a)	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			REALISATION			CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE								
					Entreprise	Source de financement	Date mise en service	Anti-bourbier	Aire assainissement	Diamètre du forage	Profondeur forage	Hauteur de l'eau	Type de pompe	Marque	Fonctionnement	Cause panne
		X	Y	Z				(O/N)	(O/N)	(m)	(m)	(m)	(i)		(O/N)	(O/N)
HILE-ALIFA I								N	(O/N)	(mm)	(m)	(m)	(i)		(O/N)	(O/N)
		143 199 8	12695 01	28 4				N	O	12	11	33	MH	VER G	O	B
		143 203 1	12685 27	29 4				O	N	10	10	31	MH	VER G	N	B
		143 153 2	12691 66	28 9				O	N	11	11	31	MH	VER G	O	N
		143 153 4	12695 27	29 7				N	N	10	9	29	MH	VER G	N	B
		143 119 0	12692 37	29 0				O	OO	12	10	30	MH	VER G	O	B
		143 073 6	12695 43	28 7				N	N	12	9	32	MH	VER G	O	B
HILE-ALIFA II		143 195 4	12692 55	28 7				N	N	12	57	26	MH	VER G	O	B
		143 076 6	12694 42	29 1				O	N	11	11	31	MH	VER G	O	N
		143 103	12691 38	29 1				O	N	11	11	31	MH	VER G	O	N

		8														
ABASSOUNI I		142 771 2	12674 68	29 2				N	N	12	56	30	MH	VER G	NN	B
BARGARAM		142 181 8	12701 20	28 6				N	O	9	56	31	MH	VER G	O	N
		142 183 5	12703 26	28 8				N	N	12	10	30	MH	VER G	O	NN
		142 160 2	12702 09	28 8				N	N	12	10	32	MH	VER G	N	B
		142 202 1	12703 33	29 0				N	N	12	10	33	MH	VER G	O	B
		142 219 5	12701 78	28 7				N	N	12	10	31	MH	VER G	O	B
MAFOULSO I		143 498 5	12677 70	29 3												
MAFOULSOI I		143 446 3	12679 74	29 7				O	N	10	55	26	MH	VER G	O	R
		143 422 5	12679 97	29 4												
		143 770 7	12662 96	29 3												
WADACK		143 750 0	12663 67	29 2				N	N	12	10	32	MH	VER G	O	B
		143 758 2	12664 56	29 0				N	OO	10	56	30	MH	VER G	O	B
GONOUNI																
FADJA																
DOUGOUMS ILIO																
KASSALARI																
TCHIKAI		142 762 2	12782 82	29 2				O	N	10	56	26	MH	VER G	O	B
		142 699	12785 11	29 6				N	N	12	10	32	MH	VER G	O	B

		9														
		142 715 7	12782 42	28 7												
TCHIKA III							N	N	12	10	32	MH	VER G	O	B	
TOUBOUMG ARE		142 419 2	12842 36	29 1			O	N	12	56	21	MH	VER G	O	R	
		142 386 3	12839 04	29 2												
TOTAL											660			#DIV/ 0!	#DIV/ 0!	

- (i) MH motricité humaine
ES Energie solaire
E électrique
- (ii) B bon
- E endommagé
R à réhabiliter

villages	Etat de l'ouvrage	ENTRETIEN			QUANTITE ET QUALITE EAU		
		Exploitation de l'ouvrage	Existence Comité de gestion	Fonctionnalité CG	Quantité suffisante	Qualité de l'eau	Maladies liées à l'eau
	(ii)	(iii)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(iv)	(O/N)
HILE-ALIFA I	(ii)	(iii)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(iv)	P
	EX	EX	O	N	O	T	O
	EX	EX	O	O	O	T	O
	EX	EX	O	N	N	T	O
	EX	EX	N	O	N	T	O
	EX	EX	N	O	N	T	O
	EX	EX	NN	N	O	T	O
HILE-ALIFA II	EX	EX	O	O	N	T	O
	EX	EX	O	N	N	T	O
	EX	EX	O	N	N	T	O
ABASSOUNI I	EX	EX	O	N	O	T	O
BARGARAM	EX	EX	N	O	N	T	O
	EX	EX	O	O	O	T	O
	EX	EX	O	O	O	T	O
	EX	EX	O	N	O	T	O
	EX	EX	O	N	O	T	O
MAFOULSO I		EX	N	O	O	T	O
MAFOULSOII	EX	EX	N	O	O	T	O
		AB					
WADACK	EX	EX	O	N	O	T	O
	EX	EX	O	N	O	T	O
GONOUNI							
FADJA							
DOUGOUMSILIO							
KASSALARI							
TCHIKAI I	EX	EX	N	O	O	L	O
	EX	EX	O	N	O	T	O
TCHIKA III	EX	EX	O	N	O	T	O
TOUBOUMGARE	AB	0	N	O	N	C	O

3.5.6. TABLEAU14 : CONSOLIDATION DES DONNEES VILLAGES

Commune: HILE ALIFA
date: AVRIL
2011

Arrondissement: HILE ALIFA
Département : LOGONE ET TCHARI
Région : EXTREME-NORD

Village	Coordonnées géographiques			Population					Infrastructures existantes							
				Homme	Femme	Jeunes (moins de 16 ans)	Enfants (moins de 5 ans)	Total	Ecole	Centre de santé	Forage	Puits	Autres points d'eau	Infrastructures d'encadrement psychosociales	Magasin	Marché
	X (Est)	Y (Nord)	Z (m)													
HILE-ALIFA I				256	289	89	44	678	2	1	1	2	1	0	0	1
HILE-ALIFA II	1430757	1269561	592	241	263	76	39	619	1	0	4	0	0	0	0	0
ABASSOUNI II	1428975	1267608	597	91	107	42	21	261	0	0	0	1	0	0	0	0
ABASSOUNI III	1428687	1267296	601	43	53	17	7	120	0	0	0	0	0	0	0	0
BARGARAM	1421776	1270212	584	386	402	145	106	1,039	1	1	6	3	0	0	4	1
TCHAHACK	1420653	1269742	587	103	114	47	31	295	0	0	0	1	0	0	0	0
KAMOUNA	1421126	1269699	586	71	78	25	16	190	1	0	0	1	0	0	0	0
MAFOULSO I	1435182	1267913	455	89	92	47	32	260	1	0	1	1	0	0	0	0
MAFOULSOII	1434351	1267976	597	67	77	33	27	204	0	0	2	0	0	0	0	0
MAFOULSO III	1434104	1268166	593	21	31	17	10	79	0	0	0	0	0	0	0	0
WADACK	1437655	1266273	591	273	295	108	86	762	1	0	7	1	0	0	0	0
GONOUNI	1.4E+07	1265773	638	98	112	48	18	276	1	0	1	0	0	0	0	0
FADJA	1.4E+07	12646912	637	87	97	32	13	229	1	0	1	1	0	0	0	0
DOUGOUMSILO	1.4E+07	12718112	582	419	485	210	97	1,211	1	0	1	1	0	0	0	1
KASSALARI	1.4E+07	12772213	580	88	93	38	18	237	1	0	0	1	0	0	0	0
SILO	1.4E+07	12729442	584	41	48	14	12	115	0	0	0	1	0	0	0	0
TCHIKA I	1427203	1278585	589	189	201	99	76	565	1	0	1	1	0	0	2	1
TCHIKAI	1427877	1278340	590	214	246	87	53	600	1	1	3	1	0	0	2	1

TCHIKA III	1427955	1278440	584	285	302	77	29	693		0		1	0	0	0	0
MBOURDAS	1421213	1277848	584	34	48	18	4	104	1	0	0	0	0	0	0	0
TERBOU	1429537	1273191	589	85	92	32	21	230	1	0	0	0	0	0	0	0
TOUBOUMGARE	1442207	1264039	591	46	58	17	10	131	1	0	0	1	0	0	0	1
HILE-TANDALKI									1	0	0	1	0	0	0	0
DJOUBOUNIBA									1	0	0	1	0	0	0	0
GORE-TALGOUT	1425241	1273869	583	74	96	19	11	200		0	0	1	0	0	0	0
				3378	3770	1370	795								0	0
TOTAL				6756	7,540	2,740		9,313	18	3	29	22	1	0	8	6

- (i) B Route bitumée
T Route en terre aménagée
P Piste
- (ii) AS Accessible en toute saison
IP Inaccessible en saison de pluie
IS Inaccessible en toute saison
- (iii) 1 1er degré
2 2e degré
3 3e degré

	Infrastructures existantes						Accès au village		Organisation du village		
	Gare routière	Abbattoir	Parc à bétail	Pépinière	Electricité	Téléphone	Voie d'accès	Etat de la route	Chefferie	Nbre de quartiers	Comité de développement
	(O/N)			(i)	(ii)	(iii)	(O/N)				
HILE-ALIFA I	0	0	0	N	N	P	IP	2	3	N	
HILE-ALIFA II	0	0	0	N	N	P	IP	2	2	N	
ABASSOUNI II	0	0	0	N	N	P	IP				
ABASSOUNI III	0	0	0	N	N	P	IP				
BARGARAM	0	0	0	N	N	P	IP				
TCHAHACK	0	1	0	N	N	P	IP	2	7	N	
KAMOUNA	0	0	0	N	N	P	IP				
MAFOULSO I	0	0	0	N	N	P	IP				
MAFOULSO II	0	0	0	N	N	P	IP	2	2	N	
MAFOULSO III	0	0	0	N	N	P	IP	2	1	N	
WADACK	0	0	0	N	N	P	IP	2	1	N	
GONOUNI	0	0	0	N	N	P	IP	2	2	N	
FADJA	0	0	0	N	N	P	IP				
DOUGOUMSILIO	0	0	0	N	N	P	IP				
KASSALARI	0	0	0	N	N	P	IP				
SILO	0	0	0	N	N	P	IP				
TCHIKAI	0	0	0	N	N	P	IP				
TCHIKAI I	1	1	0	N	N	P	IP				
TCHIKAI III	0	0	0	N	N	P	IP	2	2	N	
MBOURDAS	0	0	0	N	N	P	IP				
TERBOU	0	0	0	N	N	P	IP				
TOUBOUMGAR E	0	0	0	N	N	P	IP	2	1	N	
HILE-TANDALKI	0	0	0	N	N	P	IP				
DJOUBOUNIBA	0	0	0	N	N	P	IP				
GORE-TALGOUT	0	0	0	N	N	P	IP				
	0	0	0	N	N	P	IP				
	1	2	0								

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

Tableau 15: Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces de la Commune

Aspects	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Gestion du patrimoine et ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> • Hôtel de ville en construction (70% des travaux exécutés) • Existence d'un matériel mobil et immobilier 	<ul style="list-style-type: none"> • Non maîtrise de la situation patrimoniale de la commune • Insécurité foncière des terrains occupés par la commune • Gestion peu transparente du patrimoine • Inexistence d'un service de maintenance 	<ul style="list-style-type: none"> • Vastes étendues de bas-fonds à potentiels rizicoles • Disponibilité des ressources minières dans le sous sol de l'espace communal (pétrole) • Possibilité d'acquisition des nouveaux biens dans le cadre de la décentralisation (transfert des ressources) • Possibilité de rentabiliser les recettes communales par la construction des fumoirs et séchoirs modernes 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une comptabilité matière • Ressources naturelles non identifiées • Utilisation anarchique du potentiel du Lac Tchad • Baisse du niveau d'eau du Lac Tchad • Pêche minière peu écologique pour les produits halieutiques • Matériels de bureau vétustes et archaïques

<p>Gestion des relations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration avec le PNDP et les autres programmes/projets (PNUD, etc.) ainsi que les OSC • Bonne collaboration entre la Commune et les autres services techniques ainsi que l'autorité administrative locale • Bonne collaboration avec la CVUC • Elaboration du plan de développement communal en cours 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un plan de communication et de marketing communal • Faible circulation de l'information au sein et hors du conseil municipal • Espace conflictuel dans les zones frontalières de la Commune (Nigéria, Tchad) 	<ul style="list-style-type: none"> • Existences de plusieurs autres partenaires potentiels (PADDL, SNV, CBLT...) • Possibilité de développement des projets intercommunaux à travers les CVUC • Partenariat avec le PNDP 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité de négociation et de gestion de partenariat • Faible cohésion sociale au sein de l'équipe communale • Leadership politique • Inexistence d'une commission technique de gestion des relations partenariales • Elite peu active dans la recherche de performance
------------------------------	---	--	---	--

<p>Ressources humaines</p>	<p>Présence d'un Secrétaire Général qualifié et affecté à la Commune par l'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hétérogénéité socioprofessionnelle du conseil municipal • Cosmopolitisme du conseil municipal • Régularité des quatre sessions annuelles • Présence des cadres de l'administration au sein de l'exécutif communal 	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel insuffisant et peu qualifié • Inexistence d'un personnel permanent communal • Organigramme non mis à jour et peu maîtrisé par l'équipe communale et le personnel • Irrégularité des réunions du personnel • Absence d'une planification des recrutements • Absence d'un plan de carrière du personnel • Absence d'un plan de renforcement des capacités • Monolithisme du conseil municipal • Faible niveau de formation de base du conseil • Très faible représentativité des femmes au sein du CM et du personnel • Absence d'un mécanisme de suivi-évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui institutionnel du PNDP et d'autres partenaires potentiels (PADDL) • Possibilité d'affiliation aux réseaux des communes riveraines du Lac Tchad • Possibilité de renforcement de capacités du personnel par des offres de stages d'expertise 	<ul style="list-style-type: none"> • Absentéisme récurrent du personnel • Prise de décisions du Maire vers le Conseil • Monnayage de service de certains conseillers • Inexistence d'une commission technique opérationnelle • Mauvaise définition de ligne budgétaire • Illettrisme à 90% du Conseil Municipal • Conseil Municipal vieillissant • Siège du Conseil % RDPC • Faible représentation de la femme au sein du Conseil
----------------------------	--	--	---	--

Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariat signé avec le PAM, l'Union Européenne, le PNDP et le FEICOM • Contribuables potentiels assez forts • Abondance de ressources naturelles valorisables • Bon rendement du revenu des activités connexes à la pêche 	<ul style="list-style-type: none"> • Très faible taux de recouvrement • Faible sécurisation des recettes communales • Faible niveau d'investissement • Faible capacité d'autofinancement • Mauvais suivi budgétaire • Mauvaise définition de ligne budgétaire • Recettes propres très insuffisantes • Procédure de décaissement de fonds peu clarifiée • Inexistence d'une stratégie de mobilisation de ressources • Grand décalage calendaire entre la date de soumission du budget et compte administratif et sa date d'approbation par la tutelle • Congé non payé du personnel • Faible valorisation des ressources mobilisables. 	<ul style="list-style-type: none"> • Position géographique favorable aux échanges commerciaux • Lac Tchad possède un fort potentiel écotouristique • Possibilité de créer un mini-port à TOUBOUMGARE • Existence des partenaires potentiels • Disponibilité des ressources naturelles valorisables (bas-fonds, pétrole, eau et produits halieutiques divers) • Possibilité de développer un marché international de bétails dans la Commune • Possibilité de créer une flotte triparties (Commune – Nigéria – Tchad) 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible recettes propres de la Commune • Incivisme fiscal des contribuables • Agents collecteurs peu efficaces • Service de billettage douteux • Circuit de la chaîne de collecte non responsabilisé par tâche • Inexistence d'un comité de suivi du recouvrement • Mauvaise connaissance de l'assiette fiscale • Faible appui financier des partenaires
------------------------	---	---	---	--

4.2. Axes de renforcement de la Commune

Il découle de l'analyse institutionnelle de la commune les besoins en renforcement présentés dans le tableau suivant :

Tableau 16: Axes de renforcement de la Commune

Axes de renforcement	Faiblesses	Actions à mener
Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> • Non maîtrise de la situation patrimoniale de la commune • Insécurité foncière des terrains occupés par la commune • Gestion peu transparente du patrimoine • Inexistence d'un service de maintenance 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration et mise en œuvre d'un document de procédures de gestion du patrimoine • Sécurisation du patrimoine foncier • Formation sur gestion des risques et catastrophes • Formation sur la gestion patrimoine communal
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un plan de communication et de marketing communal • Faible circulation de l'information au sein et hors du conseil municipal • Espace conflictuel dans les zones frontalières de la Commune (Nigéria, Tchad) 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de marketing communal • Formation sur négociation et gestion de partenariat • Formation sur gestion des conflits
Gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel insuffisant et peu qualifié • Organigramme non mis à jour et peu maîtrisé par l'équipe communale et le personnel • Inexistence d'un personnel permanent communal • Irrégularité des réunions du personnel • Absence d'une planification des recrutements • Absence d'un plan de carrière du personnel • Absence d'un plan de renforcement des capacités • des arriérés de salaires • Monolithisme du conseil municipal 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration et mise en œuvre d'un plan de formation du conseil municipal et du personnel communal • Adoption et vulgarisation au sein de l'équipe communale d'un organigramme adapté à l'organigramme type des communes • Élaboration et mise en œuvre d'un plan de recrutement du personnel permanent • Redynamisation des commissions techniques • Élaboration et mise en œuvre d'un plan de recrutement du personnel <ul style="list-style-type: none"> • Tenue régulière du dossier du personnel • Définir un plan de carrière du personnel • Définir un plan de renforcement de capacités • Épuration des arriérés de salaires

	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau de formation de base du conseil • Très faible représentativité des femmes au sein du CM et du personnel • Absence d'un mécanisme de suivi-évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Eviter le monolithisme du conseil municipal • Formation sur leadership et ressources humaines • Elaboration d'un plan de représentativité des femmes qu sein du CM • Mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation des formations reçues
Gestion des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> • Très faible taux de recouvrement • Faible sécurisation des recettes communales • Faible niveau d'investissement • Faible capacité d'autofinancement • Mauvais suivi budgétaire • Mauvaise définition de ligne budgétaire • Recettes propres très insuffisantes • Procédure de décaissement de fonds peu clarifiée • Inexistence d'une stratégie de mobilisation de ressources • Grand décalage calendaire entre la date de soumission du budget et compte administratif et sa date d'approbation par la tutelle • Congé non payé du personnel • Faible valorisation des ressources mobilisables. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'une stratégie de recouvrement des créances et taxes • Développement des investissements à rentabilité économique • Formation sur la gestion financière • Mise à jour des sommiers et fichiers des contribuables • Mise en place d'un système de suivi évaluation des activités • Formation sur la gestion de la documentation et l'archivage • Définition et mise en œuvre de procédure de décaissement • Elaboration d'une stratégie de mobilisation de ressources • Soumission du budget et suivi de l'approbation du budget communal Et compte administratif • Elaboration d'un plan pour payer le congé du personnel • Elaboration les indicateurs du suivi de la gestion des ressources mobilisables

4.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

TABLEAUX 17 : Principaux problèmes, causes, et effets et besoins identifiés et consolidés par secteur

SECTEUR 1: AGRICULTURE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible rendement agricole	<ul style="list-style-type: none"> • insuffisance d'encadrement • Faible accès aux intrants agricoles et matériels techniques • Faible capacité organisationnelle et financière • Prolifération des insectes ravageurs de cultures • Inondations récurrentes • Techniques culturales archaïques • Conflits agropastorales • Faible accès aux semences améliorées • Types de cultures peu variés • Bas-fonds non exploités rationnellement • Sécheresse récurrente et déséquilibre climatique • Equipements rudimentaires • Insuffisance des magasins de stockage/conservation 	<ul style="list-style-type: none"> • Famine récurrente • Exode rural • Faible couverture des besoins • Faible revenu • Insécurité alimentaire • Accentuation des conflits agropastoraux 	

SECTEUR 2: ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	-Faible productivité de l'élevage - Faible rendement de la pêche	<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement insuffisant des éleveurs et pisciculteurs • Faible capacité organisationnelle et financière • Absence d'unités de reproduction des alevins • Absence d'infrastructures d'abattage aménagées • Difficulté d'alimentation des bêtes (bovins, caprins) • Diminution des espaces pastoraux 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible revenu • Insécurité alimentaire • Coût élevé des produits d'élevage sur le marché • Diminution de taille des cheptels/faible production 	

	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse du niveau des eaux du lac Tchad • Pêche minière à filet à maille non réglementaire • Invasion des pêcheurs étrangers • Présence des hippopotames 		
--	--	--	--

SECTEUR 3: SANTE PUBLIQUE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> • Faible couverture sanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'une pharmacie locale • Insuffisance du personnel soignant qualifié • Equipement insuffisant des formations sanitaires • Faible accès aux médicaments ; • Déficit d'éducation sanitaire des populations • charlatanisme • automédication • Faible capacité financière des ménages • Mauvaise qualité des prestations des agents sanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Charlatanisme, intoxication mortelle • Taux élevé de morbidité et de mortalité • Faible fréquentation des formations sanitaires • Accouchement non assisté et à domicile • Mortalité maternelle et néo-natale élevée 	<ul style="list-style-type: none"> •
	<ul style="list-style-type: none"> • Vulnérabilité des populations au VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible sensibilisation dans les zones à risques • Tabous autour de la pandémie • Insuffisance des CLLS • Faible niveau de sensibilisation des populations • Difficulté d'accès des populations aux moyens de prévention et de prise en charge • Stigmatisation des personnes vivantes et affectées avec le VIH/SIDA • Non fonctionnement des comités de lutte contre le VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de prévalence inconnu • Ignorance de l'évolution de la maladie • Propagation du VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> •

SECTEUR 4: EDUCATION DE BASE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès à une éducation de qualité à la Base 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel enseignant qualifié • Insuffisance des salles de classe • Vétusté de certains bâtiments • Insuffisances de tables bancs • Faible capacité financière • Faible niveau d'équipements des salles de classe • Une seule école maternelle • Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants) • Aires de jeux non aménagées et non sécurisées • Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les écoles • Faible intérêt des parents pour l'éducation des enfants • Mariage précoce 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous-scolarisation • Analphabétisme • Délinquance juvénile • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Exode rural • Prison • Prostitution 	<ul style="list-style-type: none"> •

SECTEUR 5: ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'assurer la scolarisation des enfants au secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible représentation aux examens et concours • Mauvais résultats aux examens et concours • Faible taux de délivrance d'actes de naissance • Etudes écourtées • Insuffisance du personnel enseignant • Nombre de salles de 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous- scolarisation • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Délinquance juvénile • Etudes écourtées • Exode rural • Avenir de l'élite compromis • Echecs répétés au BEPC • Déperditions scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> •

		<p>classe insuffisant</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des tables bancs • Faible reboisement des sites scolaires • Un seul CES • Niveau d'équipement des salles de classe insuffisant • Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants) • Absence de bibliothèques fonctionnelles • Aires de jeux non aménagées et non sécurisées • Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les établissements • Faible intérêt des parents pour l'éducation des enfants 		
--	--	--	--	--

SECTEUR 6: TRAVAUX PUBLICS

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance et mauvais état des ouvrages de passément 	<ul style="list-style-type: none"> • Pistes rurales mal entretenues • Insuffisance des radiers • Faible intervention de la Commune • Mauvais état de certains radiers • Mauvais état des routes • Entretien insuffisant des voies d'accès 	<ul style="list-style-type: none"> • Coût élevé du transport et des produits de première nécessité • Ecoulement difficile des produits et marchandises • Difficulté de déplacement des personnes et des biens dans la ville de Hile-Alifa • Surcharge des passagers et bagages 	<ul style="list-style-type: none"> •

SECTEUR 7: JEUNESSE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence de structures de formation ou d'encadrement aux petits métiers • Faible organisation des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Désœuvrement et oisiveté • Délinquance juvénile • Dépravation des mœurs • Propagation du VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> •

	<ul style="list-style-type: none"> • Faible qualification des jeunes • Analphabétisme accentué • Faible capacité entrepreneuriale • Faible accès au financement • Faible mobilisation des jeunes 		
--	---	--	--

SECTEUR 8: ENERGIE ET EAU

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Difficultés d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'une source d'énergie électrique • Non connexion au réseau AES-SONEL • Non fonctionnement de la stratégie communale d'électrification • Groupe électrogène existant non exploité 	<ul style="list-style-type: none"> • Frein aux activités des corps de métiers • Frein à la communication • Développement difficile des activités économiques • Utilisation difficile des appareils électriques, électroménagers et électroniques • Familiarisation/utilisation difficile des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) 	•
2	• Difficultés d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • Adduction inexistante dans la ville • Insuffisance de points d'eau potables • Mauvais entretien des points d'eau aménagés • Nombreux forages en panne • Mauvais fonctionnement des comités de gestion des points d'eau (CGPE) • Borne fontaine en très mauvais état 	<ul style="list-style-type: none"> • Atroupement autour des points d'eau, bagarre, perte de temps, retard dans les autres activités • Prolifération des maladies hydriques • Corvées d'eau (longs déplacements à la recherche d'eau) • Accès difficile à l'eau pour les brasseries de la bière locale 	•
	• Difficultés d'accès à l'eau d'usages multiples	<ul style="list-style-type: none"> • Tarissement précoce de la seule mare à proximité de la ville • Eboulement des parois des puits traditionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Frein aux initiatives des activités horticoles et maraichères • Difficultés d'approvisionnement en briques en terre battue • Faibles rendements des activités dépendant de l'eau 	•

SECTEUR 9: AFFAIRES SOCIALES

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible assistance aux personnes vulnérables (enfants, jeunes filles, veuves handicapés, vieillards)	<ul style="list-style-type: none">• Disfonctionnement du service d'état-civil de la commune• Non établissement d'actes de naissance à la plupart d'enfants• Non établissement d'actes de mariage dans la plupart des foyers• Difficulté d'accès à l'assistance sociale par les groupes vulnérables• Prise en charge limitée des indigents et handicapés• Inexistence d'un fichier des personnes vulnérables à la commune• Faible sensibilisation sur les procédures d'établissement des actes de naissance• Laxisme des parents	<ul style="list-style-type: none">• Violences au sein des familles et des couples• Vulnérabilité au VIH/SIDA• Faible cohésion sociale• Difficulté d'insertion socioéconomique• Persistance de la pratique d'excision sexuelle• Femmes de plus en plus marginalisées• Mariage forcé et précoce	

SECTEUR 10: PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
----	-----------	--------	--------	---------

1	Faible épanouissement socioéconomique de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> Faible intervention dans les prises de décisions Faible pouvoir économique de la femme Faible représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement (Ignorance des droits de la famille) Mariages précoces et forcés Sous scolarisation de la jeune fille Surcharge des travaux ménagers Pesanteur culturelle peu évolutive et marginalisant la femme 	<ul style="list-style-type: none"> Fragilisation de la famille et de la société Analphabétisme Faible dialogue au foyer Dépravation des mœurs Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis des hommes Relâchement de l'encadrement de la famille Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnées 	
---	--	---	---	--

SECTEUR 11: CULTURE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Dépravations des valeurs culturelles	<ul style="list-style-type: none"> Conflits intergénérationnels Faible encadrement Faible pouvoir des gardiens de la tradition Faible capacité de promotion et de développement des initiatives culturelles Absence d'infrastructures socioculturelles Faible capacité organisationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Aliénation culturelle Non contribution de la culture à l'économie des familles et de la commune 	

SECTEUR 12: PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Difficulté de développement du secteur de l'artisanat et des AGR	<ul style="list-style-type: none"> Faible capacités entrepreneuriales des GICS Insuffisance des GIC Faible valorisation des potentialités locales 	<ul style="list-style-type: none"> Prolifération des emplois précaires Augmentation du taux de désœuvrement Faible pouvoir économique des 	promotion du secteur formation et sensibilisation de la population sur la création d'entreprise appui aux secteurs

	<ul style="list-style-type: none"> • Faible esprit et capacité entrepreneuriaux • Faible promotion du secteur • Faible attraction des jeunes par les activités de production (agriculture, mécanique, couture, menuiserie...) • Ignorance par les populations des procédures et formalités de création d'entreprises 	populations et de la commune	informels promotion des produits artisanats locaux
--	--	------------------------------	--

SECTEUR 13: MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de développement du potentiel du secteur minier 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible Investigation Scientifique • Faible capacité technique et financière • Non valorisation du potentiel minier par la commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Pillage et gaspillage des ressources minières • Paupérisation des populations • Faible pouvoir économique de la commune 	Promotion du secteur Investigation scientifique

SECTEUR 14: TOURISME

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> • Faible développement des activités éco touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible valorisation des produits touristiques • Sites Culturels non aménagés • Faible capacité infrastructurelle d'accueil (restauration, auberges...) • Non aménagement des sites touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible attraction des touristes • Faible pouvoir économique des populations et de la commune 	Promotion du secteur <ul style="list-style-type: none"> • valorisation des produits touristiques • aménagement des

		<ul style="list-style-type: none"> • Ville peu attractive 		sites touristiques
--	--	--	--	--------------------

SECTEUR 15: DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'accès aux services domaniaux et fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de titres fonciers pour les propriétés privées et publiques • Faible niveau de sensibilisation des populations sur la sécurité foncière et les procédures y relatives • Ville non lotie • Domaine privé de l'Etat non délimité 	<ul style="list-style-type: none"> • Litiges fonciers • Risque de déguerpissement sans dédommagement • Ville non délimitée • Domaine de l'état non délimité • Croissance urbaine anarchique • Persistance avenir des conflits fonciers 	<p>Organisation des causeries éducatives sur les intérêts des titres fonciers</p> <p>Etablir un plan d'aménagement de la ville</p>

SECTEUR 16 : COMMERCE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Difficultés de commercialisation des produits	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau d'organisation des producteurs • Marché hebdomadaire non aménagé et sous équipé • Insalubrité dans le marché (absence de latrines, de bacs à ordures) • Faible qualification des corps de métier • Fluctuation de valeurs monétaires (CFA et naïra) • Faible clientèle • Difficulté d'accès aux produits manufacturés • Tracasseries douanières et policières 	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité des opérateurs et usagers • Forte spéculation sur les produits • Faible revenu • Risque de prolifération des maladies et de perte des marchandises • Pollution de l'environnement • Oisiveté et délinquance dans la ville 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction des magasins et aménagement des hangars <p>Stabilisation de la valeur monétaire</p>

SECTEUR 17 : TRANSPORT

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Difficultés de mobilité des personnes et des biens dans l	<ul style="list-style-type: none"> Mauvais état des routes Faible organisation mototaximen Non aménagement des gares routières Inexistence d'agences de voyage Non respect de la réglementation en matière de transport Forte spéculation sur les prix de transport Etat défectueux des véhicules et engins utilisés par les transporteurs Surcharge des véhicules et engins de transport Automobilistes/moto taximen sans permis de conduire Consommation accentuée des stupéfiants par les transporteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Accidents de circulation très fréquents Coût élevé de transport Usagers exposés aux intempéries aux lieux d'attente des véhicules Insécurité routière 	<p>Organisation et structuration du transport en commun</p> <p>Interdiction de la consommation des stupéfiants</p> <p>Aménager les routes de l'espace urbain</p>

SECTEUR 18 : POSTES ET TELECOMMUNICATION

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	• Difficulté d'accès à la communication	<ul style="list-style-type: none"> Faible couverture du réseau téléphonique Absence d'antennes de relais (radio, télévision, internet et téléphone) Non maîtrise des NTIC par les populations Inexistence d'un Télé centre communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> Sous information des populations Faible ouverture au monde extérieur Difficulté de communication avec l'extérieur Capacité de recherche et d'innovation limitée (internet) 	Sensibilisation et formation des masses des populations sur les NTIC

SECTEUR 19 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Difficultés d'améliorer le cadre de vie citoyenne, administrative et militante	<ul style="list-style-type: none"> Insécurité ambiante Insuffisance du personnel du poste de force de l'ordre de proximité Inexistence de comités de vigilance de village Insuffisance du personnel qualifié ; 	<ul style="list-style-type: none"> Statut citoyen compromis Insécurité récurrente 	<p>Promouvoir la bonne gouvernance</p> <p>Assurer la sécurité du bien et du citoyen</p>

		<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité financière et managériale ; Non valorisation du potentiel relationnel ; Difficultés de mobilisation et de sécurisation des recettes communales ; Faible maîtrise du patrimoine communal 		
--	--	--	--	--

SECTEUR 20 : FORET ET FAUNE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés de conserver et de préserver les ressources floristiques dans l'espace urbain 	<ul style="list-style-type: none"> Inexistence des espaces récréatifs reboisés Faible usage des foyers améliorés Inexistence des forêts communautaires et communales Champs de maisons destructeurs de la végétation 	<ul style="list-style-type: none"> Perturbations climatiques et rudesse du microclimat urbain Lieux récréatifs inexistant Faible embellissement et rareté d'espaces verts Perte de la biodiversité (faune et flore) 	<p>Promouvoir la préservation et la conservation de la biodiversité</p> <p>Création des espaces verts</p>

SECTEUR 21 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Dégradation de l'Environnement	<ul style="list-style-type: none"> Insalubrité publique (ordures, toilettes publiques et privées, abattoirs inexistant) Inexistence d'un point de collecte ou de traitement des ordures Inondations récurrente Ensablement progressif de zones urbaines habitées 	<ul style="list-style-type: none"> Perte de la diversité floristique Prolifération des maladies épidémiques Destruction des biens et habitats 	<p>Causerie éducative sur les aspects environnementaux de l'espace urbain</p> <p>Aménagement des infrastructures nécessaires pour la prise en compte des aspects environnements de l'espace urbain</p>

SECTEUR 22 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Difficultés d'accès à u habitat de confort	<ul style="list-style-type: none"> Faible accès aux matériaux de construction Prolifération des termites Equipements et infrastructures d'assainissement insuffisants Réseau communal d'adduction d'eau inexistant Voirie municipale non entretenue Plan d'urbanisation de la commune non élaboré Logements construits en matériaux provisoires Faible capacité financière des populations Insécurité foncière des espaces occupés Absence de brise-vent autour des habitations Mauvais emplacement des habitations 	<ul style="list-style-type: none"> Développement progressif des taudis Destruction régulière des habitations par les incendies Abandon/délaissement des postes de travail par la plupart des fonctionnaires Insalubrité généralisée et pollution de l'environnement Incendies réguliers Maladies Promiscuité Destruction des logements Accidents 	<p>Etablir un plan d'aménagement de la ville</p> <p>Faciliter l'accès aux matériaux de construction définitive</p>

SECTEUR 23 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Difficulté d'accès aux emplois décents et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des promoteurs d'emploi et opérateurs économique Faible qualification de la population Inexistence des centres de formations Faible valorisation des potentiels locaux Faible capacité entrepreneuriale des chercheurs d'emploi Absence d'initiative de formation professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Prolifération des activités économiques illégales et/ou informelles Délinquance juvénile et sénile Dépravation des mœurs 	<p>Création des centres de formation professionnelle</p> <p>Réglementer la pratique des activités professionnelles</p>

		des potentiels travailleurs		
		<ul style="list-style-type: none"> Faible potentiel de débouchés 		

SECTEUR 24 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> Faible épanouissement des travailleurs, retraités et personnes vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre insuffisant d'entreprises/organisations viables Faible organisation et structuration de l'auto emploi 	<ul style="list-style-type: none"> Faible participation aux actions de développement Misère accentuée Poids pour la société 	Sensibilisation des jeunes sur la prise en charge sociale et sur l'auto emploi Appui aux secteurs informels d'emploi

SECTEUR 25 : SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés de pratique des activités sportives 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance d'infrastructures sportives Déficit d'équipements sportifs dans les établissements scolaires Insuffisance d'enseignants/moniteurs d'éducation physique dans les établissements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> Faible épanouissement physique Faible développement des disciplines sportives et des loisirs 	Création des centres de loisirs et des activités sportives <ul style="list-style-type: none"> Augmenter le nombre d'enseignants/moniteurs d'éducation physique dans les établissements scolaires

SECTEUR 26 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INOVATION

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible accès aux variétés des semences et races animales améliorées	<ul style="list-style-type: none"> Faible niveau de formation des producteurs ; Insuffisance d'encadrement ; Accès difficile aux financements Faible promotion du secteur 	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation du matériel végétal à faible potentiel ; Faible production ; Baisse des revenus Pauvreté 	Promotion du secteur <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les populations sur les variétés des semences et races animales améliorées

SECTEUR 27 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Insuffisance du nombre de diplômés du supérieur dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté des parents ; • Absence de moyens d'incitation des jeunes à l'enseignement supérieur (bourses, etc.) • Forte attraction des jeunes par petites activités lucratives (pêche et agriculture) • Eloignement des institutions universitaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Délinquance juvénile et sénile • Sous-développement • Nombre insuffisant des élites intellectuelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Causeries éducatives des jeunes sur les enjeux des études supérieures • Solliciter l'appui des élites sur les enjeux des études supérieures

SECTEUR 28 : COMMUNICATION

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Insuffisance du nombre de diplômés du supérieur dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • Faible couverture du réseau téléphonique • Absence d'antennes de relais (radio, télévision, internet et téléphone) 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous information des populations • Faible ouverture au monde extérieur • Difficulté de communication avec l'extérieur • Capacité de recherche et d'innovation limitée (internet) 	<p>Sensibilisation et formation des masses des populations sur les NTIC</p> <p>Implantation des antennes de relais (radio, télévision, internet et téléphone MTN, ORANGE)</p>

4.4. RECHERCHE DES SOLUTIONS : LES ARBRES A OBJECTIF

4.4.1. PRINCIPALES ACTIONS A MENER

TABLEAU18 : PRINCIPALES ACTIONS A MENER

Objectifs spécifiques	Activités	Résultats	Indicateurs
<p>Résultat 1 : Accès à l'éducation de base facilité</p>		<p>: Dotation de 15 écoles de 2 850 tables-bancs, 32 tableaux-noirs.</p> <p>1.2 : Affectation de 32 enseignants et recrutement de 11 maîtres communaux.</p> <p>1.3 : Organisation de 06 causeries à la rentrée scolaire sur la scolarisation effective.</p> <p>1.4 : Décret préfectoral assorti des répressions pour parents réfractaires à la scolarisation des enfants.</p> <p>1.5 : Sensibilisation sur le recul de l'âge de mariage à moins de 16 ans.</p> <p>1.6 : Octroi de 26 bourses d'études pour des élèves en transitoire entre CMII et 6^e.</p> <p>1.7 : Création de 03 bibliothèques dans 03 écoles choisies.</p> <p>1.8 : Construction de 48 salles de classe.</p>	
<p>Résultat 2 : Base de cursus scolaire améliorée par une éducation maternelle de proximité</p>		<p>2.1 : Création de 03 nouvelles écoles maternelles.</p> <p>2.2 : Construction de 03 salles de classe pour loger l'actuelle école maternelle.</p> <p>2.3 : Demande d'affectation de 03 enseignants à l'école maternelle de HILE ALIFA I.</p> <p>2.4 : Organisation de 06 causeries, éducation avec les parents, chefs traditionnels sur l'intérêt de l'école maternelle.</p>	

<p>Résultat 3: Accès à un enseignement secondaire de qualité est facilité</p>		<p>3.1 : Création de 02 CES respectivement à TCHIKA et BARGARAM.</p> <p>3.2 : Décret Préfectoral assorti des répressions pour les parents favorables à la déperdition scolaire</p> <p>3.3 : Demande d'affectation des enseignants qualifiés au CES de HILE ALIFA.</p> <p>3.4 : Création d'une bibliothèque au CES.</p> <p>3.5 : Dotation du CES d'un centre multimédia équipé de 15 ordinateurs.</p>	
<p>Résultat 4 : Accès aux études supérieures encouragé pour les aspirants du secondaire</p>		<p>4.1 : Octroi de 03 bourses annuelles pour les lauréats au BAC.</p> <p>4.2 : Construction d'une mini-citée d'accueil dans les universités d'accueil.</p> <p>4.3 : Bourses d'encouragement aux 05 meilleures filles de l'année.</p> <p>4.4 : Organisation de 06 causeries éducatives sur le mariage précoce et les études écourtées.</p>	
<p>Résultat 5 : Accès aux soins de santé primaires et de qualité facilité</p>		<p>5.1 : Dotation de 03 CSI, 03 laboratoires d'analyses médicales adéquates.</p> <p>5.2 : Ouverture d'un service pédiatrique et maternité aux 03 CSI.</p> <p>5.3 : Demande d'affectation de 03 infirmiers diplômés d'état, 03 AS et 03 commis.</p> <p>5.4 : Recrutement de 06 sages-femmes dont 02 par CSI.</p> <p>5.5 : Renforcement de l'approvisionnement de 03 pharmacies de CSI.</p> <p>5.6 : Dotation de 03 CSI d'une ambulance inter-service.</p> <p>5.7 : Organisation de 02 séances mensuelles de dépistage gratuit et prise en charge de PVVS.</p>	
		<p>6.1 : création de 22 nouveaux forages.</p> <p>6.2 : Réhabilitation de 13 forages en pannes.</p> <p>6.3 : Création de 13 puits aménagés.</p> <p>6.4 : Création de 18 comités de gestion de points d'eau.</p> <p>6.5 : Renforcement de capacités techniques de 12 comités identifiés.</p> <p>6.6 : Construction d'un mini-château à partir de la borne</p>	

<p>Résultat 6 : Accès à l'eau potable facilité</p>		<p>fontaine actuelle pour adduction d'eau dans HITE-ALIFA I et II.</p> <p>6.7 : Réhabilitation de la borne fontaine de HITE-ALIFA et assainissement de son périmètre.</p>	
<p>Résultat 7 : Accès à l'eau d'usage multiples facilité</p>		<p>7.1 : Construction de 40 biefs.</p> <p>7.2 : Aménagement de 50 mares.</p> <p>7.3 : Création de 07 puits pastoraux dans les zones éloignées du lac.</p> <p>7.4 : Création de 12 lacunes piscicoles pour 20 groupements de piscicultures.</p>	
<p>Résultat 8 : Mobilité des personnes et des biens facilitée</p>		<p>8.1 : Aménagement des tronçons de routes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HILE-ALIFA - MADA : 15 km - HILE-ALIFA - TCHIKA: 23 km - HILE-ALIFA - BARGARAM: 14 km <p>8.2 : Création de 05 comités d'entretien des pistes rurales.</p> <p>8.3 : Réhabilitation de 05 radiers et pose de 17 nouveaux radiers.</p> <p>8.4 : Construction d'un pont sur le fleuve Serbowol à Bargaram.</p> <p>8.5 : Création d'une gare routière à HILE-ALIFA I.</p> <p>8.6 : Création de 05 associations de moto-taximen locaux dotées.</p> <p>8.7 : Acquisition de 02 pirogues motorisées pour la flotte marchande.</p>	
<p>Résultat 9 : Qualité de l'information et de la communication améliorée</p>		<p>9.1 : Création d'un télé-centre à HILE-ALIFA.</p> <p>9.2 : Création d'une radiocommunication à Tchika.</p> <p>9.3 : Réhabilitation du groupe électrogène existant et mise en marche pour l'électrification de HILE-ALIFA I et II</p> <p>9.4 : Extension du réseau de la fibre optique installée dans la commune.</p>	

<p>Résultat 10: Accès à un service postal et télé communicationnel satisfaisant</p>		<p>10.1 : Création d'une annexe postale de messagerie et colis.</p> <p>10.2 : Création de 03 cybercafés à BARGARAM, TCHIKA et HILE-ALIFA.</p>	
<p>Résultat 11 : Insertion socio-économique de la jeunesse facilitée</p>		<p>11.1 : Création d'un centre de formation en petits métiers générateurs de revenus.</p> <p>11.2 : Offre de formation à 15 jeunes de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 05 agents de contrôle de pêche - 05 promoteurs de pisciculture - 05 conducteurs (chauffeurs) <p>11.3 : Création et renforcement de capacités de 11 GICs des jeunes actifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 03 groupements de pêcheurs - 03 groupements d'éleveurs - 05 groupements d'agriculteurs (pisciculteurs) <p>11.4 : Recherche de 15 stages rémunérés annuellement à 15 jeunes.</p>	
<p>Résultat 12 : Assistance socio-économique facilitée pour les couches vulnérables</p>		<p>12.1 : Création d'un centre d'assistance social.</p> <p>12.2 : Instauration d'un système de prise en charge gratuite sur les plans sanitaires et scolaires (100).</p>	
<p>Résultat 13 : Expansion de la pandémie VIH/SIDA freinée</p>		<p>13.1 : Création de 13 comités locaux de lutte contre le SIDA.</p> <p>13.2 : Implantation d'une cellule de dépistage gratuit au marché de poisson du lac Tchika.</p> <p>13.3 : Organisation de 36 causeries annuelles sur le VIH/SIDA dans toutes les zones à risque.</p> <p>13.4 : Création de 03 points de distribution des antirétroviraux dans la commune.</p> <p>13.5 : Affiche de 36 panneaux publicitaires de sensibilisation sur le VIH/SIDA.</p>	

<p>Résultat 14 : Procédure d'attribution domaniale et foncière facilitée</p>		<p>14.1 : Délocalisation d'un service compétent dans la commune.</p> <p>14.2 : Sensibilisation sur l'illégalité des titres par héritage sans titre foncier.</p> <p>14.3 : Création de 03 points de dépôts de bornes pour éventuels cas.</p>	
<p>Résultat 15 : Accès aux activités sportives et de loisirs facilité</p>		<p>15.1 : Demande d'affectation de 15 encadreurs sportifs dans la commune.</p> <p>15.2 : Création d'un complexe sportif à HILE-ALIFA I.</p> <p>15.3 : Organisation de 10 tournois primés dans 21 villages dans la commune.</p> <p>15.4 : Dotation des clubs de jeunes sportifs de 20 ballons, 22 maillots, 40 paires de tennis.</p> <p>15.5 : Création d'un centre d'animation pour la jeunesse locale.</p> <p>15.6 : Organisation de 10 compétitions pluridisciplinaires pour détecter les talents locaux.</p>	
<p>Résultat 16 : La précarité et l'inconfortabilité des habitats sont réduites</p>		<p>16.1 : Création de 03 quincailleries dans la commune.</p> <p>16.2 : Création de 02 dépôts de ciment à HILE-ALIFA et à TCHIKA.</p> <p>16.3 : Construction de 05 fourres de cuisson de briques pour 05 groupements de jeunes.</p> <p>16.4 : Création de 06 bosquets de forêt à bois d'usage multiple sur 90 hectares chacun.</p> <p>16.5 : Organisation de 06 causeries annuelles sur le feu de brousse détruisant la paille.</p> <p>16.6 : Construction de 123 dagueettes en aval des villages exposés aux risques d'inondations.</p>	
		<p>17.1 : Création de 33 associations/GICs de femmes et redynamisation de 15 GICs existants.</p> <p>17.2 : Création d'un centre d'animation de la femme locale.</p> <p>17.3 : Création d'un club de femmes contre l'excision sexuelle.</p> <p>17.4 : Formation de 10 groupements de femmes :</p> <p>- 02 groupes de femmes vendeuses de poissons</p>	

Résultat 17 : Statut socioéconomique de la femme locale amélioré		<ul style="list-style-type: none"> - 02 groupes de femmes fabricantes des jus naturels et yaourts - 02 groupes de femmes commerçantes des denrées de spéculations (niébé) - 02 groupes de femmes productrices. 	
Résultat1 : productivité de l'élevage est améliorée	•	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un CZTV dans la commune 	•
	•	<ul style="list-style-type: none"> • Création de 03 parcs vaccino-gènes 	•
	•	<ul style="list-style-type: none"> • Création de 03 Propharmacies vétérinaires 	•
	•	<ul style="list-style-type: none"> • Demande d'affectation de 09 encadreurs vétérinaires 	•
	•	<ul style="list-style-type: none"> • Introduction de nouvelles races de bœufs (12 individus de gutali) pour essai 	•
	•	<ul style="list-style-type: none"> • Création de 10 puits pastoraux dans les zones reculées du Lac 	•
	•	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement de 04 mares artificielles pastorales 	•
	•	<ul style="list-style-type: none"> • Implantation de 200 hectares de champs fourragers pour essai 	•
Résultat 2: compétitivité économique de l'agriculture est renforcée		2.1. Création d'un point de dépôt d'intrants agricoles	
		2.2. demande d'affectation de 03 nouveaux personnels au poste agricole de HILE-ALIFA	
		2.3. construction de 06 magasins de stockage des denrées de spéculation	
		2.4. création d'un point d'approvisionnement en insecticides camerounais dans la Commune	
		2.5. Introduction de nouvelles variétés de haricots (NT4)	
		2.6. Création d'un système de captage d'eau du Lac pour irrigation agricole sur 1000 hectares	
		2.7. Création de 20 GICs des agriculteurs et redynamisation des 05 GICs existants	
	•	2.8. Dotation de 20 groupements villageois en <ul style="list-style-type: none"> • 10 sarcleurs • 10 charrues • 10 charrettes • 15 boteuses • 02 tracteurs 	

Résulta 3: gestion du système agropastorale améliorée	•	• Délimitation des 300 km ² de terres agropastorales conflictuelles	•
	•	• Création d'un comité d'interface éleveurs – agriculteurs de gestion de litiges	•
Résultat 4 : Accès à une pratique de pêche rentable et durable facilité	•	• Redynamisation de 04 GICs des pêcheurs et création de 12 autres GICs	•
	•	• Dotation des 16 GICs actifs de : • 04 fumoirs modernes et 08 séchoirs modernes • 05 éperviers de haute capacité à maille réglementaire • 02 pirogues motorisées d'une capacité de charge de 10 tonnes	•
	•	• Création d'un comité scientifique de contrôle des mesures de pêche durable	•
	•	• Création d'un marché international balnéaire à TOUBOUMGARE	•
Résultat 5 : exploitation et gestion des terres agricoles rationalisées	•	• . Création de 215 bandes anti érosions	•
	•	• . Création de 75 digues contre les inondations dans les zones à risques	•
	•	• . introduction dans le système agraire de 20.000 plants haies-rives, 10 plants paravents, 15 plants antiérosifs, 25.000 fertilisants	•
	•	• . organisation de 10 causeries annuelles sur le feu de brousse	•
	•	• . intégration des techniques culturales sous couverture de leucenia	•
	•	• . délimitation de 195 km ² de terres agricoles	•
	•	• . Implantation de 10 pépinières communautaires pour reboiser les terres sensibles	•
Résultat 6 : Potentiel touristique du Lac Tchad valorisé	•	• Création d'une réserve à hippopotames dans le Lac	•
	•	• Création d'un musée écologique au marché de poisson de TOUBOUMGARE	•
	•	• Aménagement des espaces nautiques dans le Lac (courses à pirogues)	•
	•	• Aménagement d'une plage balnéaire sur 30 hectares	•

	•	• Construction de 03campements touristiques	•
Résultat 7 : Facteurs favorables à l'épanouissement des associations et GICs sont créés	•	• Renforcement des capacités techniques de 20 GICs actifs	•
	•	• Structuration des GICs en 06 unions et 02 fédérations des GICs	•
	•	• Organisation de 06 ateliers annuels de renforcement de capacités en : • 02 modules sur la comptabilité simplifiée et la gestion des associations • 02 modules sur le leadership des groupes et recherche d'appui • 02 modules sur la gestion de l'environnement et des eaux du lac Tchad	•
Résultat 8 : Productivité des briques cuites améliorés en qualité et en quantité	•	• Restructuration des groupements des producteurs des briques	•
	•	• Construction de 10 fourres modernes de cuisson de briques	•
	•	• Dotation des groupements en un engin d'évacuation des briques	•
	•	• Création de 04 bosquets de forêts de 30 hectares pour la production du bois de l'énergie	•
	•	• Collecte de bouses de bœufs pour la cuisson des briques	•
Résultat 9 : plaidoyer d'exploration minière du sous-sol local formulé		9.1. Adresse de la demande au MINRESI	
		9.2. Recrutement d'un prestataire expert en mine	
		9.3. investigations scientifiques des zones susceptibles (sites marqués par la société ELF depuis des années soixante)	
Résultat 10 : Etendues des bas-fonds existants sont mises en valeur à des fins rizicoles		10.1 Création de 211 bandes de retenues d'eau pour irrigation rizicoles	
	•	• Création de 15 GICs des riziculteurs	•
		10.3 conversion de 150 ha de terres de Karal en champs de riz	
Résultat 11 : Rentabilité des activités commerciales augmentée	•	• Création d'un supermarché des produits manufacturés du Cameroun	•
	•	• Accord de crédits à 05 commerçants compétitifs	•
	•	• Création d'un comité frontalier du contrôle de la partie entre le Naira et le CFA	•

	•	• Lutte contre les exactions douanières et policières	•
Résultat 12 : Accès à un service pénal et administratif de proximité est facilité	•	• Création des services d'Etat civil opérationnel	•
	•	• Implication formelle des Chefs traditionnels dans la procédure de délivrance des actes de naissance et Carte Nationale d'Identité	•
	•	• Création de 10 comités villageois de contrôle systématique de déclarations des naissances s	•
	•	• Organisation de 10 causeries annuelles sur les articles du code pénal Camerounais	•
Résultat 13 : Pesanteur culturelle marginalisant l'agent féminin est levée		2.1. Décret préfectoral interdisant l'excision sexuelle chez la jeune fille assorti des répressions	
		2.2. Reconversion des femmes excisées en sages-femmes encadrées	
		2.3. Création d'un service hospitalier de contrôle clinique de cas d'excision non dénoncés	
		2.4. Recul de l'âge de mariage à au moins de 16 ans	
		2.5. Sensibilisation sur la levée de la pesanteur (tabous) sur le voile intégral	
Résultat 14: Capacités d'organisation, de fonctionnement des toutes les organes au sein de l'institution sont renforcées	•	• Redynamisation du profil de carrière	
	•	• Offre de 03 stages annuels de perfectionnement aux personnels décisionnaires	•
	•	• Création de différentes commissions techniques en vigueur dans la loi	•
	•	• Réduction à plus de 70% le taux d'illettrisme menaçant les membres du Conseil municipal	•
	•	• Répartition objective des tâches de suivi et évaluation des résultats	•
	•	• Arrimage de l'ensemble du personnel à l'outil informatique et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication	•
	•	• Respect de la diversité politique ethnique sexuelle et sociale au sein du conseil	•
Résultat 15: Recettes et gestion financière de l'institution sont performantes		2.1. Inventaire et création d'un fichier exhaustif des contribuables	
		2.2. Recrutement de 05 agents collecteurs permanents	
		2.3. Création d'un Comité communal de suivi et évaluation du recouvrement	
		2.4. imposition de tous les exploitants des ressources	

		halieutiques du Lac	
		2.5. Clarification des allocations budgétaires par leur taux d'exécution	
		2.6. renforcement de la recette propre par une imposition peu complaisante	
		2.7. responsabilisation pénale des différents maillons de la chaîne de collecte de recettes fiscales	
Résultat 16: Réseau partenarial de la commune économiquement rentabilisé		3.1. Harmonisation des relations de la Commune avec les sectoriels des services déconcentrés de l'Etat	
	•	• Convocation de 04 réunions annuelles avec les sectoriels pour analyser les besoins naissants	•
		3.3. Financement de 04 missions annuelles pour colloques ou échanges d'expertise	
Résultat 17: Cadre d'accueil infrastructurel, marchand diversifié et rentables		4.1 Création d'un campement municipal assorti d'un restaurant	
		4.2 Electrification de la Commune à partir des groupes électrogènes existants	
		4.3. Equipement adéquat du marché de poissons de TOUBOUMGARE	
	•	• Aménagement du stade municipal et construction d'une tribune	•
		4.5 Réhabilitation et achèvement de l'hôtel de ville en construction et abandonné	
		4.6 Création d'un grand marché à bétail à BAGARAM	
	4.	7 Création d'un muni port à TOUBOUMGARE	

4.4.2. Analyses de la situation des personnes vulnérables

Tableau 19 : Difficultés, opportunités et attentes des personnes vulnérables

<u>Couche vulnérables)</u>	<u>Membres présents impliqués</u>	<u>Niveau d'organisation</u>	<u>Relation avec la commune</u>	<u>• Opportunités</u>	<u>• Difficultés</u>	<u>Besoins</u>
Malvoyants et non voyants Malentendants et sourds	15	-Possibilité de d'accès au MECTIZAN et ALBENDAZOLE -Proximité des familles parentales	Facteur peu favorable pour un cadre de vie décent pour les aveugles et les sourds	<ul style="list-style-type: none"> -Maladies non traitées -Inexistence d'une prise en charge -Inexistence d'une structure d'apprentissage spécial -De plus en plus marginalisés -Familles parentales marginalisées -Victimes de la mendicité -Taux d'analphabétisme élevé 	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'un centre d'appuis spécial pour sourds et aveugles -Sensibilisation des familles parentales sur la considération de leur progéniture -création au sein du conseil municipal une commission de prise en charge de cette couche -Sensibilisation et répression des auteurs (Iman et parents) encourageant la mendicité des enfants vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'un centre d'appuis spécial pour sourds et aveugles -Sensibilisation des familles parentales sur la considération de leur progéniture -création conseil municipal une commission de prise en charge de cette couche -Sensibilisation et répression des auteurs (Iman et parents) encourageant la mendicité des enfants vulnérables
Handicapés moteurs	03		Faible assistance sociale	<ul style="list-style-type: none"> -Inexistence d'une structure d'assistance -Faible accès aux activités commerciales -Faible accès aux 	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'un fichier communal des personnes handicapées -Création d'une structure d'assistance des 	<ul style="list-style-type: none"> -

Tableau mis en forme

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Sans numérotation ni puces

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

				soins sanitaires et à l'éducation <ul style="list-style-type: none"> -Difficultés de mobilité -Plus en plus marginalisés et stigmatisés 	personnes handicapées <ul style="list-style-type: none"> -Instauration d'un statut particulier pour l'accès aux soins de santé et à l'éducation 	
• Filles excisées	78	<ul style="list-style-type: none"> -Possibilité de faire entendre leur voix -Souci de l'État camerounais de bannir cette pratique 	Persistance de la pratique d'excision sexuelle marginalisant la jeune fille	<ul style="list-style-type: none"> -Prise d'ampleur de la pratique -Menace sur la jeune fille non excisée -Faible intervention des autorités locale -Conditions d'excision peu hygiéniques -Droits de cette couche bafoués -Risque de contamination des maladies diverses (IST, VIH/SIDA) -Pesanteur culturelle rétrograde -Crainte de dénonciation sous peine de stigmatisation 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation de la population sur la pratique d'excision -Dénonciation des exciseuse et réprimandes conséquentes -Création d'un comité d'espionnage des auteurs de cette pratique -Décret préfectoral assorti des sensations sévères pour interdiction de cette pratique -Sensibilisation sur la scolarisation massive de la jeune fille – recul de l'âge de mariage au delà de 17 ans 	•
• Jeunes mendiants	25	<ul style="list-style-type: none"> jeunes pouvant être reconvertis dans 	Prolifération de la pratique de la mendicité dans le	<ul style="list-style-type: none"> pesanteur culturelle musulmane complice Imans locaux et 	<ul style="list-style-type: none"> organisation des causeries éducatives à l'encontre de cette 	•

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

		<p>l'éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - soucis majeur de l'Etat d'interdire cette pratique 	centre urbain	<p>étrangers auteurs de cette pratique</p> <ul style="list-style-type: none"> jeunes employés à la solde des Imans Etude scolaires écourtées Priorité donnée aux études coraniques qu'à l'école conventionnelle Parents intimidés si refus Faible intervention des autorités compétentes 	<p>pratique</p> <ul style="list-style-type: none"> Amendes et Réprimandes des Imans bénéficiaires Sensibilisation sur l'Intérêt de l'école conventionnelle à la base Soutien et protection des dénonciateurs de cette pratique Faire intervenir tous les maillons de compétence Elites, Sous-préfet, Chefs traditionnelles, Préfet et autres acteurs 	
Pasteurs nomades	216	<ul style="list-style-type: none"> forts potentiels de développement Possibilité de sédentarisation en espace urbain - Grand potentiels d'investissement 	Facteurs locaux peu favorables à l'épanouissement socioéconomique des pasteurs nomades	<ul style="list-style-type: none"> expropriation abusive des terres Vol et insécurité sur leurs cheptels Système agropastoral conflictuel Nomades toujours considérés comme envahisseurs par les autochtones 	<ul style="list-style-type: none"> Traitement de faveur pour intégration sociale pour ce peuple Réglementation du système agropastoral installation d'une unité de BIR mobile dans les zones de couvertures 	•

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

		ent		<ul style="list-style-type: none"> • Installation des champs dans les zones de pâturages reconnus • Injustice dans les litiges • Mortalité élevée du cheptel en période de soudure • faible assistance au suivi vétérinaire • Inexistence des puits pastoraux • Transhumance forcées à certaine période • - Perte pondérale - préjudiciable à la valeur marchande de l'animal 	<ul style="list-style-type: none"> • Détachement d'une équipe mobile vétérinaire du suivi des animaux • Création d'un grand parc vaccino-gène • Création des puits pastoraux • Vulgarisation de la culture de fourrages • Création des écoles mobiles adaptées à ce système de vie 	
Troisième âge	12	Proximité des domiciles descendants	Difficultés pour les troisièmes âges de s'épanouir socialement	<ul style="list-style-type: none"> • -Abandonnés sans moindre attentions • -difficultés de s'alimenter à volonté • -Accès aux soins sanitaires difficile • -Inexistence d'une structure d'encadrement des personnes âgées • -Faible accès aux loisirs • -Fréquemment accusés de 	<ul style="list-style-type: none"> • -Création d'un centre d'encadrement des personnes âgées • -Intégration de l'aide alimentaire aux personnes âgées dans la politique de lutte contre la faim • -Facilitation de l'accès aux soins de santé des personnes âgées • -Sensibilisation sur 	•

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

				<ul style="list-style-type: none"> • sorcellerie • -Considérés comme malheur pour la famille • -Oisifs, sédentaires et dépressifs 	le rôle de garants des valeurs culturelles des personnes du troisième âge	
La femme locale	1200	Promotion de l'égalité	Femme locale privée de tous ses droits élémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • -Enfermées dans le foyer • -Études écourtées au cours moyens • -Interdiction de sortir pour poursuivre ses études à Kousséri • -Toutes excisées à partir de 14 ans • -Interdiction de faire le commerce • -Voile intégral de rigueur 	<ul style="list-style-type: none"> • -sensibilisation sur la scolarisation effective et obligatoire de la jeune fille • -Création d'un centre d'encadrement de la femme locale • -Levée de certaines pratiques de la pesanteur culturelle 	•
PVVS	13(Sous estimés)	Possibilité d'accès aux antirétroviraux	Stigmatisation de personnes vivant avec le VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> • -Inaccessibilité aux anti-retroviraux • -tabous autour de la pandémie • -Majorité ignorante de leur statut • -Données des CSI élevées par rapport aux données d'enquêtes • -Faible sensibilisation sur le VIH/SIDA • -Inexistence d'un CLLS 	<ul style="list-style-type: none"> • -Favoriser l'accès aux anti-retroviraux pour personnes déclarées • -Sensibilisation sur l'intérêt de la connaissance de son statut sérologique • -Création d'un CLLS • -Organisation des causeries éducatives au marché de 	•

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

				<ul style="list-style-type: none"> -Marché de poisson du lac source de propagation de la pandémie 	<ul style="list-style-type: none"> poissons -Promotion de l'usage du préservatif 	
--	--	--	--	--	--	--

4.4.3 Les corps de métiers

Tableau 20: Difficultés, opportunités et besoins exprimés par les corps de métier

Corps de métier (Nominatio n)	Nombre de corps présents/n bre impliqué	Niveau d'organisa tion	Relation avec la commune	Opportunités	Difficultés	Besoins / Attentes
Mécanicien	07/07	informel	bonne	Proximité du Nigeria voisin Clientèle assez disponible	<ul style="list-style-type: none"> Faible organisation Accès aux pièces de rechange difficile (Côté Cameroun) Enclavement de la localité. Tracasserie policières et douanières Faible capacité technique 	<ul style="list-style-type: none"> Organisation et structuration de l'activité. Renforcement des capacités techniques du corps Octroi de Crédits déroulement au corps organisé

Boutiquiers Commerçants	09/12	inexistant	bonne	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité du Nigeria voisin • Clientèle assez disponible • Position géographique Frontalier favorable. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible organisation • Tracasseries policières • Eloignement de la zone des centres urbains • Impraticabilité de la route en saison de pluie. • Pauvreté ambiante • Fluctuation de la valeur monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Dénonciation de la douane ou police véreuse. • Entretien des pistes rurales • Facilitation de l'accès aux crédits/subvention • Fixation de la parité stable entre le Naira et CFA.
Vendeuses de beignets (3)	04/07	GIC	bonne	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de la clientèle • Faible concurrence 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible organisation • Faible accès à la farine de blé et autre ingrédients Camerounais • Production irrégulière et faible quantité • Faillite récurrent pas de vente • Faible bénéfice réalisé • Coût du transport élevé • Tracasserie douanière et policière Camerounaise • Farine Nigériane de mauvaise Qualité 	<ul style="list-style-type: none"> • -Organisation des vendeuses en GICS • -Organisation d'achat groupé • - Octrois des crédits aux groupes structurés • -Facilitation de l'accès aux produits Camerounais • -Création d'un point de dépôt de produits nécessaires
Soudeurs (4)	03/03	informel	bonne	<ul style="list-style-type: none"> • Peu de concurrence • Accès au gaz par le Nigeria 	<ul style="list-style-type: none"> • -Faible organisation de corps • -Inexistence d'une source d'énergie électrique • -Rareté de gaz • -Equipements inadéquats 	<ul style="list-style-type: none"> • -Organisation des soudeurs • -Dotation en un équipement de soudure adéquat • -Acquisition d'un groupe électrogène de

						haute capacité
Boucher (5)	01/01	informel	bonne	<ul style="list-style-type: none"> • Clientèle disposé • Coût des animaux assez bon marché 	<ul style="list-style-type: none"> • -Inexistence d'un abattoir • -Irrégularité d'abattage • -Bête abattage non en bon point • -Faible injection sanitaire de la viande • -Une seule boucherie. • -Abattage exclusif du petit bétail. 	<ul style="list-style-type: none"> • -Construction d'un abattoir • -Régularisation de l'abattage • -Instauration d'un système d'inspection sanitaire de la viande sur le marché • -Renforcement des capacités techniques et financier des bouchers.
Pêcheurs (6)	47/112	03 GIC	bonne	<ul style="list-style-type: none"> • - Lac très poissonneux • - Circuits commerciaux existent • - Commune capable de doter les 	<ul style="list-style-type: none"> • - Concurrence entre les pêcheurs locaux et étrangers bien équipés • Conservation difficile • Usage d'un matériel de pêche non réglementaire • - Prise extractive des alevins • - Faible organisation des pêcheurs locaux • - Matériel de pêche rudimentaire Pour les locaux • - Baisse du niveau du lac • - Perturbation des périodes pêche par changement climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> • - Imposition de mesures contraignantes aux pêcheurs étrangers • - Dotation groupes de pêcheurs du matériel de pêche adéquat • - Création d'un comité scientifique local du contrôle de la pêche. • - Organisation des pêcheurs locaux en GIC union et fédération des pêcheurs.

				<p>pêcheurs locaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Majeur partie du poisson vendue aux étrangers. (Tchad, Nigeria). - Faible prise en charge de la filière halieutique par la commune - mauvaise organisation des communes riveraines du lac - Vol et insécurité ambiante - Risque élevés de contamination à VIH / SIDA au bord du lac 	<ul style="list-style-type: none"> - Dotation des pêcheurs d'un engin de transport et / ou de navigation adéquat - Traitement de faveur pour les pêcheurs locaux. - Création d'un réseau de communes riveraines du lac. - Création d'un poste de vigilance au marché du poisson actuel - Sensibilisation des pêcheurs sur le VIH / SIDA et les risques actuel.
--	--	--	--	--	---

Fabricants de Briques (7)	11/18	informel	bonne	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de rentabiliser le coût par la cuisson demande assez bouses de bœuf disponible pour 	<ul style="list-style-type: none"> Faible organisation des exploitants Faible maîtrise de technique de cuisson. Faible bénéfice réalisé par bradage Moyen d'évaluation limitée Exploitation anarchique du bas-fond Envahissement de Site exploité par Ipoméa (mauvaise herbe) 	<ul style="list-style-type: none"> Organisation de fabrication en GIC Formation sur le montage de fourré de cuisson Acquisition de la charrette pour livraison de brique achetées Aménagement de la mare exploitée Sensibilisation sur
---------------------------	-------	----------	-------	---	---	---

				cuisson. <ul style="list-style-type: none"> Retenue permanent 	<ul style="list-style-type: none"> Population demandeuse. peu 	l'intérêt de moderniser l'habitat par construction en briques cuites .
Vendeuses de poissons	15/19	GIC	bonne	<ul style="list-style-type: none"> Forte clientèle produits halieutique abondants Circuits commerciaux nombreux 	<ul style="list-style-type: none"> Moyen de transport limité Concurrence rude avec les gros preneurs étrangers Faible organisation de la filière Système de fumage trop rudimentaire Rareté des marchés locaux Fonds de démarrage difficile Impraticabilité de la route en saison de pluie. Conservation difficile Perte énorme par putréfaction de stock non vendu 	<ul style="list-style-type: none"> Construction des fourres de fumage adéquat Organisation des vendeurs en GIC, Traitement de faveur pour les vendeurs locaux Octroi de crédit aux groupes GIC structures Dotation des groupes de vendeurs en équipement de froid pour conservations Imposition des mesures contraignantes aux gros preneurs étrangers.
Maçons (10)	03/08	GIC	bonne	Assez de chantier en gestion	<ul style="list-style-type: none"> Matériel de travail inadéquat Faible Capacité techniques Faible demande de la population de plus en plus pauvre 	<ul style="list-style-type: none"> Dotation des maçons regroupés en matériel de construction adéquat Renforcement de capacités technique des maçons par de

					<ul style="list-style-type: none"> • Préférence d'une main d'œuvre clandestine peu exigeante • Rareté de projet de construction en dur • Accès difficile aux ciments et matériaux de construction définitifs 	<p>stage de perfectionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'habitation de plus en plus moderne. • Création d'une quincaillerie dans le centre urbain.
Barmen (11)	02/02			<ul style="list-style-type: none"> • Faible concurrence 	<ul style="list-style-type: none"> • Coût de transport élevé • Inexistence d'un dépôt brasserie • Mauvais état de la route • Peu de consommateur dans le centre urbain • Pesanteur culturelle musulmane antialcoolique • Fonctionnaire instable dans la ville • Accès difficile à une source d'énergie électrique • Inexistence d'appareil de froid 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un dépôt brasserie • Dotation des barmen d'un réfrigérateur et d'un groupe électrogène • Promotion de la tolérance entre les cultures locales • Création de conditions de confort locales pour stabiliser les fonctionnaires • Délocalisations des débits de boissons de concessions
Pisciculteurs (12)	01/01	informel	bonne	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de produire du poisson de bonne qualité • Forte clientèle 	<ul style="list-style-type: none"> • faible capacité technique • Cherté des intrants (provendes) • Matériel technique presque manuel • Faible variété de poissons • Éboulement des berges de la piscine • Alimentation des peu variée • Invasion de la piscine par d'autres espèces aquatiques 	

					(crapauds, grenouilles) <ul style="list-style-type: none">• Inexistence des espèces végétales de couverture• Micro climat trop rude	
--	--	--	--	--	--	--

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 VISION ET OBJECTIFS DU PCD

La commune se donne pour ambition globale de permettre à 90% de sa population d'ici 2015, d'accéder aux services sociaux de base et à un système productif excédentaire compétitif. Il s'agit pour la Commune de lancer les bases des aspirations du Cameroun au concert des pays émergents d'ici 2035. En même temps l'exécutif communal voudrait améliorer les compétences internes de son personnel afin d'assumer les lourdes responsabilités qui deviennent désormais les siennes.

5.1.1. AXES DE RENFORCEMENT OU GRANDS CENTRES D'INTERETS

A/Faciliter l'accès aux services et infrastructures sociaux de base

B/Améliorer les performances compétitives du secteur productif local

C/Améliorer le cadre de vie civique, libertaire, sécuritaire, pénal, culturel et citoyen de la société civile

D/Améliorer les performances organisationnelles, fonctionnelles, financières, patrimoniales et partenariales de l'institution communale.

~~5.1.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES PAR CENTRE D'INTERET~~

~~A/Faciliter l'accès aux services et infrastructures sociaux de base~~

- ~~• Faciliter l'accès à l'éducation de qualité à la base~~
- ~~• Faciliter l'accès pour le plus grand nombre à l'enseignement secondaire~~
- ~~• Promouvoir l'accès aux enseignements supérieurs des élèves du secondaire~~
- ~~• Améliorer le cursus scolaire par une éducation maternelle de qualité~~
- ~~• Faciliter l'intégration sociopolitique des non-voyants et des malentendants~~
- ~~• Faciliter l'accès aux soins de santé primaires et de qualité~~
- ~~• Faciliter l'accès à l'eau potable~~
- ~~• Faciliter l'accès à l'eau d'usage multiple~~
- ~~• Faciliter l'accès à la mobilité des personnes et des biens~~
- ~~• Améliorer la qualité de l'information et de la communication dans le commerce~~
- ~~• Faciliter l'accès à un service postal et télécommunicationnel satisfaisant~~

~~B/Améliorer les performances du secteur productif~~

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

- Améliorer la productivité de l'élevage
- Améliorer le rendement agricole
- Améliorer la gestion du système agropastoral
- Faciliter l'accès à la pratique d'une pêche rentable et durable
- Favoriser l'exploitation et la gestion durable des terres agricoles
- Mettre en valeur le potentiel touristique du lac Tchad
- Offrir les facteurs favorisant l'épanouissement socioéconomiques des groupes d'initiatives commune et associative
- Améliorer en quantité et en qualité la production des briques en terre cuite
- Plaidoyer l'exploration du potentiel minier du sous-sol local
- Mettre en valeur le potentiel rizicole des vastes étendues des bas-fonds existants

C/ Améliorer la gestion de l'environnement et des ressources naturelles locales

- Favoriser la protection et la préservation des ressources fauniques locales
- Freiner le processus de la déforestation et de la désertification
- Améliorer la gestion des eaux du lac et de ses affluents.

D/ Faciliter l'accès à un cadre de vie administratif, judiciaire, culturel et citoyen assez satisfaisant

- Faciliter l'accès à un service administratif et judiciaire de proximité
- Améliorer le cadre de vie sécuritaire et citoyen des pasteurs nomades marginaux
- Freiner les facteurs de dépréciation des valeurs culturelles locales
- Freiner la pratique persistante de l'excision sexuelle dans la commune

5.2. CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR

TABLEAU 21 : CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR

5.2.1- CADRE LOGIQUE INSTITUTION COMMUNALE

	Logique d'intervention	Indicateur vérifiable	objectivement	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Rendre plus opérationnelle et plus professionnelle l'institution communale				
Objectifs spécifiques	Faire développer les capacités organisationnelles et managériales de 50% au moins le niveau de prestation des services au sein de l'institution communale d'ici fin 2014	Les tâches sont claires et précises dans chaque service et pour chaque membre du personnel Les profils sont adaptés aux tâches confiées		Enquête auprès du personnel et des usagers	Prise de conscience professionnelle et un contrôle de rigueur est instauré
	Rentabiliser et assainir les ressources financières de la commune	Nombre de contribuables connu et fichiers créés Nombre d'agents collecteurs formés Montant et provenance de ressources fin propres connus Documents de collecte mis à jour Fonds collectés sécurisés Implication du conseil en processus d'élaboration et comptes administratifs		Service de billettage Comité de suivi de collecte Tutelle et Service régional des Communes	Un comité de suivi et évaluation de recouvrement des recettes est mis sur place et est fonctionnel
	Faire augmenter de 50 % les recettes communales d'ici fin 2012	Le niveau de réalisation du budget de la commune s'est		Compte administratif validé	

		considérablement augmenté				
	Doter les services au sein de l'institution communale des équipements et mobiliers de bureaux adéquats d'ici fin 2014	Bureaux équipés en matériels modernes			Visite et observation dans les bureaux	
Résultats	Les services au sein de l'institution communale sont redynamisés et offre une prestation de qualité aux populations de la commune Hile-Alifa	Dynamisme observé au sein des services			Rapport d'activités et manuel de procédure	
	Une plate forme de concertation pluri acteurs est mise en place et fonctionne normalement pour la mise en œuvre du PCD	Plate forme fonctionnelle			Texte de base et plan d'action	
	Les recettes communales ont augmenté au moins de 50 %	Le niveau de réalisation du budget de la commune s'est considérablement augmenté			Compte administratif validé	
	Les bureaux au sein de l'institution communale sont bien équipés en matériels et mobiliers de bureaux	Un cadre de travail plus confortable au sein de l'institution communale			Visite des bureaux	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Identifier les besoins en renforcement des capacités- du personnel et des élus - et organiser les sessions de formations	x	x	x	2 000 000	
Renforcer les capacités des membres de l'exécutif et des chefs	x	x	x	1 000 000		

de service à l'appropriation des mécanismes et du système de gestion des ressources transférées					
Offre des stages et /ou formations de perfectionnement sur les nouvelles technologies de l'Information et de la communication et/ou sur l'outil informatique	x	x	x	7 500 000	
Nommer les responsables dans les services en fonction de l'organigramme adopté par le conseil municipal	x	x	x	-	
Elaborer et mettre en application dans chaque service un manuel de procédure et en faire large diffusion	x	x	x	200 000	
Mettre en place une stratégie de communication et un plan marketing pour le PCD	x	x	x	1 000 000	
Instaurer un système de motivations et moderniser la gestion des avancements et des congés du personnel	x	x	x	500 000	
Relancer la poursuite des travaux de construction de l'hôtel de ville abandonné en chantier	x	x	x	45 500 000	
Equiper les bureaux en matériels et mobiliers de bureaux	x	x	x	5 000 000	
Créer et viabiliser les différentes	x	x	x	500 000	

	commissions réglementaires dans l'organigramme					
	Organiser et animer les réunions de la plate forme	x	x	x	1 500 000	
	Organiser une réunion de concertation avec les opérateurs économiques dans la commune	x	x	x	500 000	
	Identifier et viabiliser toutes les sources potentielles de richesses répertoriées dans l'espace géographique de la commune	x	x	x	1 500 000	
	Elaborer et mettre en application un manuel de procédure de gestion des ressources de la commune	x	x	x	1 000 000	
	Elaborer et mettre en application une politique de gratification et de pénalisation des agents de recouvrement des recettes communales	x	x	x	500 000	
Total					15 200 000	

5.2.2 CADRE LOGIQUE DU SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faire améliorer les rendements agricoles d'au moins 45% d'ici 2015	Revenu familial augmenté de manière substantielle, ratio production à l'hectare en hausse Agriculture excédentaire	Enquêtes auprès des ménages	Importance du potentiel agricole de cette zone doit dépasser les frontières communales
Objectifs spécifiques	Renforcer les techniques culturales chez les paysans Hile-Alifa	Les rendements des cultures vivrières ont considérablement augmentés dans la commune	Statistique agricole dans l'arrondissement	
	Instaurer et faire respecter un système de contrôle des qualités des semences et intrants vendus aux paysans(engrais et semences) sur l'ensemble des marchés de la commune	Les intrants agricoles de qualité douteuse sont de moins en moins présents sur le marché dans la commune de hile-Alifa	-Rapport d'activité de la mission de contrôle -Enquête auprès des producteurs	
	Créer un point de dépôt des produits phytosanitaires pour le suivi en champs et après récolte du Nièbé	Les producteurs agricoles sont mieux encadrés et maîtrisent encore plus les techniques de productions dans les villages Nièbé conservé et bradage réduit	-Planning d'encadrement des agents de vulgarisation -Enquête auprès des producteurs	

	-Rendre plus opérationnel le poste agricole existant dans la commune de Hile-Alifa d'ici fin 2012	Le chef de poste agricole est plus présent dans sa zone d'encadrement et travaille avec les agriculteurs	Enquête auprès des producteurs	
	Structurer et organiser les paysans en GICs, Unions ou Fédérations	Grandes exploitations plus rentables	Observations directes et Indice de développement agricole	
	Favoriser une rencontre d'échange entre les acteurs du monde rural au niveau communal au moins une fois par an dans la commune	Périodicité pour la tenue de la foire agropastorale au niveau communal	Arrêté communal portant organisation de la foire agropastorale	
	Apporter de façon continue un soutien matériel et financier aux producteurs agricoles dans la commune de Hile-Alifa d'ici fin 2016	L'accès aux intrants agricoles devient facile aux producteurs dans la commune	Enquête auprès des producteurs	
	Créer une plate-forme de gestion bilatérale du système agropastoral	Conflits agropastoraux réduits Éleveurs et agriculteurs en bonne collaboration	Enquête auprès des chefs traditionnels sur les litiges entre éleveurs-agriculteurs	
Résultats	Les techniques culturales sont renforcées chez les paysans	Les rendements des cultures vivrières ont considérablement augmentés	Statistique agricole dans l'arrondissement	
	un système de contrôle des qualités des semences et intrants vendus aux paysans (engrais et semences) est instauré sur l'ensemble des marchés de la commune de Hile-Alifa	-les vendeurs sont agréés et sont en règles avec la législation en vigueur -Les semences vendues sont certifiées par des spécialistes	-Rapport de contrôle de qualité -Enquête auprès des agriculteurs	
	Un point de dépôt des produits phytosanitaires est créé et est régulièrement	Les postes agricoles sont effectivement opérationnels dans les villages et les paysans	Arrêté ministériel de création	

	approvisionné	s'épanouissent					
	Le poste agricole existant dans la commune est plus opérationnel d'ici fin 2012	le Centre d'Education et d'Action Communautaire est fonctionnel			Arrêté ministériel de création		
	Promouvoir l'exploitation des bas-fonds existant à des fins rizicoles	Les producteurs sont régulièrement bien encadrés Culture du riz intégrée dans les systèmes agraires locaux			-Planning d'encadrement des agents de vulgarisation -Enquête des producteurs		
	une plate-forme de gestion bilatérale du système agropastoral créée et fonctionnelle	L'organisation de la foire agropastorale dans la commune			Rapport de mise en œuvre de l'événement dans la commune		
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier			
		Introduire des variétés de semences améliorées à cycle court -Projet PPT-Semences	x	x	x	500 000	
		Créer un marché régional de vente la production du Nièbé	x	x	x	41 000 000	//
		Introduire une variété améliorée du Nièbé à cycle court, résistante et facile à conserver	x	x	x	7 400 000	//
		Organiser 02 causeries en début de chaque campagne agricole pour sensibiliser sur les semences et intrants de qualité sur les marchés	x	x	x	600 000	

Créer 02 points d'approvisionnement en intrants agricoles	x	x	x	9 500 000	
Promouvoir et vulgariser les cultures sous-couvertes de <i>Faidherbia albida</i> et les autres plantes fertilisantes	x	x	x	11 400 000	
Renforcer les performances financières et techniques de 10 GICs villageois par dotation en :	x	x	x		
* 20 charrues, 10 charrettes	x	x	x	1 250 000	
* 10 sarclours, 20 buteuses	x	x		2 500 000	
* 08 Paires de bœufs d'attelage	x	x	x	3 000 000	
* 02 tracteur		x	x	75 000 000	
Introduire la culture du riz sur 980 hectares de bas-fonds disponibles	x	x	x	17 000 000	
Construire 10 magasins de stockage des denrées de spéculation	x	x	x	80 000 000	
Créer une plate-forme de gestion bilatérale du système agropastoral	x	x	x	25 500 000	
Total				242 500 000	

5.2.3- CADRE LOGIQUE DU SECTEUR COMMERCE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faire augmenter de 60% la rentabilité des activités commerciales des corps de métier d'ici 2015	- Nombre de jeunes auto-employés - Nombre de boutiques/entreprises multiplié	- Enquêtes auprès des associations de jeunes locaux - PME	Appuis disponibles et atteignent les bénéficiaires
Objectifs spécifiques	1- créer et construire 03 nouveaux marchés dans l'espace géographique de la commune Hile-Alifa	Les commerçants dans les villages concernés ont un cadre approprié pour la pratique de leurs activités	Site du marché	Moyens financiers disponibles pour payer pour construire
	2- Construire 25 boutiques au marché Bargaram et Tchika d'ici 2016	Boutiques fonctionnelles sur la place des deux marchés	Observation sur la place du marché	
	3-Réhabiliter et construire 03 hangars et 02 hangars respectivement sur les places de 02 marchés bargaram et Tchika d'ici fin 2013	Hangars fonctionnels sur les places de marchés	Observation sur la place du marché	
	4- Réorganiser et faire augmenter les rendements des activités commerciales des corps de métier d'ici fin 2014	Rayons de vente des produits plus organisés et circulation facile à l'intérieur /subventions accordées	Observation sur la place du marché	
Résultats	R1 : 03 nouveaux marchés construits et fonctionnels dans l'espace communal	Marchés fonctionnels	Observation sur la place du marché	
	R2 :25 boutiques construites et opérationnelles aux marchés	Boutiques opérationnelles	Contrat de location signé par les	

	bargaram et Tchika			commerçants		
	R3 :03 hangars construits et 02 réhabilités fonctionnels dans les marchés de Bargaram et Tchika	Hangars fonctionnels		Observation sur la place du marché		
	R4 Les rendements des activités commerciales des corps de métier seront augmentées et réorganisées d'ici fin 2014	Plan de disposition des secteurs de ventes plus organisé		Enquête auprès des usagers du marché central	L'économie locale tient une place importante dans le plan de développement de la commune	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	1- Créer et construire 03 nouveaux marchés dans l'espace géographique de la commune	x	x	x	22 000 000	Réalisation des études de faisabilité
	2- Construire 25 boutiques aux marchés Bargaram et Tchika d'ici 2016	x	x	x	290 000 000	Les potentiels commerçants sont recensés et disposent des fonds d'investissement nécessaires pour exploiter les boutiques
	3- Réhabiliter 04 et construire 02 hangars respectivement sur les places de 02 marchés (4 au marché de Tchika, 02 au marché de Bargaram) d'ici fin 2013	x	x	x	40 000 000	Réalisation des études de faisabilité satisfaisante

4- Regrouper les corps de métier existant en groupes d'initiatives Communes et formuler des demandes des crédits auprès des banques et coopératives	x	x	x	4 230 000	Interventions des groupes pour garantir les accords
5.Lutter contre l'extraversion de l'économie camerounaise face au Naïra par cette série d'actions :					L'auto-emploi constitue l
5.1. création d'une banque frontalière d'épargne et de crédits villageois ;	x	x	x	780 000 000	La disponibilité du CFA est facteur de sa force de circulation
5.2. Renforcer les tarifs douaniers des produits d'importations ;	x	x	x	123 000 000	Renforcer les préférences sur les produits camerounais faiblement tarifés
5.3. Faciliter l'accès de la partie camerounaise aux produits manufacturés camerounais pour les commerçants locaux ;	x	x	x	140 000 000	Limite l'invasion des marchés de la commune par les produits étrangers
5.4. Subventionner la production, structurer, réorganiser et améliorer la vente du Niébé cultivé dans l'ensemble de la commune	x	x	x	75 000 000	Le Niébé cultivé dans la commune représente la force du naïra représente
Construire et équiper un marché à Bétail respectivement à Bargaram et à Tchika	x	x	x	70 000 000	Les paramètres d'imposition sont révisés et sont capables de booster les fonds investis

						pour rénover
	Aménager le marché de Bargaram contre les inondations récurrentes	x	x	x	2 500 000	Les places sont marquées et des agents assurent le respect de la réglementation
	Créer et rendre opérationnelle une unité d'abattage à Hile-Alifa I	x	x	x	3 000 000	Réaliser l'étude d'impact environnemental
	Créer et construire un grand marché frontalier balnéaire à Mbourdas	x	x	x	200 000 000	Les potentialités locales sont mises en valeur pour alimenter le marché et le rentabiliser
	Organiser par an deux ateliers de formation et d'information sur les mécanismes d'imposition dans la commune	x	x	x	1 000 000	L'imposition des contribuables respecte les catégories existantes
Total					441 500 000	

5.2.4- CADRE LOGIQUE DU SECTEUR EAU ET ENERGIE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique d'ici 2015 dans l'espace géographique de la commune	80% de la population ont accès facile à l'eau potable et 50% des villages sont électrifiés à l'horizon 2015	Enquêtes auprès des ménages et observation directe de l'électrification	L'eau et l'électrification appartiennent aux axes stratégiques prioritaires fixés par la vision communale
Objectifs spécifiques	1. Construire un réseau d'adduction d'eau dans les deux villages	Eau disponible à tout temps dans la zone urbaine	Observation du réseau	La politique d'adduction fait partie du plan d'action communal et gouvernemental pour cette localité
	2. Construire 112 points d'eau potable et réhabiliter 21 dans l'espace géographique de la commune	122 points d'eau potable fonctionnent et équitablement distribués dans les villages	Descente et observation sur le terrain	Population s'implique aux côtés de l'exécutif communal
	3. Etendre le réseau électrique de haute et basse tension dans l'ensemble des villages de la commune	Réseau de branchement électrique disponible dans l'ensemble des villages	Observation	
	4. Développer les sources d'énergie renouvelable dans la zone rurale d'ici 2014	L'énergie solaire est accessible	Enquête auprès de la population	Partenaire promoteur confiant devrait être trouvé
	5. Assurer l'éclairage public provisoire dans la ville Hile- Alifa I et	L'éclairage public par panneaux solaire fonctionnel	Observation	Population sensibilisée sur la collecte de fond

	Il grâce à un au groupe électrogène			pour alimenter le groupe installé		
Résultats	1. Un réseau d'adduction d'eau construit et fonctionnel dans les deux villages	Les usagers se plaignent de moins en moins des problèmes d'accès à l'eau dans la ville	Enquête auprès des clients			
	R2 : 122 points d'eau sont construits et fonctionnent dans l'espace géographique de la commune	Les habitants y puisent de l'eau	Observation sur le terrain			
	R3 : le réseau de l'énergie électrique haute et basse tension est étendu dans l'ensemble des villages et les populations s'y sont branchées	Utilisation de l'énergie électrique par les ménages	Enquête dans les ménages			
	R4 : au moins deux sources d'énergies renouvelables sont développées et exploitées par les populations dans l'espace de la commune	Présence de l'énergie électrique même en cas de coupure par AES SONEL	Enquête auprès de la population			
	R5. L'éclairage public provisoire dans la ville Hile-Alifa est assuré grâce à un au groupe électrogène	L'éclairage public par panneaux solaire fonctionnel	Observation	Population sensibilisée sur la collecte de fond pour alimenter le groupe installé		
Activités	L'éclairage public dans les deux centres urbains est désormais assuré par un dispositif des panneaux solaires	Présence des panneaux solaires			Observation	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Construire 70 points d'eau potable dans l'espace géographique de la commune et en réhabiliter 09 autres	x	x	x	860 000 000	Participation effective de la commune et des

	en panne					communautés
	Protéger les parois de 12 puits communautaires par la pose de seko/buse/gravier	x	x	x	14 000 000	Population engagée
	Etendre le réseau de branchement électrique dans les villages dans l'espace géographique de la commune	x	x	x	100 000 000	
	Réaliser des études et autres travaux de recherche pour développer les sources d'énergie renouvelable	x	x	x	5 000 000	Experts disponibles
	10.4 Créer une ligne budgétaire annuelle communale pour financer l'électrification de la commune	x	x	x	13 000 000	
	10.5. Électrifier provisoirement les 03 Établissements secondaires par des groupes électrogènes				10 000 000	
	Installer un groupe électrogène pour l'éclairage provisoire des deux centres urbains d'ici 2012	x	x	x	10 000 000	Une fois installé, le groupe est régulièrement alimenté en carburant
Total					1012 000 000	

5.2.5- CADRE LOGIQUE DU SECTEUR EDUCATION DE BASE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une éducation de qualité à la base dans l'espace communal d'ici 2014	- effectifs des élèves ont doublé dans la commune - effectif pléthorique normalisé avec ratio maître/élèves réglementaire	Rapport au niveau de l'IAEB Consultation des archives scolaires	La politique de l'école pour tous connaît application effective
Objectifs spécifiques	Faire affecter et recruter de 35 nouveaux enseignants	Présence d'au moins une école maternelle publique fonctionnelle dans chaque village dans la commune	Arrêté de création et d'ouverture	L'élite locale s'implique dans le suivi du dossier à tous les niveaux hiérarchiques pour le faire aboutir
	Créer 06 nouvelles écoles primaires dans la Commune	Nombre d'écoles primaires publiques en augmentation dans la commune	Arrêté de création et d'ouverture	
	Construire 30 salles de classe dotées de 700 tables bancs, 30 tableaux noirs	Toutes les écoles à cycle complet ont chacune au moins 06 salles de classes fonctionnelles	Observation dans les écoles	Toutes les parties prenantes déploient un effort commun
	Construire 6 blocs de deux latrines dans 11 écoles de la commune	Chaque école primaire publique dans la commune d'un bloc administratif	Observation dans les écoles	Les services hygiène et salubrité préoccupent les acteurs

	Créer 12 forages dans 16 écoles de la commune	Le nombre d'élèves assis par tables bancs répond à la norme	Observation dans les écoles	La lutte contre les maladies hydriques est engagée de manière consciente en milieux scolaires
	Construire 130 logements d'astreinte dans certaines écoles	- Salles de classe totalement réfectionnées et fonctionnelles	Observation dans les écoles	La stabilité des enseignants intéresse les autorités locales et l'administration
Résultats	55 nouveaux enseignants sont recrutés et/ou affectés	Ratio enseignant/élèves en hausse	Arrêté de d'affectation	Besoins bien exprimés au paravent
	06 nouvelles écoles primaires créées et fonctionnelles dans la Commune	Nombre d'écoles primaires publiques en augmentation dans la commune	Arrêté de création et d'ouverture	Certaines localités étaient éloignées des écoles
	30 salles de classe construites et dotées de 700 tables bancs, 30 tableaux noirs	Chaque école primaire à cycle complet a au moins 6 salles de classes fonctionnelles. Les élèves ne sont plus surchargés sur les tables bancs dans les écoles primaires	Observation dans les écoles	L'administration camerounaise prend conscience que l'insuffisance de salles de classe un facteur d'échecs scolaires
	06 blocs de deux latrines sont construits dans 12 écoles de la commune	Le cadre d'hygiène et salubrité est décent pour les élèves et les enseignants dans les écoles	Observation dans les écoles	Les services hygiène et salubrité préoccupent les acteurs
	12 forages créés dans 16 écoles de	80% des établissements	Observation dans les	La lutte contre les

	la commune	scolaires disposent d'un forage fonctionnel	écoles	maladies hydriques est engagée de manière consciente en milieux scolaires			
	10 logements d'astreinte construits et opérationnels dans certaines écoles	Chaque école primaire a un bloc administratif opérationnel	Observation dans les écoles	La stabilité des enseignants intéresse les autorités locales et l'administration			
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier			
		formuler une demande d'affectation de 35 nouveaux enseignants	x	x	x	300 000	
		Recruter de 20 enseignants communaux	x	x	x	100 000	
		Construire 30 salles de classe dotées de 700 tables bancs, 30 tableaux noirs	x	x	x	1 000 000 000	
		Construire 06 blocs de deux latrines dans 11 écoles de la commune	x	x	x	50 000 000	
		Créer 12 forages dans 16 écoles de la commune	x	x	x	160 000 000	
		Construire 10 logements d'astreinte dans certaines écoles	x	x	x	200 000 000	
		Organiser 6 causeries annuelles sur la scolarisation effective de la jeune	x	x	x	1 200 000	

	filie.					
	1.1 : Dotation de 15 écoles de 2 850 tables-bancs, 32 tableaux-noirs.	x	x	x	10 000 000	
	Initier des mesures contraignantes vis-à-vis des parents réfractaires à la scolarisation de leur progéniture.	x	x	x	200 000	
	Octroyer 10 bourses scolaires annuelles aux élèves méritant du CMII	x	x	x	500 000	
	2.2 : Construction de 03 salles de classe pour loger l'actuelle école maternelle.	x	x	x	41 000 000	
	2.3 : Demande d'affectation de 03 enseignants à l'école maternelle de HILE ALIFA I.	x	x	x	1000000	
	Créer 02 écoles maternelles respectivement dans les deux agglomérations	x	x	x	75 000 000	
	Reboiser 11 écoles dans la commune à l'aide de 11 000 plants de Nimier	x	x	x	22 000 000	
	Réhabiliter 08 salles de classe dans certains établissements scolaires	x	x	x	24 000 000	
Total					714 200 000	

X

MINEDUB
Commune

5.2.6- CADRE LOGIQUE DU SECTEUR ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des éleveurs et des populations dans l'espace géographique de la commune	Les éleveurs de tout genre mènent leurs activités de façon décente	Enquête auprès des éleveurs	
Objectifs spécifiques	Créer et rendre plus opérationnel les services d'encadrement des éleveurs dans l'espace géographique de la commune d'ici fin 2018	Les services d'encadrement sont de plus en plus rapprochés des éleveurs -Les encadreurs sont de plus en plus présents auprès des éleveurs	-Texte de création de poste vétérinaire dans la commune -Enquête auprès des éleveurs	
	Encadrer les éleveurs sur la pratique d'un élevage plus rentable	Techniques de production animales s'améliorent et les rendements augmentés à près de 40%	Décision du ministre disponible	
	Faire augmenter de 50 % d'ici fin 2014 les activités de production chez les éleveurs de la volaille, du gros bétail	Les activités d'élevage et de pisciculture sont de plus en plus pratiquées	Enquête auprès d'éleveurs et de consommateurs	
	Doter Bargaram d'un abattoir et d'une boucherie moderne d'ici fin 2012	Les conditions d'abattage et de vente de la viande bovine sont assainies	Observation des infrastructures construites	
	Créer et rendre opérationnel un centre d'alevinage dans la commune Hile-Alifa	Les alevins de qualités sont de plus en plus disponibles et à tout temps dans la commune	Enquête auprès des pisciculteurs	
	Réduire de 80% d'ici fin 2016 les conflits agro pastoraux dans l'espace géographique de la commune	La matérialisation effective des zones de pâturages et la création des champs fourragères dans la commune	Dossier d'immatriculation de la zone de pâturage	

Résultats	Les services d'encadrement des éleveurs créés et rendus plus opérationnels dans l'espace géographique de la commune d'ici fin 2018	Les services d'encadrement sont de plus en plus rapprochés des éleveurs -Les encadreurs sont de plus en plus présents auprès des éleveurs	-Texte de création de poste vétérinaire dans la commune -Enquête auprès des éleveurs	
	Les éleveurs sont encadrés sur les techniques de la pratique d'un élevage plus rentable	Techniques de production animales s'améliorent et les rendements augmentés à près de 40%	Décision du ministre disponible	
	Les activités de production chez les éleveurs de la volaille, du gros bétail sont augmentées et améliorées de 60 % d'ici 2014	Les activités d'élevage et de pisciculture sont de plus en plus pratiquées	Enquête auprès d'éleveurs et de consommateurs	
	Bargaram est doté d'un abattoir et d'une boucherie moderne d'ici fin 2012	Les conditions d'abattage et de vente de la viande bovine sont assainies	Observation des infrastructures construites	
	un centre d'alevinage créé et opérationnel dans la commune	Les alevins de qualités sont de plus en plus disponibles et à tout temps dans la commune	Enquête auprès des pisciculteurs	
	Les conflits agro pastoraux réduit de 80% d'ici fin 2015 dans l'espace géographique de la commune	La matérialisation effective des zones de pâturages et la création des champs fourragères dans la commune	Dossier d'immatriculation de la zone de pâturage	
	Des services d'encadrement des éleveurs créés et plus opérationnels les dans l'espace géographique de la commune d'ici fin 2018	Les services d'encadrement sont de plus en plus rapprochés des éleveurs -Les encadreurs sont de plus en plus présents auprès des éleveurs	-Texte de création de poste vétérinaire dans la commune -Enquête auprès des éleveurs	
Activités	Moyens	Coût	Conditions	

	Humain	Matériel	financier		préalables de réalisation
Créer une propharmacie vétérinaire à Bargaram	x	x	x	20.000.000	
Créer un CZCSV à HILE ALIFA	x	x	x	200 000	
. Créer un parc vaccino-gène à Baragaram	x	x	x	100.000	
Demander l'affectation de 02 encadreurs vétérinaires dans l'espace communal	x	x	x	30 000.000	
Construire un abattoir à bargaram	x	x	x	30 000 000	
Délimiter les espaces pastoraux des terres agricoles	x	x	x	8.000.000	
Aménager 03 mares pastorales à Baragarm, hile-Alifa, Tchika et Fadja	x	x	x	5 000 000	
Construire le marché à bétail baragaram	x	x	x	19 000 000	
Délimiter 08 pistes à bétail dans la commune	x	x	x	12 00 0000	
Vulgarisation des techniques de production du fourrage à partir des gousses de <i>Faidherbia albida</i> et <i>Piliostigma thonningii</i> (bouri)	x	x	x	4 000 000	
Organisation de 02 causeries annuelles pour la réduction des conflits agropastoraux	x	x	x	600000	
Organisation d'une campagne annuelle de vaccination de la volaille contre une épidémie(Avril et Mars)	x	x	x		

Création d'une association de pêcheurs locaux	x	x	x	20 000	
. Dotation des pêcheurs locaux de :	x	x	x	//	//
10 éperviers aux mailles réglementaires	x	x	x	3 000 000	
10 pirogues en planche	x	x	x	1 000 000	
01 fumoir/four moderne	x	x	x	3 000 000	
02 séchoirs modernes	x	x	x	6 500 000	
01 équipement de froid	x	x	x	1 700 000	
Instauration des mesures contraignantes pour les pêcheurs étrangers (Taxes relevées)	x	x	x	400 000	
Création d'un marché de poissons	x	x	x	11 000 000	
Reboisement des berges abruptes du lac et le dégagement de l'espèce folle : <i>Ipomea prescap</i>	x	x	x	8 000 000	
Construction d'une poissonnerie au marché de Tchika et Baragaram	x	x	x	7 500 000	
Délimitation des eaux du lac en 03 zones cynégétiques :	x	x	x	4 000 000	
* zones tampons de pêche contrôlées (70 ha)	x	x	x	//	
Total				93 300 000	

5.2.7. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un enseignement secondaire de qualité dans la commune			
Objectifs spécifiques	Créer et ouvrir 02 nouveaux CES dans la commune d'ici 2017	Nombre de CES dans la commune de HILE ALIFA en augmentation	Texte de création et d'ouverture	
	Créer et ouvrir 02 CETIC dans l'espace géographique de la commune d'ici 2017	Nombre de CETIC en augmentation dans la commune	Texte de création et d'ouverture	
	Construire et équiper en table bancs 09 nouvelles salles de classe dans le seul établissement d'enseignement secondaire	Nombre de salles de classe en augmentation dans les établissements concernés	Observation dans les établissements	
	Affecter 06 enseignants supplémentaires de différentes disciplines dans les établissements d'enseignement secondaire public dans la commune d'ici fin 2013	Volume horaire réduit chez le personnel en poste	Décision d'affectation dans les établissements	
	Doter les salles de classe d'un total de 330 tables bancs supplémentaires d'ici fin 2014	Les élèves dans ces établissements sont confortablement assis	Observation dans les établissements	
	Créer 01 bibliothèque au CES de Hile Alifa avec une salle d'informatique équipée d'ordinateurs	Bibliothèques opérationnelles chargées des documents nécessaires Accès à l'outil informatique facilité pour tous les élèves du secondaire	Observation dans les établissements	
	Doter le CES de Hile Alifa de 02 blocs de latrines d'ici fin 2012	Cadre de vie amélioré au CES	Observation au sein de l'établissement	
	Mettre les plantes d'ombrage aux CES	Les espaces vides dans l'enceinte des établissements concernés sont	Observation dans les	

		couverts par des plantes d'ombrage	établissements	
Résultats	02 CES et 01 CES bilingue créés et ouverts dans l'espace géographique de la commune	Nombre de CES dans la commune en augmentation	Texte de création et d'ouverture	
	02 CETIC créés et ouverts dans l'espace géographique de la commune	Nombre de CES dans la commune en augmentation	Texte de création et d'ouverture	
	09 salles de classes construites et équipées dans les 03 établissements secondaires existants et en vue	Nombre de salles de classe opérationnel en augmentation dans les établissements concernés	Observation dans les établissements	
	08 enseignants supplémentaires de différentes disciplines sont affectés dans les établissements publics d'enseignement secondaire	Volume horaire réduit chez le personnel en poste	Certificat de prise de service dans les établissements	
	330 tables bancs sont fabriquées et distribués dans les 03 établissements d'enseignements secondaires publics identifiés	Les élèves dans ces établissements sont confortablement assis	Procès verbal de réception de livraison des tables bancs	
	02 blocs de latrines est construites et opérationnelles au CES	Les élèves du CES sont désormais protégés de certaines maladies liées à l'insalubrité et hygiène de vie défectueuse	Visite de l'infrastructure	
	Une salle d'informatique équipée de 25 ordinateurs est construite au lycée de Hile Alifa	Ordinateurs fonctionnels et accessibles aussi aux élèves de 02 CES de la Commune	Observation de la salle et présence d'un encadreur d'informatique	
	CES de Hile Alifa et Lycée de Hile Alifa sont dotés respectivement d'un forage	Les forages sont construits et fonctionnels dans les deux établissements	Observation des infrastructures	
	Les deux CES sont reboisés par des plantes d'ombrage	Elèves protégés de la chaleur caniculaire de mars et avril	Regroupement des élèves sous les arbres pendant les heures de	

Activités	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
	16.1. Créer 02 nouveaux CES et 02 CETIC dans la commune	x	x	x	
16.2. Demander l'affectation de 08 enseignants dont 03 au CES, 03 aux nouveaux en création	x	x	x	200 000	
16.3. Créer 01 Bibliothèque au CES	x	x	x	60 000 000	
16.4. Doter le CES d'un équipement complet d'informatique	x	x	x	50 000	
16.5. Créer un forage au CES	x	x	x	400.000	
16.6. Construire 01 bloc de latrines au CES	x	x	x	8 000 000	
: Construction d'une mini-citée d'accueil dans les universités d'accueil	x	x	x	8 000 000	
16.7. Construire 03 Salles de classe dotées de 150 tables-bancs au CES	x	x	x	60 300 000	
16.8. Construire 06 salles de classe dotées de 180 tables-bancs	x	x	x	114 000 000	
17.1 Octroyer 08 bourses scolaires pour 05 jeunes orphelins et/ou vulnérables lauréats au Bac	x	x	x	2 500 000	
Total				74 050 000	

5.2.8- CADRE LOGIQUE DU SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès dans l'enseignement supérieur aux élèves de l'espace Communal d'ici 2018	Le taux d'accès aux élèves dans l'enseignement supérieur a substantiellement augmenté	Enquêtes dans les ménages	L'élite locale, les parents et l'administration camerounaise œuvrent en synergie
Objectifs spécifiques	Octroyer des bourses d'études aux élèves lauréats au BAC	Même les enfants démunis ont accès aux études supérieures	Enquêtes dans les ménages	-Volonté politique locale
	Sensibiliser sur la pesanteur culturelle encourageant le mariage forcé et précoce chez les jeunes de deux sexes	Cursus scolaire amélioré pour les enfants issus de la Commune	Enquête auprès des ménages	Parents ont pris conscience pour leurs progénitures
	Créer un centre d'accueil à l'université de Maroua pour loger les étudiants issus de l'espace communal	Etudiants issus de la Commune logés gratuitement et assistés par l'élite locale	Observation bâtiments construits et occupés	- Mobilisation des élites autour de l'idée
Résultats	Bourses d'études octroyées aux élèves lauréats au BAC	Même les enfants démunis ont accès aux études supérieures	Enquêtes dans les ménages	-Volonté politique locale
	Pesanteur culturelle encourageant le mariage forcé et précoce chez les jeunes de deux sexes est levée	Cursus scolaire amélioré pour les enfants issus de la Commune	Enquête auprès des ménages	Parents ont pris conscience pour leurs progénitures
	Un centre d'accueil est construit à l'université de Maroua pour loger les étudiants issus de l'espace	Etudiants issus de la Commune logés gratuitement et assistés par	Observation bâtiments construits et occupés	- Mobilisation des élites autour de l'idée

	communal	l'élite locale				
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	17.1 Octroyer de bourses scolaires annuelles pour 05 jeunes lauréats au Bac	x	x	x	3 000 000	Une caisse spécifique doit être créée au niveau communal pour soutenir l'idée
	Sensibiliser et réprimer les parents ayant forcé leur progéniture au mariage avant la fin des études secondaires	x	x	x	1 000 000	Synergie de toutes parties prenantes
	17.2. Construction d'une mini cité universitaire à Maroua pour accueillir les étudiants originaires de la commune de hile-Alifa	x	x	x	28 000 000	Synergie de toutes parties prenantes
	17.3. Offre de formation professionnelle à 03 bacheliers au grade de cadre supérieur	x	x	x	3 000 000	Une caisse spécifique doit être créée au niveau communal pour soutenir l'idée
Total					35 000 000	

5.2.9. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR SANTE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé primaire et de qualité dans l'espace communal d'ici 2014	Ratio population/ CSI augmenté Ratio population/nombre soignants normalisé	Enquêtes Délégation de la Santé	Dotations parfois détournées ou travaux exécutés en partie
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités d'accueil et de soins de deux centres existants de santé dans la commune	-nombre personnel augmenté - matériels d'analyses médicales sur place - Produits pharmaceutiques faciles d'accès	Arrêté de dotation et /ou d'affectation gouvernemental	L'élite locale s'implique dans le suivi du dossier à tous les niveaux hiérarchiques pour le faire aboutir
	Augmenter le nombre de centres de santé intégré dans la commune	Nombre de CSI en adéquation avec le nombre de la population dans la commune	Arrêté de création et d'ouverture	La politique santé pour tous et de proximité veut tenir ses promesses
	Assurer l'hygiène et salubrité dans les centres hospitaliers existants	- Bacs à ordures posés et latrines modernes créées	Observation dans les CSI	Les services hygiène et salubrité préoccupent les acteurs
	Renforcer les campagnes de lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres épidémies	- causeries organisées et autres mesures de prévention prises	Enquêtes auprès de la population/rapports annuels	Politique de santé fait partie des priorités du plan d'action de l'Etat
	Réduire la mortalité infantile et maternelle d'au	-Vaccinations obligatoires et	Ratio nombre de naissances	La santé maternelle et infantile est une

	moins 80% d'ici 2016	régulières - Services de suivi pré-, post-natal renforcé	total/nombre de naissances assistées	préoccupation du MINSANTE
Résultats	1Les capacités d'accueil et de soins renforcées dans de deux centres existants de santé dans la commune	-nombre personnel augmenté - matériels d'analyses médicales sur place - Produits pharmaceutiques faciles d'accès	Arrêté de dotation et /ou d'affectation gouvernemental	L'élite locale s'implique dans le suivi du dossier à tous les niveaux hiérarchiques pour le faire aboutir
	Le nombre de centres de santé intégrés dans la commune augmenté de 50% d'ici 2018	Nombre de CSI en adéquation avec le nombre de la population dans la commune	Arrêté de création et d'ouverture	La politique santé pour tous et de proximité veut tenir ses promesses
	Hygiène et salubrité assurées et renforcées dans les centres hospitaliers existants	- Bacs à ordures posés et latrines modernes créées	Observation dans les CSI	Les services hygiène et salubrité préoccupent les acteurs
	Les campagnes de lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres épidémies renforcées et suivies des résultats d'ici 2013	- causeries organisées et autres mesures de prévention prises	Enquêtes auprès de la population/rapports annuels	Politique de santé fait partie des priorités du plan d'action de l'Etat
	La mortalité infantile et maternelle réduite d'au moins 80% à l'horizon 2016	-Vaccinations obligatoires et régulières - Services de suivi pré-, post-natal renforcé	Ratio nombre de naissances total/nombre de naissances assistées	La santé maternelle et infantile est une préoccupation du MINSANTE
Activités		Moyens	Coût	Conditions

		Hum ain	Matériel	financier		préalables réalisation	de
					3 000 000		
	2.1. Demander l'affectation de 04 Infirmiers Diplômés d'Etat, 04 Aides soignantes, 02 commis dans les 02 centres de santé intégrés publics	x	x	x			
	2.2. Doter les 02 Centres de santé intégrés de laboratoires d'analyses médicales	x	x	x	103 000 00		
	2.3. Créer et construire une maternité et un service de pédiatrie dans les 02 centres de santé intégrés.	x	x	x	86 000 000		
	2.4. Créer 03 pharmacies communautaires dans la Commune	x	x	x	45 200 000		
	2.5. Organiser 06 causeries éducatives annuelles sur le VIH / SIDA	x	x	x	5 000 000		
	2.6. Renforcer les campagnes de sensibilisation sur le paludisme et la distribution gratuite des moustiquaires imprégnés	x	x	x	2 800 000		
	2.7. Instaurer un statut particulier d'accès aux soins gratuits de santé pour les personnes vulnérables (SIDA, 3 ^{ème} âge, orphelins, handicapés et veuves)	x	x	x	19 000 000		

	2.8. Faire impliquer et former 04 sages femmes (matrones) pour les visites prénatales	x	x	x	3 000 000	
	5.6 : Dotation de 03 CSI d'une ambulance inter-service.		x	x	10 000 000	
	2.9. Construire 08 latrines publiques respectivement au marché de Bargaram et Tchika	x	x	x	32 000 000	
	2.10. Créer, construire et équiper un nouveau centre de Santé Intégré à Bargaram	x	x	x	200 000 000	
Total					512 000 000	

5.2.10. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

	Logique d'intervention	Indicateur vérifiable	objectivement	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à la pratique des activités sportives d'élite et de loisirs d'ici 2020	Talents émergés Disciplines variées		Enquêtes à l'éducation Physique et sportive/ rapports annuels de la DDSEP	Pesanteur culturelle levée
Objectifs spécifiques	Diversifier les variétés sportives dans la localité	Nombre de participations augmentées aux compétitions sportives officielles		Listes des qualifiés aux différentes disciplines	Initiatives rétrogrades inversées pour soutenir le sport
	Augmenter le nombre d'encadreurs sportifs	-disciplines sportives pratiquées bien organisées - talents sportifs émergents		Arrêté d'affectation gouvernemental	L'élite locale s'implique dans le suivi du dossier à tous les niveaux hiérarchiques pour le

				faire aboutir
	Créer un complexe sportif à Hile-Alifa	Toutes les disciplines sont pratiquées et performantes	Observation directe du complexe construit	Politique de promouvoir le sport dans la commune est effective
	Promouvoir les valeurs sportives dans la commune.	disciplines sportives pratiquées bien organisées - talents sportifs émergents	Observation de la fréquence des manifestations sportives	La promotion du sport préoccupent les acteurs
	Aménager un cadre d'accueil des manifestations sportives officielles	Cadre construit opérationnel et accueille régulièrement les manifestations	Observation de la fréquence des manifestations sportives	Encadreur devraient être effectivement permanents sur le terrain
	Variétés sportives diversifiées dans la localité	Nombre de participations augmentées aux compétitions sportives officielles	Listes des qualifiés aux différentes disciplines	Initiatives rétrogrades inversées pour soutenir le sport
Résultats	Nombre d'encadreur sportifs augmenté dans la commune	-disciplines sportives pratiquées bien organisées - talents sportifs émergents	Arrêté d'affectation gouvernemental	L'élite locale s'implique dans le suivi du dossier à tous les niveaux hiérarchiques pour le faire aboutir
	Un complexe sportif créé à hile-alifa	Toutes les disciplines sont pratiquées et performantes	Observation directe du complexe construit	Politique de promouvoir le sport dans la commune est effective
	Les valeurs sportives promues et vulgarisées dans la commune.	disciplines sportives pratiquées bien organisées	Observation de la fréquence des manifestations sportives	La promotion du sport préoccupe les acteurs

		- talents sportifs émergents					
	Un cadre d'accueil des manifestations sportives officielles créé et fonctionnel	Cadre construit opérationnel et accueille régulièrement les manifestations			Observation de la fréquence des manifestations sportives	Encadreur devraient être effectivement permanents sur le terrain	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier			
		Créer des infrastructures des disciplines : Football, hand-ball, basket-ball, volley-ball, athlétisme au niveau communal et dans les écoles	x	x	x	144 000 000	Implication de l'élite et plaidoirie suivie
		Demander et /ou recruter 15 encadreur sportifs	x	x	x	3 000 000	//
		. Créer un complexe sportif à Hile-Alifa	x	x	x	103 000 00	
		Organiser de 10 tournois inter-villages primés	x	x	x	86 000 000	
		Aménager le stade municipal actuel et réhabiliter sa tribune	x	x	x	5 000 000	
		Former 05 maîtres nageurs pour vulgariser le sport nautique dans le Lac	x	x	x	2 800 000	
		Créer 04 clubs sportifs pour fille(hand-ball, Volley-ball, Foot-ball, Basket-ball)	x	x	x	19 000 000	
Total					219 000 000		

5.2.11. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Favoriser la mise en valeur économique du potentiel minier de l'espace communal d'ici 2020	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur minier emploie une importante main d'œuvre locale - Société d'exploitation implantée dans la commune - Un inventaire exhaustif de ressources minières est effectué 	Rapports annuels de DDMIDT	La promotion de l'emploi par l'exploitation des ressources locales est un fait réel
Objectifs spécifiques	Plaidoirie pour l'exploration du sous-sol local pour son supposé potentiel pétrolier	<ul style="list-style-type: none"> ONG impliqués sont sur le terrain et des gisements sont identifiés - des conventions sont signées entre parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> Observation des activités sur le site Enquêtes auprès des exploitants 	Politique du département ministériel rime avec cette ambition
	Améliorer en qualité et en quantité la productivité des briques à Hile-Alifa I	Fabricants équipés de matériels d'exploitation plus efficaces	Observation directe de la qualité ou quantité des briques fabriquées et stockées	Politique de promouvoir matériel local de construction dans la commune est effective
	Aménager la mare exploitée de Hile-Alifa cause de la menace de comblement	<i>Ipomea</i> est dégagé et les arbres sont reboisés au périmètre	L'eau de la mare est disponible en février et mars	La promotion du développement du secteur préoccupe les acteurs
	Construire 7 fours de cuisson de briques respectivement à Bargaram, Hile-Alifa I et II, Dougoumsilio, Fadja, Wadack, Tchika I et II possédant des	Fabricants équipés de matériels d'exploitation plus efficaces	Observation directe de la qualité ou quantité des briques fabriquées et stockées	Politique de promouvoir matériel local de construction dans la commune

	mares exploitées à cette fin				est effective	
Résultats	Plaidoirie pour l'exploration du sous-sol local pour son supposé potentiel pétrolière	ONG impliqués sont sur le terrain et des gisements sont identifiés - des conventions sont signées entre parties prenantes	Observation des activités sur le site Enquêtes auprès des exploitants		Politique du département ministériel rime avec cette ambition	
	la productivité des briques à hile-Alifa I améliorée en qualité et en quantité	Fabricants équipés de matériels d'exploitation plus efficaces	Observation directe de la qualité ou quantité des briques fabriquées et stockées		Politique de promouvoir matériel local de construction dans la commune est effective	
	la mare exploitée de Hile-Alifa est aménagée à cause de la menace de comblement	<i>Ipomea</i> est dégagé et les arbres sont reboisés au périmètre	L'eau de la mare est disponible en février et mars		La promotion du développement du secteur préoccupent les acteurs	
	Construire 7 fours de cuisson de briques respectivement à Bargaram, Hile-Alifa I et II, Dougoumsilio, Fadja, Wadack, Tchika I et II possédant des mares exploitées à cette fin	Fabricants équipés de matériels d'exploitation plus efficaces	Observation directe de la qualité ou quantité des briques fabriquées et stockées		Politique de promouvoir matériel local de construction dans la commune est effective	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Plaidoirie pour l'exploration du sous-sol local pour son supposé potentiel pétrolière	x	x	x	79 000 000	

Améliorer en qualité et en quantité la productivité des briques produites dans la mare de Hile-Alifa I par équipement des producteurs :	x	x	x	103 000 00	
- 7 fours de cuisson de briques respectivement à Bargaram, Hile-Alifa I et II, Dougoumsilio, Fadja, Wadack, Tchika I					
Acquérir une pèle mécanique de chargement	x	x	x	86 000 000	
Signer une convention entre la commune et les employés du secteur	x	x	x	200 000	
Doter 20 GICS de 5 four de cuisson chacun et de 75 moules modernes	x	x	x	12 800 000	
Promouvoir l'utilisation des briques cuites par la construction de 100 logements municipaux en ce matériau d'ici 2025	x	x	x	500 000 000	
Acquérir 20 charrettes avec attelage et 20 porte-tout	x	x	x	5 250 00	
Total				219 000 000	

5.2.12. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Capacités productives des activités des corps de métier renforcées	- Nombre de jeunes auto-employés - Nombre de boutiques/entreprises multiplié	- Enquêtes auprès des associations de jeunes locaux -	Appuis disponibles et atteignent les bénéficiaires
	Développer les capacités financières et techniques des jeunes pour leur auto-emploi d'ici 2016	-Associations et GICs des jeunes subventionnés ou crédités	Enquête auprès de la DDEFOP	
Objectifs spécifiques	Signer une convention entre Mairie-jeunes miniers pour l'exploitation bénéfique de la carrière de sable-gravier du littoral du fleuve Serbowol	- carrière aménagée -Rémunération régulière et salaire haussé - la production journalière augmentée de 60% - des conventions sont signées entre parties prenantes	Observation des activités sur le site Enquêtes auprès des exploitants	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Créer un centre de formation active aux petits métiers	- Jeunes qualifiés et innovateurs -Filières professionnelles multipliées et exploitées	Observation directe du centre de formation	Politique de la croissance et l'emploi appliquée
	Créer une commission communale pour offre et recherche de stages et formations aux jeunes en chômage	- Nombre de stages et formations professionnels offerts	Rapports semestriels de la commission ad hoc	La promotion du développement du secteur préoccupe les acteurs

Résultats	Développer les capacités financières et techniques des jeunes pour leur auto-emploi d'ici 2016	-Associations et GICs des jeunes subventionnés ou crédités	Enquête auprès de la DDEFOP		
	Signer une convention entre Mairie-jeunes miniers pour l'exploitation bénéfique de la carrière de sable-gravier du littoral du fleuve Serbowol	- carrière aménagée -Rémunération régulière et salaire haussé - la production journalière augmentée de 60% - des conventions sont signées entre parties prenantes	Observation des activités sur le site Enquêtes auprès des exploitants	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance	
	Créer un centre de formation active aux petits métiers	- Jeunes qualifiés et innovateurs -Filières professionnelles multipliées et exploitées	Observation directe du centre de formation	Politique de la croissance et l'emploi appliquée	
	Créer une commission communale pour offre et recherche de stages et formations aux jeunes en chômage	- Nombre de stages et formations professionnels offerts	Rapports semestriels de la commission ad hoc	La promotion du développement du secteur préoccupe les acteurs	
Activités		Moyens	Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain			Matériel
	Créer 48 GICs de jeunes en diverses activités génératrices de revenus	x	x	x	2 000 000

	Construire 25 boutiques aux marchés de Hile ALifa et les louer aux jeunes entrepreneurs	x	x	x	183 000 00	
	Standardiser et relever le salaire de jeunes miniers (sable et gravier)	x	x	x	86 000 000	
	Offrir une formation gratuite 25 jeunes miniers pour une exploitation rationnelle et plus rentable	x	x	x	25 000 000	
	Créer et construire un centre de formation des jeunes aux filières suivantes : - Artisanat - fabrications compost - Informatique et bureautique - Maçonnerie et blanchisserie - Elevage petit et gros bétail, pisciculture - Maraîchage et pépiniéristerie - Couture et cordonnerie	x	x	x	88 000 000	
	Créer et doter 25 GICS locaux exerçant respectivement dans la riziculture, Maraîchage, Artisanat, pisciculture	x	x	x	38 800 000	
Total					322 800 000	

5.2.13. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR TRAVAUX PUBLICS

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'état des infrastructures routières dans l'espace communal d'ici 2018	- kilomètres de routes bitumées entretenues - Nombre de pistes aménagées, ponts/radiers construits	Enquêtes auprès des Délégations Départementales des Travaux Publics	Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer
Objectifs spécifiques	Faciliter la pratique des routes dans la commune en saison de pluie d'ici 2019	- Radiers posés, réhabilités - Pistes réfectionnées en latérites	Observation sur le site Enquêtes auprès des exploitants	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Ouvrir des pistes rurales pour desservir à l'intérieur et à l'extérieur:	- Nouvelles voies créées et praticables en toutes saisons	Observation directe	Politique d'échanges commerciaux préoccupant
Résultats	1.Ouvrir des pistes rurales pour desservir à l'intérieur et à l'extérieur :	- Radiers posés, réhabilités - Pistes réfectionnées en latérites	Observation sur le site Enquêtes auprès des exploitants	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	2.Faciliter la pratique des routes dans la commune en saison de pluie d'ici 2019	- Nouvelles voies créées et praticables en toutes saisons	Observation directe	Politique d'échanges commerciaux préoccupant
Activités		Moyens	Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain Matériel financier		

	8.1 : Aménagement des tronçons de routes :	x	x	x		
	- HILE-ALIFA - MADA : 15 km	x	x	x	78 000 000	
	- HILE-ALIFA - TCHIKA: 23 km				102 000 000	
	- HILE-ALIFA - BARGARAM: 14 km	x	x	x	75 000 000	
		x	x	x		
	8.2 : Création de 05 comités d'entretien des pistes rurales.				34 000 000	
	8.3 : Réhabilitation de 05 radiers et pose de 17 nouveaux radiers.	x	x	x		
					103 000 000	
	8.4 : Construction d'un pont sur le fleuve Serbowol à Bargaram.	x	x	x		
					280 000 000	
8.5 : Création d'une gare routière à HILE-ALIFA I.	x	x	x			
8.6 : Création de 05 associations de moto-taximen locaux dotées.				24 000 000		
8.7 : Acquisition de 02 pirogues motorisées pour la flotte marchande.	x	x	x			
	x	x	x	6 000 000		
				15 000 000		
1.4. Créer et équiper 05 comités d'entretien de routes communales	x	x	x	4 000 000	//	
Total				721000000		

5.2.14. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR TRANSPORT

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la mobilité des personnes et des biens à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de gares routières créées - Etat des engins en circulation - Syndicats de transporteurs créés 	Enquêtes auprès des Délégations Départementales des Transports	Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer
Objectifs spécifiques	Organiser les acteurs impliqués dans le transport	<ul style="list-style-type: none"> - Associations des Moto – taximen - Agences de voyage créées - Groupes de transporteurs assistés 	Observation sur le site Enquêtes auprès des exploitants	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Réglementer la circulation des biens et services	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles voies créées et - Tracasseries policières et douanières réduites 	Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant
Résultats	Organiser les acteurs impliqués dans le transport	<ul style="list-style-type: none"> - Associations des Moto – taximen - Agences de voyage créées 	Observation sur le site Enquêtes auprès des exploitants	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance

		- Groupes de transporteurs assistés					
	Réglementer la circulation des biens et services	- Nouvelles voies créées et - Tracasseries policières et douanières réduites			Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier			
		Créer et équiper une agence de voyage au marché de HILE ALIFA gare routière	x	x	x	145 000 000	//
		. Aménager la voirie urbaine	x	x	x	60 000 000	//
		Créer 01 association de moto-taximen communales HILE ALIFA et les doter en 12 motos	x	x	x	28 000 000	//
		Créer une cellule d'enquête sur les agents du contrôle routier	x	x	x	4 000 000	//
Total					237 000 000		

5.2.15. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, SOCIALES ET ARTISANALES

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la mobilité des personnes et des biens à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de gares routières créées - Etat des engins en circulation - Syndicats de transporteurs créés 	Enquêtes auprès des Délégations Départementales des Transports	Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer
Objectifs spécifiques	Organiser les acteurs impliqués dans le transport	<ul style="list-style-type: none"> - Associations des Moto – taximen - Agences de voyage créées - Groupes de transporteurs assistés 	Observation sur le site Enquêtes auprès des exploitants	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Réglementer la circulation des biens et services	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles voies créées et - Tracasseries policières et douanières réduites 	Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant
Résultats	Organiser les acteurs impliqués dans le transport	<ul style="list-style-type: none"> - Associations des Moto – taximen - Agences de voyage créées - Groupes de transporteurs assistés 	Observation sur le site Enquêtes auprès des exploitants	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance

	Réglementer la circulation des biens et services	- Nouvelles voies créées et - Tracasseries policières et douanières réduites			Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier			
		Créer un centre de formation professionnelle et aux métiers				145 000 000	//
		Faire acquérir un groupe électrogène à usage commun pour boutiquiers, soudeurs, call-boxeurs, restaurateurs implantés au marché de HILE ALIFA				20 000 000	//
		Créer une unité artisanale de valorisation des produits issus de l'argile à HILE ALIFA (poterie)	x	x	x	18 000 000	//
		Imposer une mesure d'hygiène et salubrité dans les débits de boisson traditionnelle au marché de HILE ALIFA	x	x	x	1 200 200	
		Doter 10 restaurateurs de 03 réfrigérateurs/congérateurs	x	x	x	1 200 000	
		Créer une unité de production des articles artisanaux issus du rônier	x	x	x	16 000 000	

	Construire 15 fours modernes de cuisson des briques pour 20 groupes de jeunes producteurs	x	x	x	15 000 000	
	Créer un comité de contrôle sanitaire des aliments et denrées alimentaires sur le marché de HILE ALIFA	x	x	x	2 500 000	
	Doter les bouchers d'un congélateur, 10 blouses, 05 étables	x	x	x	3 200 000	
	Doter l'association des jeunes mécaniciens d'un équipement de dépannage moto et auto	x	x	x	2 000 000	//
Total					244 200 000	

5.2.16. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR TOURISME

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Mettre en valeur et vulgariser les potentialités éco-touristiques du Lac Tchad	-Infrastructures marchandes implantées -Sites récréatifs aménagés - Espaces d'échanges commerciales créés	Observation du site Enquêtes auprès des Délégations du Tourisme	Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer
Objectifs spécifiques	Construire des infrastructures d'accueil et marchandes sur l'espace balnéaire du Lac	- Logements disponibles Marché créé et fonctionnel	Observation sur le site Enquêtes auprès des visiteurs	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Aménager les sites existants à valeurs touristiques	- Nouvelles voies créées et - Tracasseries policières et douanières réduites	Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant
	Inventorier les éléments biophysiques à potentiels touristiques du lac	- Bases de données constituées sur la richesse touristique du lac existent	Rapports d'experts consultants	Le tourisme doit constituer un souci majeur de politique du département ministériel en charge
Résultats	Environs 7 infrastructures d'accueil	- Logements disponibles	Observation sur le site	Il faut s'assurer d'un

	et marchandes construites sur l'espace balnéaire du Lac d'ici 2019	Marché créé et fonctionnel	Enquêtes auprès des visiteurs	partenaire fiable pour livraison et sous-traitance			
	Les objets et sites existants à valeurs touristiques inventoriés et constitués en base de données	- Musée éco-touristique bondé des objets culturels et échantillons de recherches scientifiques	Visite du musée et ses rayons	Politique d'échanges commerciaux préoccupant			
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier			
		Créer un mini port dans l'espace balnéaire du lac TCHAD	x	x	x	75 000 000	//
		Construire un campement touristique assorti d'un restaurant	x	x	x	75 000 000	
		Construire un musée éco-culturel au bord du Lac	x	x	x	36 000 000	
		Aménager un espace nautique de sports traditionnels	x	x	x	11 200 200	
		Aménager une mini plage pelouse	x	x	x	46 000000	
		Aménager une réserve d'hippopotames pour les visiteurs	x	x	x	15 000 000	
Total					249 200 000		

5.2.17. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un habitat décent et sécurisé dans l'espace communal	-quincailleries implantées -Techniques de construction adaptées et modernisées	Observation panoramique des villages	Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer
Objectifs spécifiques	Rapprocher les matériaux de construction modernes des populations	- quincailleries implantées	Observation sur le site Enquêtes auprès des visiteurs	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Sensibiliser et prendre des mesures sur les exigences réglementaires de construction	- Nouvelles voies créées et - Tracasseries policières et douanières réduites	Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant
	Sécuriser les habitats et les protéger des inondations récurrentes	Diguettes ou canaux construits et/ou aménagés	Observation de la zone en période de pluie	Lutte contre les catastrophes naturelles fait partie du plan d'action communal
Résultats	Les matériaux de construction modernes des populations plus proches des demandeurs et au prix abordable	- quincailleries implantées	Observation sur le site Enquêtes auprès des demandeurs	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Des mesures prises sur les exigences réglementaires de construction et populations sensibilisées	Les zones des bas-fonds sont dégagées	Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant

	Les habitats sécurisés et protégés des inondations récurrentes	Diguettes ou canaux construits et/ou aménagés			Observation de la zone en période de pluie	Lutte contre les catastrophes naturelles fait partie du plan d'action communal
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	16.1 : Création de 03 quincailleries dans la commune.	x	x	x	11 000 000	
	16.2 : Création de 02 dépôts de ciment à HILE-ALIFA et à TCHIKA.	x	x	x	9 000 000	-
	16.3 : Construction de 05 fourres de cuisson de briques pour 05 groupements de jeunes.	x	x	x	2 500 000	
	16.4 : Création de 06 bosquets de forêt à bois d'usage multiple sur 90 hectares chacun.	x	x	x	10 000 000	
	16.5 : Organisation de 06 causeries annuelles sur le feu de brousse détruisant la paille.	x	x	x	6 000 000	
	16.6 : Construction de 123 daguettes en aval des villages exposés aux risques d'inondations.	x	x	x	1 800 000	
					28 500 000	
Total					68 800 000	

5.2.18. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un habitat décent et sécurisé dans l'espace communal	-quincailleries implantées -Techniques de construction adaptées et modernisées	Observation panoramique des villages	Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer
Objectifs spécifiques	Rapprocher les matériaux de construction modernes des populations	- quincailleries implantées	Observation sur le site Enquêtes auprès des visiteurs	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Sensibiliser et prendre des mesures sur les exigences réglementaires de construction	- Nouvelles voies créées et - Tracasseries policières et douanières réduites	Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant
	Sécuriser les habitats et les protéger des inondations récurrentes	Diguettes ou canaux construits et/ou aménagés	Observation de la zone en période de pluie	Lutte contre les catastrophes naturelles fait partie du plan d'action communal
Résultats	Les matériaux de construction modernes des populations plus proches des demandeurs et au prix abordable	- quincailleries implantées	Observation sur le site Enquêtes auprès des demandeurs	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable pour livraison et sous-traitance
	Des mesures prises sur les exigences réglementaires de construction et populations	Les zones des bas-fonds sont dégagées	Enquête auprès des transporteurs victimes	Politique d'échanges commerciaux préoccupant

	sensibilisées					
	Les habitats sécurisés et protégés des inondations récurrentes	Diguettes ou canaux construits et/ou aménagés		Observation de la zone en période de pluie	Lutte contre les catastrophes naturelles fait partie du plan d'action communal	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Lotir la ville par un plan d'urbanisation durable et normalisé	x	x	x	128 000 000	//
	Implanter un service des affaires foncières dans la commune	x	x	x	40 000 000	//
	Lever la pesanteur culturelle encore favorable au titre foncier non certifié	x	x	x	600 000	/ :
	Etablir un plan cadastral d'exploitation et d'occupation de terres dans l'espace communal	x	x	x	46 000 000	//
	Charger une équipe mobile du cadastre pour lutter contre la lenteur administrative dans la procédure d'obtention d'un titre foncier	x	x	x	11 200 200	//
Total	225 200 000					

5.2.19. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR COMMUNICATION

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une source d'informations fiable	-Population informée	Observation panoramique des villages	Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer
Objectifs spécifiques	Construire un télé centre polyvalent à HILE ALIFA	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site Qualité de l'information améliorée	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable
	Aménager un espace d'informations livresques	Bibliothèques créées et équipées	Enquête auprès des abonnés Visite de la bibliothèque	La globalisation de l'information
	Faciliter l'accès au plus grand à la téléphonie mobile	Réseau MTN et Orange accessible dans l'ensemble de l'espace communal	Enquêtes auprès des usagers	La modernisation de l'information fait partie du plan de l'élite locale
Résultats	un télé centre polyvalent Construit à HILE ALIFA	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site Qualité de l'information améliorée	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable
	Un espace d'informations livresques aménagé dans la commune	Bibliothèques créées et équipées	Enquête auprès des abonnés Visite de la bibliothèque	La globalisation de l'information

	Le plus grand nombre de la population a accès facile à la téléphonie mobile	Réseau MTN et Orange accessible dans l'ensemble de l'espace communal			Enquêtes auprès des usagers	La modernisation de l'information fait partie du plan de l'élite locale
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	9.1 : Création d'un télé-centre à HILE-ALIFA.	x		x	38 000 000	//
	9.2 : Création d'une radiocommunication à Tchika.	x	x	x	18 000 000	
	9.3 : Réhabilitation du groupe électrogène existant et mise en marche pour l'électrification de HILE-ALIFA I et II.	x	x	x	16 000 000	
	9.4 : Extension du réseau de la fibre optique installée dans la commune.	x		x	300 000	
	10.1 : Création d'une annexe postale de messagerie et colis.	x	x	x	4 200 000	//
	10.2 : Création de 03 cybercafés à BARGARAM, TCHIKA et HILE-ALIFA.	x	x	x	4 400 000	
Total	42 900 000					

5.2.20. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATION

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une source de messagerie moderne et fiable à 70% de la population de la commune	-Population informée -services postaux rénovés et rapprochés de la population	Observation panoramique des villages	Toutes les parties prenantes doivent s'impliquer
Objectifs spécifiques	Construire un télé centre polyvalent à Hile Alifa	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site Qualité de l'information améliorée	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable
	Aménager un espace d'informations livresques	Bibliothèques créées et équipées	Enquête auprès des abonnés Visite de la bibliothèque	La globalisation de l'information
	Faciliter l'accès au plus grand à la téléphonie mobile	Réseau MTN et Orange accessible dans l'ensemble de l'espace communal	Enquêtes auprès des usagers	La modernisation de l'information fait partie du plan de l'élite locale
Résultats	un télé centre polyvalent Construit à Djondong	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site Qualité de l'information améliorée	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable
	Un espace d'informations livresques aménagé dans la commune	Bibliothèques créées et équipées	Enquête auprès des abonnés Visite de la bibliothèque	La globalisation de l'information

	Le plus grand nombre de la population a accès facile à la téléphonie mobile	Réseau MTN et Orange accessible dans l'ensemble de l'espace communal	Enquêtes auprès des usagers	La modernisation de l'information fait partie du plan de l'élite locale		
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	13.1. Ouverture d'un service de CAMPOST à HILE ALIFA	x	x	x	28 000 000	//
	13.2. Création d'un centre cybernétique à HILE ALIFA	x	x	x	12 000 000	//
	Créer un KIOSQUE à journaux de presse à HILE ALIFA	x	x	x	800 000	//
	Demander l'implantation des antennes MTN et Orange à HILE ALIFA	x	x	x	600 000	/ :
	12.5 Demander l'extension du réseau CRTV dans la commune	x	x	x	43 000 000	//
Total	84 400 000					

5.2.21. CADRE LOGIQUES DE LA JEUNESSE

	Logique d'intervention	Indicateur vérifiable	objectivement	Source de vérification	Hypothèse de réalisation	
Objectif global	Favoriser l'épanouissement socioéconomique de la jeunesse locale	-Structures d'encadrement implanté		Observation directe des structures mises en place		
Objectifs spécifiques	Construire un centre d'animation polyvalent à Hile ALIFA	Centre créé, construit et pluri fonctionnel		Observation sur le site	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable	
	Améliorer les capacités financières des jeunes de la commune	Emplois offerts aux jeunes		Rapports de la DDJ	La lutte contre les délinquances juvéniles est réellement engagée	
	Faire respecter les droits fondamentaux de la jeunesse	Choix libéral du conjoint Jeunes de la rue réinsérés socialement		Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique	
Résultats	Centre d'animation polyvalent créé à Hile Alifa	Centre créé, construit et pluri fonctionnel		Observation sur le site	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable	
	Capacités financières des jeunes de la commune améliorées	Emplois offerts aux jeunes		Rapports de la DDJ	La lutte contre les délinquances juvéniles est réellement engagée	
	Les droits fondamentaux de la jeunesse sont respectés	Choix libéral du conjoint Jeunes de la rue réinsérés socialement		Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Huma ins	Materiels	Financiers		
	Créer un centre d'animation pour les jeunes de la commune	x	x	x	28 000 000	//
	Demander l'octroi de crédit pour 11 microprojets de jeunes au PAJERU	x	x	x	12 000 000	//
	Organiser des stages de vacances rémunérés pour 60 jeunes annuellement	x	x	x	800 000	//

	Décréter l'interdiction formelle du mariage précoce et forcé chez la jeune fille	x	x	x	600 000	/ :
Total		84 400 000				

5.2.22. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

	Logique d'intervention	Indicateur objectifment vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Favoriser l'épanouissement socioéconomique des couches vulnérables d'ici 2016	-Structures d'encadrement implanté -Assistance apportée aux personnes vulnérables	Observation directe des structures mises en place	Les services des affaires sociales devraient être rapprochés
Objectifs spécifiques	Mettre en place des structures d'assistance technique et financière aux personnes vulnérables	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif
	Organiser et structurer les couches vulnérables	- Associations créées - toutes les catégories des handicaps sont connues et répertoriées	Rapports de la DAS	L'aide doit être organisée de manière à éviter le détournement des fonds accordés
	Faciliter l'accès des couches vulnérables aux activités génératrices de revenus adaptées à leur condition	Métiers pratiqués par les personnes vulnérables	Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique
Résultats	Des structures d'assistance technique et financière aux personnes vulnérables mises en place et fonctionnent	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif
	Les couches vulnérables organisées et structurées	- Associations créées - toutes les catégories des handicaps sont connues et répertoriées	Rapports de la DAS	L'aide doit être organisée de manière à éviter le détournement des fonds accordés

	Les couches vulnérables ont accès facile aux activités génératrices de revenus adaptées à leur condition	Métiers pratiqués par les personnes vulnérables	Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique		
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		H	M	F		
	Créer un centre d'apprentissage spécial pour sourds et aveugles	X	x	x	28 000 000	//
	Créer un centre d'accueil pour handicapés graves	X	x	x	12 000 000	//
	Assurer une prise en charge scolaire et sanitaire de 25 orphelins mineurs	x	x	x	12 500 000	//
	Créer 05 Associations des personnes vulnérables (Non-voyants, Non-Intendants, Handicapés moteurs, Veuves, Orphelins)	X	x	x	5 000 000	//
	Inventorier les talents des personnes vulnérables et leur offrir une formation pour la vulgarisation	x	x	x	21 600 000	//-
Total		79 100 000				

5.2.23. SECTEUR DE LA CULTURE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Réduire la dépravation des valeurs culturelles	- Manifestation de culture organisée régulièrement - Centre de promotion culturelle créée			Enquêtes auprès de deux catégories (jeunes et adultes)	L'élite, les chefs traditionnels s'impliquent pour la mise en valeur du potentiel culturel local
Objectifs spécifiques	Créer un centre d'animation culturelle	Centre créé, construit et pluri fonctionnel Objets culturels exhibés			Observation sur le site	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable
	Promouvoir et vulgariser la pratique des activités traditionnelles	- pratique des initiations et rites culturels réinstaurés			Observation des manifestations	L'identité culturelle constitue les fondements réels du développement
	Créer une plate forme d'échanges dialectiques entre les générations	-causeries organisées sur des thèmes culturels			Enquêtes auprès des usagers	La modernisation de l'information fait partie du plan de l'élite locale
Résultats	Un centre d'animation culturelle créé et opérationnel	Centre créé, construit et pluri fonctionnel Objets culturels exhibés			Observation sur le site	Il faut s'assurer d'un partenaire fiable
	La pratique des activités traditionnelles promue et vulgarisée	- pratique des initiations et rites culturels réinstaurés			Observation des manifestations	L'identité culturelle constitue les fondements réels du développement
	Une plate forme d'échanges dialectiques entre les générations est créée et constitue un espace d'apprentissage et transmission des valeurs ancestrales	-causeries organisées sur des thèmes culturels -			Enquêtes auprès des usagers	La modernisation de l'information fait partie du plan de l'élite locale
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Créer et construire un Musée culturel à Hile Alifa	Humains	Materiels	Finaniers	28 000 000	//
	Inventorier tous les objets à	x	x	x	12 000 000	//

	valeur culturelle et les disposer dans le musée					
	Régulariser, moderniser, financer et vulgariser la pratique des danses traditionnelles	x	x	x	45 800 000	//
	Organiser des concours primés sur la pratique du dialecte et les noms, les devinettes	x	x	x	4 600 000	/ :
	Créer un comité de sensibilisation sur la pratique de la langue maternelle en famille	x	x	x	43 000 000	//
Total					143 400 000	

5.2.24. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer le statut socioéconomique de la femme locale	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre des femmes exercent une activité libérale • Excision bannie • Mariage précoce bannie • Egalité promue entre homme et femme • Scolarisation de la jeune fille effective et obligatoire 	Enquête auprès des ménages et des affaires sociales	Implication de la femme pour sa propre autopromotion
Objectifs spécifiques	Mettre en place des structures d'assistance technique et financière aux personnes vulnérables	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif
	Organiser et structurer les couches vulnérables	- Associations créées - toutes les catégories des handicaps sont connues et répertoriées	Rapports de la DAS	L'aide doit être organisée de manière à éviter le détournement des fonds accordés
	Faciliter l'accès des couches vulnérables aux activités génératrices de revenus adaptées à leur condition	Métiers pratiqués par les personnes vulnérables	Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique
Résultats	Des structures d'assistance technique et financière aux personnes vulnérables mises en place et fonctionnent	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif
	Les couches vulnérables organisées et structurées	- Associations créées - toutes les catégories des handicaps sont connues et répertoriées	Rapports de la DAS	L'aide doit être organisée de manière à éviter le détournement des fonds accordés
	Les couches vulnérables ont accès facile aux activités génératrices de revenus adaptées à leur condition	Métiers pratiqués par les personnes vulnérables	Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Créer et financer 33 GICs de femmes et redynamisation de 15 GICs existants.	x	x	x	55 000 000	//
	Créer et construire un centre de formation aux petits métiers pour la femme rurale	x	x	x	43 000 000	//
	Créer un club de femmes contre l'excision sexuelle, le mariage forcé et précoce, la violence faite aux veuves et aux filles victimes de grossesse involontaire.	x	x	x	600 000	//
	Offrir une formation en renforcements des capacités à 10 groupements de femmes : - 02 groupes de femmes vendeuses de poissons - 02 groupes de femmes fabricantes des jus naturels et yaourts - 02 groupes de femmes commerçantes des denrées de spéculations (niébè) - 02 groupes de femmes productrices du riz.	x	x	x	2 400 000	//
Total					101 000 000	

5.2.25. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUES ET DE L'INNOVATION

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Rechercher, promouvoir et vulgariser à 50% les variétés de semences et races animales améliorées dans l'espace communal	-rendements relevé à l'hectare - animaux à grande valeur marchande - cultures résistantes aux insectes, sécheresse	Observation en champs Indice du développement local	Une forte sensibilisation devrait être faite avant cette promotion
Objectifs spécifiques	Promouvoir un élevage à production excédentaire par des races améliorées	- Animaux à grande charge pondérale et prolifiques sont introduites	Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif
	Rechercher une autosuffisance alimentaire par introduction des variétés de semences améliorées à hauts rendements	cultures résistantes aux insectes, sécheresse	Rapports de la DDADER et Promoteurs des semences	Suivi adéquat nécessaire les premières années d'essai
Résultats	Un élevage à production excédentaire par des races améliorées est promu et vulgarisé	- Animaux à grande charge pondérale et prolifiques sont introduites	Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif
	Une autosuffisance alimentaire retrouvée par introduction des variétés de semences améliorées à hauts rendements	cultures résistantes aux insectes, sécheresse	Rapports de la DDADER et Promoteurs des semences	Suivi adéquat nécessaire les premières années d'essai
Activités		Moyens	Coût	Conditions préalables de réalisation

		Humain	Matériel	financier		
	Introduire pour test 10 couples de la race bovine Goutalii et Akou	x	x	x	2 000 000	
	Réintroduire une autre race porcine plus résistante, à charge pondérale prolifique dans la commune (100 couples)	x	x	x	5 000 000	
	Créer une ferme d'une capacité de production bimensuelle de 2000 poulets de chair, 1000pondeuses et 3000 oies	x	x	x	23 000 000	
	Offrir pour promotion 2000kg de semences céréalières à cycle court et plus productives	x	x	x	2 000 000	
	Créer 05 étangs piscicoles à alevins pour essai de vulgarisation	x	x	x	5 400 000	
Total					37 400 000	

5.2.26. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR FORETS ET FAUNE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la gestion, l'exploitation et la rentabilité des ressources végétales et fauniques locales	Faune et flore préservées et de bosquets de forêts à usages multiples créés, forêts communautaires et communales attribuées			Visites de sites et enquêtes auprès de sectoriels	Les indicateurs sont à moyen ou long termes et demandent l'investissement
Objectifs spécifiques	Mettre en place des structures d'assistance technique et financière aux personnes vulnérables	Centre créé, construit et pluri fonctionnel			Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif
	Organiser et structurer les couches vulnérables	- Associations créées - toutes les catégories des handicaps sont connues et répertoriées			Rapports de la DAS	L'aide doit être organisée de manière à éviter le détournement des fonds accordés
	Faciliter l'accès des couches vulnérables aux activités génératrices de revenus adaptées à leur condition	Métiers pratiqués par les personnes vulnérables			Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique
Résultats	Des structures d'assistance technique et financière aux personnes vulnérables mises en place et fonctionnent	Centre créé, construit et pluri fonctionnel			Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif
	Les couches vulnérables organisées et structurées	- Associations créées - toutes les catégories des handicaps sont connues et répertoriées			Rapports de la DAS	L'aide doit être organisée de manière à éviter le détournement des fonds accordés
	Les couches vulnérables ont accès facile aux activités génératrices de revenus adaptées à leur condition	Métiers pratiqués par les personnes vulnérables			Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Créer 10 pépinières communautaires pour restaurer les espaces dénudés	x	x	x	43 000 000	//

	Décréter et faire respecter une décision préfectorale interdisant la capture ou chasse de toute espèce animale	x	x	x	2 400 000	/:
	Aménager une réserve d'hippopotames pour conserver l'espèce	x	x	x	17 800 000	
	Formuler une demande d'attribution des forêts communaux et communautaires	x	x	x	12 000 000	//
	Créer 05 bosquets de forêts municipaux à usages multiples	x	x	x	20 000 000	//
	Produire et vulgariser 7500 foyers améliorés pour l'économie du bois d'énergie	x	x	x	14 500 000	
Total					159 000 000	

5.2.27. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Assurer une gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles	-superficiers reboisés -hectares des bosquets de forêts créés -nombre des pépinières implantées	-rapports MINEPN, MINFOF, Commune	La politique environnementale de la Commune est appuyée par les sectoriels
Objectifs spécifiques	Améliorer la gestion des ressources naturelles (Flore, sols)	- Hectares de superficies reboisées - Hectares de forêts préservées	Données du MINEP	Les sectoriels s'impliquent et prennent des mesures efficaces
	Lutter contre la baisse du niveau des eaux du Lac Tchad	Profondeur du lac conservée Vitesse d'ensablement réduite	- Enquêtes auprès DDMINEE, de l'organisme SANA-Logone (ACRA) - Services MINEPIA	La Commune devrait être appuyée par la CBLT
	Promouvoir une exploitation durable des ressources halieutiques du Lac Tchad	-Réapparition des espèces rares ou menacées - Essai d'introduction de nouvelles espèces de poissons	Enquêtes auprès de l'organisme SANA-Logone (ACRA) et la CBLT	La baisse de la richesse en ressources cynégétiques doit être un défi
	Freiner les effets des inondations récurrentes dans les localités de basses altitudes	Aménagements (diguettes, canaux d'évacuation, radiers) sont faits	Rapports des MINTP, MINDUH, ESA et Commune	Soutien effectif des sectoriels et organismes d'appuis
Résultats	Les ressources naturelles (Flore, sols) sont durablement bien gérées	- Hectares de superficies reboisées - Hectares de forêts préservées	Données du MINEP	Les sectoriels s'impliquent et prennent des mesures efficaces
	Une lutte est engagée pour freiner la baisse du niveau des eaux du Lac Tchad	Profondeur du lac conservée Vitesse d'ensablement réduite	- Enquêtes auprès DDMINEE, de l'organisme SANA-Logone (ACRA) - Services MINEPIA	La Commune devrait être appuyée par la CBLT
	Les ressources halieutiques du Lac Tchad sont exploitées de manière durable	-Réapparition des espèces rares ou menacées - Essai d'introduction de nouvelles espèces de	Enquêtes auprès de l'organisme SANA-Logone (ACRA)	La baisse de la richesse en ressources cynégétiques doit être un défi

		poissons				
	Les effets des inondations récurrentes freinés dans les localités de basses altitudes	Aménagements (diguettes, canaux d'évacuation, radiers) sont faits			Rapports des MINTP, MINDUH, ESA et Commune	Soutien effectif des sectoriels et organismes d'appuis
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Huma in	Matériel	financier		
	Créer 3.000 bandes antiérosives dans les zones sensibles et en champs paysans	x	x	x	150 000 000	//
	Organiser 10 causeries annuelles avec toutes les couches populaires sur les méfaits de feux de brousse, la coupe abusive de bois et les pratiques culturelles inadéquates	x	x	x	3 000 000	//
	Eviter le reboisement à l'aide de plantes à grands besoins hydriques telles les <i>Eucalyptus camaldensis</i> , <i>Sapinus spp</i> , <i>Ipomea prescapes</i>	x	x	x	2 400 000	/ :
	Interdire les activités culturelles plus rapprochées des berges du lac par 02 comités de contrôle créés	x	x	x	17 800 000	
	Organiser la destruction systématique de l'herbe <i>Ipomea prescape</i> qui envahit le Lac	x	x	x	12 000 000	//
	Promouvoir et vulgariser 7 000 foyers améliorés dans tout l'espace communal	x	x	x	21 000 000	//
	Organiser 06 causeries annuelles sur la pollution pouvant être occasionnée par les engrais chimiques et les autres pesticides agricoles	x	x	x	3 000 000	/
	Créer 04 bosquets de forêts communaux et communautaires sur 100 hectares à l'aide des plants à usages multiples dans l'espace urbain	x	x	x	32 000 000	//

	pour alimenter la population					
	Formuler une plaidoirie sous régionale pour freiner la baisse du niveau d'eau du lac favorisée par des déviations incontrôlées de ses branches	x	x	x	1 200 000	//
	Reboiser les berges du lac et de ses affluents sur 120 km avec 4 bandes des 100 000 plants de <i>Khaya senegalensis</i> , <i>Ficus thonningii</i> , <i>Manguifera indica</i> etc.	x	x	x	15 700 000	//
	Créer et financer 10 comités d'assainissement des espaces publics et points d'eau	x	x	x	8 500 000	
	Aménager 48 diguettes autour des habitations en basse altitude pour réduire les risques d'inondations	x	x	x	23 000 000	//
Total					334 500 000	

5.2.28. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un cadre de vie administratif, judiciaire, socioprofessionnel assez satisfaisant	Ratio des personnes possédant un emploi avec salaire décent et régulier Nombre d'organisations syndicales créées	-rapports des centres d'état civil, du PASOC	Souci d'une démocratie réelle un défi pour le Cameroun
Objectifs spécifiques	Combattre l'insécurité et la précarité ambiante dans les emplois informels offerts aux jeunes	Nombre de licenciements abusif par an Nombre d'arriérés en 12 mois	Enquêtes des employés Délégations de MINEFOP et Travail et Sécurité Sociale	Signature de contrat devrait être exigible
	Améliorer le statut socioéconomique des couches vulnérables	Égalité de genre effective Taux de personnes vulnérables ayant un emploi Nombre de femmes ayant accès aux activités libérales	Enquêtes DDPROF	Une prise de conscience générale sur le respect du genre
	Promouvoir les Associations syndicales pour la structuration de la société civile	Nombre de syndicats créés Niveau d'organisation de la société	Enquêtes auprès du PASOC Corps de la Paix	Implication du PASOC et de la société civile
	Renforcer les capacités productives des activités des corps de métier	Secteurs socioéconomiques prospèrent dans les centres urbains (boutiques, PMESA) - GICs, Unions des GICs et Fédérations sont créés et actifs - Centres de formation créés et fonctionnels - nombre des professionnels en activités en hausse	Enquêtes auprès du secteur informel et PMESAR, MINJEUN, MINADER, MINEPIA, MINEFP	Renforcements des capacités et la mise en valeur des potentiels locaux
	Améliorer le cadre de vie socioéconomique des personnes vulnérables	90% de cette couche sont pris en charge et exercent un métier adaptés à leurs capacités	Enquêtes aux affaires sociales, D.des PMESAR, D. du Fonds N.E.	Dons parfois détournés

Résultats	Des structures d'assistance technique et financière aux personnes vulnérables mises en place et fonctionnent	Centre créé, construit et pluri fonctionnel	Observation sur le site	Les bonnes volontés (ONG) et l'Etat s'accordent pour atteindre l'objectif		
	Les couches vulnérables organisées et structurées	- Associations créées - toutes les catégories des handicaps sont connues et répertoriées	Rapports de la DAS	L'aide doit être organisée de manière à éviter le détournement des fonds accordés		
	Les couches vulnérables ont accès facile aux activités génératrices de revenus adaptées à leur condition	Métiers pratiqués par les personnes vulnérables	Enquêtes à la DDAS	Le ministère des affaires sociales s'implique		
Activités		Moyens		Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier		
	Création d'un centre d'assistance social.	x	x	x	85 000 000	//
	Instauration d'un système de prise en charge gratuite sur les plans sanitaires et scolaires (100).	x	x	x	26 000 000	//
	Création d'une association des veuves et personnes de 3 ^{ème} âge ou monoparentales	x	x	x	1 800 000	
	Dotation des handicapés moteurs de 15 roulettes	x	x	x	150 000 000	
	Octroi de 14 bourses scolaires aux orphelins mineurs	x	x	x	43 000 000	//
	Création de 13 comités locaux de lutte contre le SIDA.	x	x	x	2 400 000	/ :
	Implantation d'une cellule de dépistage gratuit au	x	x	x	2 800 000	

	marché de poisson de Hile Alifa					
	Organisation de 36 causeries annuelles sur le VIH/SIDA dans toutes les zones à risque.	x	x	x	4 000 000	
	Création de 02 points de distribution des antirétroviraux dans la commune.	x	x	x	8 800 000	
	Affiche de 36 panneaux publicitaires de sensibilisation sur le VIH/SIDA.	x	x	x	3 500 000	
	Création d'un syndicat des bergers employés	x	x	x	1 300 000	
	Mise en place d'un comité de gestion de litiges opposant employés et employeurs	x	x	x	400 500	
	.Création d'un comité de signature obligatoire de contrat pour tout emploi excédant 3 mois	x	x	x	200 000	
Total					237 200 000	

5.3- cout estimatif (Budget) du PCD

Tableau n° 22 : Cout estimatif (Budget) du PCD

Désignation	Coût estimatif (FCFA)	Source de financements
Institution communale	15 700 000	-Budget Communal -Autres partenaires -Ressources transférées
Secteur Administration Territoriale Décentralisation	11 100 000	
Secteur Affaires sociales	55 000 000	
Secteur Agriculture et Développement Rural	157 150 000	*
Secteur Commerce	441 500 000	*
Secteur Culture	487 000 000	
Secteur Domaine et Affaires Foncières	61 300 000	
Secteur Développement Urbain et Habitat	1 118 000 000	
Secteur Eau et Energie	2 035 000 000	
Secteur Education de Base	714 200 000	*
Secteur Elevage pêche et Industrie Animale	93 300 000	*
Secteur Emploi et Formation Professionnelle	319 400 000	
Secteur Enseignement Secondaire	74 050 000	*
Secteur Enseignement Supérieur	214 000 000	*
Secteur Environnement et Protection de la Nature	252 000 000	
Secteur Forêt et Faune	723 000 000	
Secteur Jeunesse	20 400 000	
Secteur Industrie Mine et Développement	70 500 000	

Technologique		
Secteur PMEESA	134 500 000	
Secteur Poste et Télécommunication	300 000 000	
Secteur Promotion de la Femme et de la Famille	70 000 000	
Secteur Recherche Scientifique et Innovations	70 000 000	
Secteur Santé	652 000 000	
Secteur Sport et Education Physique	721 000 000	
Secteur Tourisme	65 000 000	
Secteur Transport	125 100 000	
Secteur Travail et Sécurité sociale	20 000 000	
Secteur Travaux Publics	3 879 000 000	
Plan de gestion environnementale et sociale	135 071 000 FCFA	
Total	12 547 271 000	

Arrêté le présent budget du PCD à : ***douze milliards cinq cent quarante sept millions deux cent soixante onze mille FCFA***

5.4. DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE

La population de la commune de HILE ALIFA dans son ensemble pratique une économie de subsistance basée essentiellement sur la quête permanente et quotidienne de la satisfaction des besoins physiologiques (se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner et se former) et à l'accès aux services de bases. L'économie locale dans la commune peut se résumer dans trois secteurs à savoir le secteur primaire, secondaire et tertiaire.

Secteur primaire

Il est dominé par :

- La pratique des activités agricoles dans l'ensemble de l'espace communal,
- La pratique du petit élevage domestique et de l'élevage du gros bétail dans les zones de pâturage. Le secteur est promettant malgré son caractère encore traditionnel. L'exploitation pastorale se pratique sans valeur ajoutée.
- La pratique de la pêche dans une branche du lac Tchad attribuée à la commune de Hile-Alifa. C'est l'activité qui emploie toutes les catégories de personnes car, pouvant s'associer à l'élevage, l'agriculture. Elle est assez rentable malgré le matériel archaïque de pêche utilisé.
- Les activités d'exploitation forestière restent la coupe de bois de chauffe dans la savane sahélienne, les herbes pour diverses activités, la coupe des Nimier pour les besoins de construction. Quelques rares fruitiers, arbres à tubercules et ceux à feuilles consommables constituent les sources essentielles des produits Forestiers non Ligneux de la Commune de Hile-Alifa.
- L'exploitation artisanale des ressources naturelles en occurrence carrière d'argile pour la production des briques et marmites traditionnelles, les pistils de *Sporopolus pyramidalis* pour la confection des (chapeaux, nattes, tamis, ballets) tandis que ceux de *Phragmités*.

La pratique de ces activités constitue pour les habitants dans la commune une source génératrice des revenus.

Le secteur primaire est constitué d'un ensemble d'activités informelles puisque basées sur les initiatives personnelles. Toutefois, il fait survivre l'économie locale puisque génère des revenus à travers la vente locale et d'exportation des produits d'agriculture, d'élevage sur l'ensemble de la région et dans d'autres métropoles du Cameroun. Les produits d'élevages s'exportent aussi vers les étrangers voisins tels le Nigeria, le Tchad et le Soudan.

Secteur secondaire

Il n'existe pas sur le territoire de la commune une activité industrielle. En revanche, on peut noter de part et d'autres des activités de référence telle la forgerie, fonderie artisanale, de soudure, poterie, transformation des feuilles de certaines arbustes et herbes (en plusieurs articles très prisés), de la menuiserie, de la couture et de la transformation avec des moulins à maïs, la fabrication du Bil-Bil ou bière locale, Arky ou alcool éthylique par les Animistes recrutés parmi les Allogènes. Ces unités de fabriques et autres ateliers de montage et de transformation représentent pour l'essentiel le tissu où naitraient un jour les activités industrielles à proprement parler si l'économie locale venait à sortir de son stade léthargique actuel.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est- comme les autres décrits ci-dessus - resté au stade archaïque. On peut citer les principales activités qui animent ce secteur dans l'espace communal de HILE ALIFA avec ; notamment la présence :

- des services (photocopies, garages de dépannage des engins à deux roues, des salons de coiffure hommes, cabines téléphoniques (Call box),
- le commerce de gros et de détails notamment à Bargaram et Tchika,
- des chantiers de constructions,
- le transport des biens et des personnes avec engins à deux roues.

Ces services contribuent de façon modeste à l'économie familiale et partant, au développement économique de la ville avec notamment la création des emplois et le paiement des impôts et taxes qui contribuent à la mise en œuvre des actions de développement sur le territoire.

Possibilité de création d'emploi et de richesse

Les différents secteurs autour desquelles peuvent se créer l'emploi et la richesse au point d'assurer le développement d'une économie locale,

Tableau 23 : secteur createur d'emploi et de richesse

Secteur *	Potentialités	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possible	Emplois probables
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> -Terres cultivables disponibles -Climat favorable à la pratique de 2 cycles de production agricole -Proximité d'une station de recherche agricole -Existence des voix d'accès -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité agricole -étendues des bas-fonds favorables à une riziculture intensive et cultures maraichères -Proximité du lac pour une irrigation agricole 	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter les rendements agricoles Promouvoir la transformation des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès à la propriété foncière -Subventionner les intrants agricoles -Renforcer les capacités des agriculteurs sur les techniques de production, de conservation et de transformation -Faciliter l'accès aux crédits -Construire les magasins de stockage -Organiser les foires agricoles (producteurs, acheteurs, fournisseurs consommateurs) -Ouvrir et entretenir les pistes de collectes dans les bassins de production agricole -Acquérir les matériels techniques agricoles plus modernes -Promouvoir la riziculture et le maraichage -Organiser et régler le système agropastoral 	<ul style="list-style-type: none"> -Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune -Développement des services divers dans les bassins de production - organisation des grands groupes d'agriculteurs -Augmentation de la demande en mains d'œuvre locale 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Besoin en main d'œuvre dans les unités de production et de transformation
Elevage Pêche et Industrie Animale	<ul style="list-style-type: none"> -Pâturage disponible -Climat favorable à la pratique 	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter les rendements en élevage 	<ul style="list-style-type: none"> -Subventionner l'élevage du gros bétail, de la volaille, la pisciculture et l'apiculture 	<ul style="list-style-type: none"> -Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Besoin en main d'œuvre

	<p>des activités d'élevage</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des éleveurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité - Présence d'un lac poissonneux - Zone de pratique par excellence de l'élevage porcin - Forte demande des produits de l'élevage par le Tchad voisin 	<p>Promouvoir la transformation des produits d'élevage</p> <p>Réorganisation et équipement des pêcheurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès aux crédits -Renforcer les capacités des éleveurs sur les techniques de production, de conservation et de transformation -Organiser les foires d'élevage - Créer des associations des pêcheurs locaux - Créer des zones de réserve de poissons pour sa conservation et sa exploitation durable 	<p>transformés</p> <ul style="list-style-type: none"> -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits d'élevage au niveau de la commune -Développement des services divers dans les zones d'élevage 	<p>dans les unités de production et de transformation</p>
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> -Existence de 8 marchés avec seulement 01 construit -Fort potentiel des consommateurs -Position stratégique de villes Hile-Alifa à la frontière Tchad-Cameroun - Circuits de d'évacuation et d'échanges commerciaux assez disponibles 	<p>Aménager les infrastructures marchandes dans la commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Construire les marchés dans les villages -Construire le marché de Betail de Hile-Alifa -Construire un grand marché sous régional à Hile-Alifa -Créer une caisse villageoise d'épargne et d'octroi de crédits aux porteurs de projets 	<ul style="list-style-type: none"> -Commerce général -Services divers -Installation des vendeurs grossistes - Activités commerciales se diversifient 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Recrutement des agents communaux -Besoin en services divers
Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> -Présence des jeunes porteurs de projets et dynamiques -Existence de plusieurs créneaux porteurs dans divers corps de métiers -Fort potentiel des 	<p>Promouvoir le développement des PME et PMI</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Créer et rendre opérationnel une plate forme d'échanges et de concertation avec les opérateurs économiques et les jeunes potentiels porteurs des projets (antiquaires) -Appuyer à l'éclosion et à la 	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'entreprises de fournitures des biens et services divers 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Offre d'emplois divers -Opportunités d'offre de

	consommateurs		compétitivité des PME/PMI dans la commune -Simplifier les procédures fiscales et administratives pour la création d'entreprise -Faciliter l'accès aux crédits		services divers
Industries, Mines et Développement Technologique	-Présence de plusieurs carrières non exploitées (sable, gravier, argile) -Besoin en produits de carrières assez important -terrain vierge par rapport au développement de l'industrie - Nombreux groupes fabricants de briques en terres cuites	Mettre en valeur le potentiel des ressources naturelles existant dans la commune	-Organiser l'exploitation et la gestion des carrières de sable, des pierres, d'argiles et de latérites -Passer du stade artisanal d'exploitation des carrières des pierres au stade moderne - Moderniser la production de briques en terres cuites - rechercher des partenaires fixes pour consommer l'offre en briques	-Achat et vente des produits des carrières -Implantation des unités impliquant une chaîne d'exploitants -Offre exigeant la quantité de produits	-Auto emploi -Main d'œuvre dans les carrières -Opportunités d'offre de services divers
Transport	-Fort potentiel des besoins en transport urbain de masse -Existence de voix d'accès pour atteindre les écoles - relief favorable à l'aménagement facile des pistes et pénétrantes	Développer le transport urbain de masse	-Créer une structure de transport des élèves -Faciliter les procédures d'obtention d'une licence de transport Créer une centrale de voyage au marché de Hile-Alifa	-Transport par car ou autobus des élèves et autres usagers -Construire la voirie urbaine	-Auto emploi -Opportunités d'emploi -Opportunités d'offres de services divers
Tourisme	-Ville reconnue comme touristique par sa position balnéaire -Existence d'un fort potentiel des sites touristiques	Mettre en valeur le potentiel touristique existant dans la commune	-Organiser les acteurs intervenants dans le secteur -Aménager et viabiliser les sites touristiques existant -Tracer les circuits	-Vente des produits de l'artisanat -Divers autres services à offrir	-Auto emploi -Opportunités d'emploi -Opportunités d'offres de

			<p>touristiques</p> <p>-Mettre en place une structure de gestion</p>		services divers
Culture	<p>-Commune à fort potentiel culturel par de nombreux sites</p> <p>-Organisation biannuelle d'une manifestation culturelle</p> <p>-Présence de plusieurs artistes de renommées traditionnelles</p>	<p>Mettre en valeur le potentiel culturel existant dans la commune</p>	<p>-Organiser les acteurs intervenants dans le secteur</p> <p>-Créer un musée culturel</p> <p>-Créer et aménager un espace culturel</p> <p>-Organiser les spectacles culturels, primés</p>	<p>-Organisation des spectacles</p> <p>-Manager des artistes</p> <p>-Production des tenues d'artistes</p>	<p>-Auto emploi</p> <p>-Opportunités d'emploi</p> <p>-Opportunités d'offres de services divers</p>
Services	<p>-Fort potentiel humain dans le centre urbain demandeurs des services</p>	<p>Développer des services au profit des élèves dans les établissements scolaires dans le centre urbain</p>	<p>-Créer les cantines scolaires</p> <p>-Créer une centrale d'achat et de vente des fournitures scolaires</p>	<p>-Fournisseurs des produits pour les cantines scolaires</p> <p>-Fournisseurs des fournitures et manuels scolaires</p>	<p>-Auto emploi</p> <p>-Opportunités d'emploi</p> <p>-Opportunités d'offres de services divers</p>

Tableau 21 : Secteur créateur d'emploi et de Richesse

5.5. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Tableau 24 : Plan d'utilisation et de gestion durable des terres dans la Commune de Hile Alifa

Ressources naturelles	Statut d'exploitation + localisation	Potentialité	Utilisation	Contrôleur	Mode de gestion	Tendance	Problèmes/ contrainte	Action à entreprendre
Forêt îlots de galeries	Massif forestier de BARGARM	Richesse faunique et floristique Potentiel touristique	Population locale guérisseurs traditionnels Artisans Éleveurs Agriculteurs Chasseur Touristes chercheurs	Service INFOF	Accès libre	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Dégradation par endroits ❖ Diminution de la richesse faunique et floristique ❖ Surexploitation pour tous les besoins en bois ❖ Installation des champs de haricots après coupes abusives du bois ❖ Montée de fronts agricoles favorisée par la proximité du fleuve serbowol offrant l'humidité permanente pour les cultures maraichères 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ coupes abusives de bois (bois d'énergie, bois de construction, plantes médicinales, installation nouveaux champs) ❖ statut non défini ❖ agriculture sur brûlis destructrice ❖ faible contrôle ❖ menace sur certaines espèces végétales et fauniques ❖ Feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ intensification du contrôle ❖ formulation d'une demande de l'érection de ce massif en forêt communale ❖ Initier une restauration par intensification du reboisement sur tout le long du fleuve serbowol

	Steppes fourragères sur le littoral du lac Tchad	Peuplement assez dense et distribuées partout	Pâturages de portée internationale (sous région d' Afrique centrale et même de l' ouest	Mairie et Service MINFOF	Accès libre et payant pour les pasteurs étrangers	Recul progressif Prétinement des troupeaux en transhumance et en pâturages	<ul style="list-style-type: none"> ❖ coupe non réglementée et clandestine ❖ Faible renouvellement ❖ Surpâturages ❖ Sécheresse récurrente asséchant précocement le fourrage ❖ Demande trop élevée en paille et autres besoins ❖ Feux de brousse incontrôlés ❖ Pratiques culturelles destructrices de la végétation après brulis ❖ Installation incontrôlée des nouveaux champs après abandon précoce des anciens estimés stérilisés 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Mise en place d'un Comité de restauration de l'équilibre dynamique ❖ Créer d'autres bosquets de forêts à usages multiples ❖ Sensibilisation sur la période de coupe
	Lac Tchad (localisé Mbourdas, Touboumgaré, tchika,	Riche en produits halieutiques Présence d'hippopota	Population riveraine Pêcheurs	service MINFOF et MINEE, MIN-EP	Accès libre mais contrôlé par endroit	baisse du niveau chaque année raréfaction tendance à l'assèchement par	<ul style="list-style-type: none"> ❖ surexploitation ❖ pêche à engins non réglementaires ❖ exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ organisation des pêcheurs et dotation en engins de pêche réglementés

Cours d'eau	Our-tandalki,)	<p>mes Valeurs éco touristique</p> <p>Vaste lit à potentiel nautique sportif</p> <p>eau d'usage commune (éleveurs, irrigation en agriculture)</p> <p>- Littoral constitué des bas fonds potentiels rizicoles</p>	<p>Marchands</p> <p>Éleveurs</p> <p>Agriculteurs</p>	<p>MINEE</p> <p>MIN-ENV</p> <p>Service MINEPIA</p>	Accès libre	ensablement progressif d'une baisse de niveau d'eau	<p>artisanale et anarchique lac</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ pêcheur en majorité étrangers (Maliens) ❖ Produits de pêches évacués vers l'étranger ❖ Assèchement de points de retenues d'eau ❖ Ensablement progressif ❖ Pratiques agricoles sur les berges entraînant l'ensablement 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Créer une zone de réserve dans le lac aux fins touristiques et pour recherche scientifique ❖ Reboisement des berges du Lac ❖ Construction des micros barrages ❖ Sensibilisation de la Population sur les effets néfastes des pesticides et autres produits chimiques introduits dans l'eau ❖ Aménagement d'un seul front d'accès du bétail à l'eau du lac pour éviter les éboulements des
-------------	-----------------	--	--	--	-------------	---	---	---

								berges ❖ Créer un marché balnéaire sous régional
Sols	Bas fonds	Assez vastes et fertiles accès facile Grand potentiel rizicole	Agriculteurs Jardiniers Exploitants d'argile horticulteurs	Autorité traditionnelle locale et commune	- Héritage - location	Dégradation dans certaines zones par créations de ravins	- Faible rendement - existence des herbes folles à croissance très rapide. - Conflits agropastoraux - érosion hydrique marquée par endroits - Surexploitation inadaptée cette bande	- construction des bandes antiérosives - Vulgarisation de la culture du riz à vaste échelle - Vulgarisation des cultures maraichères et du jardinage
	Sols bas-fonds distribués dans la majorité des villages	- potentiels rizicoles - argileux usage pour fabrication de la briques poterie - humidité convenable pour verger ou horticulture	- Population locale - riziculteurs - artisans - Éleveurs - horticulteur	Autorité traditionnelle	Héritage Location accès libre	Assèchement - inondation et destruction des cultures	- Assèchement - surexploitation - conflits entre éleveurs – riziculteurs – horticulteurs	- promotion de la fabrication de brique en argile cuites - implantation des pépinières pour les productions fruitières - Construction des biefs pour retenues

			s - jardinier					d'eaux
	-Sous-sols :gisements de pétrole, or et diamant dans la localité de Hile-Alifa)	- Exploitation - source d'emploi - source de recettes communales -autres sites potentiels en phase d'exploration	Inexploité	Collectivité Territoriale de Base	Accès libre	stable	- risques de contamination de la chaîne alimentaire (eau – animal – plantes – humain) - inexistence d'un document comme formulaire environnemental - faible connaissance de l'état actuel - eau de consommation humaine contaminée par une radiation intramagmatique(existence des minerais lourds)	- Définition des mesures d'atténuation des effets sur les populations riverains Formulation d'un plaidoyer auprès du MINRESI pour exploration
	Sites a reflets de à Hile-alifa	- Source d'emploi potentiel	- Population locale (jeunes, femmes et quelques	- MINEE - MINFOF - MIN-ENV Collectivité	Accès libre mais quelques fois boudé	Site marqué par des explorateurs après durant la période coloniale	Inexploité	Formulation d'un plaidoyer pour une exploration de ce potentiel

			hommes)	s territoriales de base				
Mares et retenues d'eau	Nombreuses mares et marigots distribués dans toutes les localités	<ul style="list-style-type: none"> - conserve l'eau pour usages multiples - sites argileux - Potentiel piscicole 	<ul style="list-style-type: none"> - exploitants de briques, abreuvement pour animaux - Pisciculteurs 	Population Autorité traditionnelle	Accès libre	-Assèchement précoce	<ul style="list-style-type: none"> - faible aménagement - exploitation anarchique des berges 	<ul style="list-style-type: none"> -Aménagement des mares pastorales et/ou piscicoles -Reboisement des berges des mares - Aménagement de points fixes pour l'accès aux mares

ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION
ET DE GESTION DURABLE DES TERRES
COMMUNE DE HILE ALFA



LEGENDE:

- : zone de pêche
- : zone de pâturage
- : Commune
- : Cours d'eau
- : Hillé Alfa
- : Bangaram
- : Tchika
- : Carrière de sable
- : fleuve
- : Route municipale
- : zone de culture
- : Marché

6. PROGRAMAMTION

6.1. Cadre des dépenses à moyen terme(CDMT) des projets prioritaires. 2011 - 2013

Tableau 25: Cadre des dépenses à moyen terme(CDMT) des projets prioritaires. 2011 – 2013

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

N°	PrOjets	Cout Unitaire	Cout Total	Source de financem ent	Lieu d'implant ation	Période de réalisation			Responsables	Partenaires	Observations
						2011	2012	2013			
	Secteur : Institution Communale										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Mettre en place une stratégie de communication et un plan marketing pour le PCD	1000000	1000000	Budget communal	Espace communal	X	X	X	Institution communale		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Rejancer la poursuite des travaux de construction de l'hôtel de ville abandonné en chantier	45 500 000	45 500 000	Budget communal	Hile ALifa		X	X	Institution communale		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Equiper les bureaux en matériels et mobiliers de bureaux	5 000 000	5 000 000	-Autres partenaires	Hile ALifa		X	X	Institution communale		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Elaborer et mettre en application un manuel de procédure de gestion des ressources de la commune	1 000 000	1 000 000								Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Secteur : Agriculture et Développement Rural										Mis en forme : Couleur de police : Rouge

	Introduire des variétés de semences améliorées à cycle court -Projet PPT-Semences	500 000	500 000	-DAADR -Institution Communale		X	X	-DAADR -Institution Communale		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
▲	Créer un marché régional de vente la production du Nièbé	41 000 000	41 000 000	Institution communale Partenaires promoteurs		X		-Institution communale		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
▲	Introduire une variété améliorée du Nièbé à cycle court, résistante et facile à conserver	7 400 000	7 400 000	-Etat Institution communale		X	X	-DDADR -DDMINEPAT -Institution Communale		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
▲	Organiser 02 causeries en début de chaque campagne agricole pour sensibiliser sur les semences et intrants de qualité sur les marchés	600 000	600 000	-Etat -PNDP		X	X	-Poste agricole -Institution Communale		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Créer 02 points d'approvisionnement en intrants agricoles	4750000	9 500 000	Budget communal		x	X	Poste agricole		Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Promouvoir et vulgariser les cultures sous-couvertes de Faidherbia albida et les autres plantes fertilisantes	11 400 000	11 400 000	Budget communal Partenaires			X	X	-Institution Communale	Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Renforcer les performances financières et techniques de 10 GICs villageois par dotation en : * 20 charrues, 10 charrettes * 10 sarclours, 20 buteuses * 08 Paires de bœufs d'attelage 02 tracteur	1 250 000	1 250 000				x	x		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	2 500 000	2 500 000							Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	3 000 000	3 000 000							Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	75 000 000	75 000 000							Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Introduire la culture du riz sur 980 hectares de bas-fonds disponibles	17 000 000	17 000 000	Budget communal			X	X	-Commune	Mis en forme : Couleur de police : Rouge Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Construire 10 magasins de stockage des denrées de spéculation	8 000 000	80 000 000	Partenaires			X	X	DDEPIA	Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Secteur : Elevage Pêche et Industrie Animale									
Créer une propharmacie vétérinaire à Bargaram	20 000 000	20 000 000	Budget communal	Bargaram		X		-Commune	Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Créer un CZCSV à HILE ALIFA	200 000	200 000	-Institution Communale - Partenaire			X	X	DDEPIA	Mis en forme : Couleur de police : Rouge

				s								
. ▲ Créer un parc vaccino-gène à Baragaram	100 000	100 000		Institution Communale	Bargaram		X	X	DDEPIA			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Demander l'affectation de 02 encadreurs vétérinaires dans l'espace communal	15 000 000	30000 000		- Partenaires			X	X	-Commune /DDEPIA			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Construire un abattoir à bargaram	30 000 000	30 000 000		Institution Communale			X		DDEPIA			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Délimiter les espaces pastoraux des terres agricoles		80 00 000		BIP			X	X	-Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Aménager 03 mares pastorales à Baragarm, hile-Alifa, Tchika et Fadja		5 000 000		- Partenaires			X	X	DDEPIA			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Construire le marché à bétail bargaram		19 000 000		BIP			X	X	-Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Délimiter 08 pistes à bétail dans la commune		12 00 0000		-BIP - Partenaires			X	X	DDEPIA			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
. Dotation des pêcheurs locaux de : 10 éperviers aux mailles réglementaires 10 pirogues en planche 01 fumoir/four moderne 02 séchoirs modernes 01 équipement de froid		3 000 000					x	x	x			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
		1 000 000										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
		3 000 000										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
		6 500 000										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
		1 700 000										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
												Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Secteur : Education de Base										
1.1 : Dotation de 15 écoles de 2 850 tables-bancs, 32 tableaux-noirs.		1 0 000 000	PNDP/BIP		x	X	X	MINEDUB Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
1.2 : Affectation de 35 enseignants et recrutement de 20 maîtres communaux.		400 000	PNDP/BIP			X	X	Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
1.3 : Organisation de 06 causeries à la rentrée scolaire sur la scolarisation effective.		1 200 000	PNDP/BIP /commune			X	X	MINEDUB Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
1.4 : Décret préfectoral assorti des répressions pour parents réfractaires à la scolarisation des enfants.	200000	200 000	PNDP/BIP		X	X	X	MINEDUB Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
1.6 : Octroi de 10 bourses d'études pour des élèves en transitoire entre CMII et 6 ^e .		500 000	-BIP -APE			X	X	APE IAEB		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
1.7 : Création de 03 bibliothèques dans 03 écoles choisies.	5 000 000	15 000 000	-BIP -Budget communal -APE			X	X	-Commune -IAEB -APE		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
2.1 : Création de 02 nouvelles écoles maternelles.	37 500 000	75 000 000			x	x	x			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
2.2 : Construction de 03 salles de classe pour loger	41000000	41000000			x					Mis en forme : Couleur de police : Rouge

	l'actuelle école maternelle.										
▲	2.3 : Demande d'affectation de 03 enseignants à l'école maternelle de HILE ALIFA I.	100000	HILE ALIFA I.			x					Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	2.4 : Organisation de 06 causeries, éducation avec les parents, chefs traditionnels sur l'intérêt de l'école maternelle.	1 200 000				x	x				Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Secteur : Enseignement Secondaire										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
▲	.1 ; Création de 02 CES respectivement à TCHIKA et BARGARAM.	114 000 000	-BIP -Budget communal -APE		x		X		-Commune -DDESEC -APE		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	3.2 : Décret Préfectoral assorti des répressions pour les parents favorables à la déperdition scolaire		-BIP -Budget communal -APE		X	X	X		-Commune -DDESEC -APE		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	3.3 : Demande d'affectation des enseignants qualifiés au CES de HILE ALIFA.	200 000	BIP -Budget communal -APE		x	X	X		Commune -DDESEC -APE		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	3.4 : Création d'une bibliothèque au CES.	60 000 000	Budget communal -APE			X	x		Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	3.5 : Dotation du CES d'un centre multimédia équipé	5 000 000	Budget communal -APE		x	X	x		Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge

	de 15 ordinateurs.										
	4.1 : Octroi de 03 bourses annuelles pour les lauréats au BAC.	2 500 000	Budget communal -APE			X	x	Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	4.2 : Construction d'une mini-cité d'accueil dans les universités d'accueil.	28 000 000	Budget communal -APE/BIP		x	X	x	Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Construire 01 bloc de latrines au CES	8 000 000	Budget communal -APE			X	x	Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	4.3 : Bourses d'encouragement aux 08 meilleures filles de l'année.	2 500 000	Budget communal -APE			X	x	Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	4.4 : Organisation de 06 causeries éducatives sur le mariage précoce et les études écourtées	1 200 000	Budget communal -APE		x	X	x	Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Secteur : Santé										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	5.1 : Dotation de 03 CSI, 03 laboratoires d'analyses médicales adéquates.	103 000 00	BIP		x	X	X	MINSANTE			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Créer 03 pharmacies communautaires dans la Commune	45 200 000									Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	5.2 : Ouverture d'un service pédiatrique et maternité aux 02 CSI.	86 000 000	Budget fonctionnement			X	X	District de santé			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	5.3 : Demande d'affectation de 03	3 000 000	commune/ BIP			X	X	MINSANTE			Mis en forme : Couleur de police : Rouge

	infirmiers diplômés d'état, 03 AS et 03 commis.												
	5.4 : Recrutement de 06 sages-femmes dont 02 par CSI.	5 000 000	commune/ BIP			X	X	MINSANTE					Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	5.5 : Renforcement de l'approvisionnement de 03 propharmacies de CSI.	2 800 000	commune/ BIP			X	X	MINSANTE					Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	5.6 : Dotation de 03 CSI d'une ambulance inter- service.	10 000 000	commune/ BIP			X	X	MINSANTE					Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Créer 03 propharmacies communautaires dans la Commune	45 200 000	commune/ BIP			X	X	MINSANTE					Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	5.7 : Organisation de 02 séances mensuelles de dépistage gratuit et prise en charge de PVVS.		commune/ BIP			X	X	MINSANTE					Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Secteur : Eau et Energie												Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Construire 70 points d'eau potable dans l'espace géographique de la commune et en réhabiliter 09 autres en panne	860 000 000	BIP -Budget communal -Autres partenaire s			X	X	X	-Commune -MINEE				Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Protéger les parois de 12 puits communautaires par la pose de seko/buse/gravier	14 000 000	BIP/ Budget communal /Autres partenaire			X	X	Commune -MINEE					Mis en forme : Couleur de police : Rouge

			s							
Étendre le réseau de branchement électrique dans les villages dans l'espace géographique de la commune		100 000 000	BIP/- Budget communal /Autres partenaires		X	X	X	Commune -MINEE		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Réaliser des études et autres travaux de recherche pour développer les sources d'énergie renouvelable		5 000 000	BIP/- Budget communal /Autres partenaires		X	X	X	Commune -MINEE		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
10.5. Électrifier provisoirement les 03 Établissements secondaires par des groupes électrogènes		13 000 000	BIP/- Budget communal /Autres partenaires		X	X	X	Commune -MINEE		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Protéger les parois de 12 puits communautaires par la pose de seko/buse/gravier		10 000 000	BIP/- Budget communal /Autres partenaires		X	X	X	Commune -MINEE		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Secteur Travaux Publics										
: Aménagement des tronçons de routes :			-BIP		x	X	X	-Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
- HILE-ALIFA - MADA : 15 km		78 000 000	-Budget communal					-DDDUH		
- HILE-ALIFA - TCHIKA: 23 km		102 000 000								
- HILE-ALIFA -		0								

	génératrices de revenus									-Commune		
	Construire 25 boutiques aux marchés de Hile ALifa et les louer aux jeunes entrepreneurs		183 000 00				x	x		-DDEFP -Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Standardiser et relever le salaire de jeunes miniers (sable et gravier)		86 000 000				x	x		DDEFP -Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Offrir une formation gratuite 25 jeunes miniers pour une exploitation rationnelle et plus rentable		25 000 000				x	x		DDEFP -Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
	Créer et construire un centre de formation des jeunes aux filières suivantes : - Artisanat - fabrications compost - Informatique et bureautique - Maçonnerie et blanchisserie - Elevage petit et gros bétail, pisciculture		88 000 000			X				DDEFP -Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge

- Maraîchage et pépiniéristerie											
- Couture et cordonnerie											
secteur Promotion de la femme et de la famille											
Créer et financer 33 GICs de femmes et redynamisation de 15 GICs existants.		55 000 000			X	X	X	DDPFF			
								-Commune			
Créer et construire un centre de formation aux petits métiers pour la femme rurale		43 000 000					X	DDPFF			
								-Commune			
Créer un club de femmes contre l'excision sexuelle, le mariage forcé et précoce, la violence faite aux veuves et aux filles victimes de grossesse involontaire.		600 000					X	DDPFF			
								-Commune			
Offrir une formation en renforcements des capacités à 10 groupements de femmes :							X				
- 02 groupes de femmes vendeuses de poissons											
- 02 groupes de femmes fabricantes des jus naturels et yaourts											
- 02 groupes de femmes commerçantes des denrées de spéculations (niébé)											
- 02 groupes de femmes productrices du riz.		2 400 000						DDPFF			
								-Commune			

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

secteur Affaires Sociales										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Créer un centre d'apprentissage spécial pour sourds et aveugles	28 000 000	//				X	DDAS			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
							-Commune			
Créer un centre d'accueil pour handicapés graves	12 000 000	//					DDAS			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
							-Commune			
Assurer une prise en charge scolaire et sanitaire de 25 orphelins mineurs	12 500 000	//					DDAS			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
							-Commune			
Créer 05 Associations des personnes vulnérables (Non-voyants, Non-Intendants, Handicapés moteurs, Veuves, Orphelins)	5 000 000	//				X	DDAS			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
							-Commune			
Inventorier les talents des personnes vulnérables et leur offrir une formation pour la vulgarisation	21 600 000	//-				X	DDAS			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
							-Commune			
secteur de la jeunesse										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Créer un centre d'animation pour les jeunes de la commune	28 000 000				x		DDJE-Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Demander l'octroi de crédit pour 11 microprojets de jeunes au PAJERU	12 000 000				x		DDJE Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Organiser des stages de vacances rémunérés pour 60 jeunes annuellement	800 000					x	DDJE Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Décréter l'interdiction formelle du mariage précoce et forcé chez la jeune fille	600 000					X	DDJE Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge
							DDJE Commune			Mis en forme : Couleur de police : Rouge

SECTEUR TOURISME										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Construire un campement touristique assorti d'un restaurant	75 000 000	75 000 000		Hile Alifa			x	DDT Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Construire un musée éco-culturel au bord du Lac	15 000 000	15 000 000		Lac Tchad		x		DDT Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
SECTEUR CULTURE										Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Créer et construire un Musée culturel à Hile Alifa	28 000 000	28 000 000		Hile Alifa			x	DDC Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
Inventorier tous les objets à valeur culturelle et les disposer dans le musée	12 000 000	12 000 000		Hile Alifa		x		DDC Commune		Mis en forme : Couleur de police : Rouge
										Mis en forme : Couleur de police : Rouge

6.2. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT 2011 – 2013

La dégradation des terres constitue un problème de l'environnement lui-même et un problème du développement. Elle affecte l'environnement local et le mode de vie des populations, mais ses effets ont des retentissements plus globaux au niveau de la biodiversité, des changements climatiques et des ressources en eau. Etroitement liée à l'activité humaine, la dégradation des terres constitue à la fois une des conséquences du mal- développement et une entrave majeure au développement durable.

Elle accentue davantage la pauvreté en milieu rural, car celles-ci constituent le support des activités de production des populations. Afin de lutter contre cette pauvreté, la promotion d'un développement durable à travers la gestion durable des terres et des systèmes agrosylvopastoraux devient une urgence. C'est donc dans ce cadre qu'un appui pour la lutte contre la dégradation des terres dans les zones critiques à travers l'adoption de bonnes pratiques de gestion durable des terres; le renforcement des capacités, l'adoption des outils et des mécanismes adéquats par les communes et communautés.

La gestion durable des terres constitue l'un des points majeurs sur lesquels il faut agir car c'est elle qui conditionne les activités de rente de la population. Dans le cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT, nous prendrons en compte les principaux impacts sociaux environnementaux de ces différents microprojets retenus. L'estimation des coûts de principales mesures d'atténuation de ces impacts vont être déterminées et seront intégrés dans le coût global du PCD.

Mis en forme : Justifié

6.2.1-Plan de gestion environnementale et sociale

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

6.2. 1-Tableau 26 : des principaux impacts et mesures environnementaux envisageables

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> • Construction de (03) salles de classes • Construction de (03) salles de classes • Réaliser 20 forages • Construire une maternité au Centre de Santé Intégré de Hile Alifa • Construire 02 hangars de marché • Créer un centre de vente d'intrants agricoles • Construire un séchoir moderne • Aménager un tronçon de route • Construire Un centre d'animation de jeune • Construire un marché régional de vente de la production de Niebe 	<p>Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser 20 forages 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental impliquant la consultation du public - Diminution de la pression 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques d'envasement et de stagnation des eaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

• Mesures d'optimisation ou d'atténuations envisageables
Tableau n°27 : Mesures d'optimisation ou d'atténuations envisageables

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> • Construction de (03) salles de classes • Construction de (03) salles de classes • Réaliser 20 forages • Construire une maternité au Centre de Santé Intégré de Hile Alifa • Construire 02 hangars de marché • Créer un centre de vente d'intrants agricoles • Construire un séchoir moderne • Aménager un tronçon de route • Construire Un centre d'animation de jeune • Construire un marché regional de vente de la production de Niebe 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; -Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; -Risques de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> -Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibiliser les communautés ; -Mettre en place les Comités de gestion ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; -Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) 	<ul style="list-style-type: none"> -Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> -sensibilisation des populations -encourager les projets HIMO 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages
	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des maladies hydriques ; • Facilitation de l'accès à l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> • Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; • Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des populations 	<ul style="list-style-type: none"> -Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance, - Construction des clôtures autour des ouvrages ;-Contre la

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

		<ul style="list-style-type: none"> Risques de marginalisation des populations vulnérables 		marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets structurants : <ul style="list-style-type: none"> Aménager un tronçon de route : -Hile Alifa- Mada 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; Amélioration de la gouvernance locale 	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;	Sensibilisation des populations	<ul style="list-style-type: none"> Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées)
	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) installation des moulins création d'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; Risques de marginalisation des populations vulnérables ; Risque d'intensification de la déforestation 	Sensibilisation des populations	<ul style="list-style-type: none"> Inclure la lutte contre le VIH SIDA et la déforestation dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; Sensibilisation des populations
	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'accès à l'énergie ; Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques 	<ul style="list-style-type: none"> Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; Risques d'incendies 	Sensibilisation des populations	<ul style="list-style-type: none"> Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

6.2.2 Plan sommaire de Gestion de l'environnement

Le plan consiste simplement à préciser pour chaque mesure environnementale envisagée du programme, les acteurs (arrangements institutionnels), les coûts, les périodes, et les indicateurs de suivi.

Tableau n° 28 : Plan sommaire de Gestion de l'environnement

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires NB	PNDP, Mairie (conseil municipal)		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs)	Agent de développement		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Mp	Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du Mp)	

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

6.3. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)

6.3.1. Ressources mobilisables pour l'année 2011 et échéances

Tableau 29 : Ressources mobilisables pour l'année 2011 et échéances

N°	SOURCES DE FINANCEMENT 2011/2012	MONTANT MOBILISABLE	FACTEURS INFLUANCANT LA MOBILISATION DE CHAQUE RESSOURCES
1	BUDGET COMMUNAL	60 000 000	Le non mobilisation de la fiscalité locale
2	ALLOCATION PNDP	110 000 000	Le non respect des clauses contractuelles entre les deux parties
3	FEICOM	100 000 000	Rejet du dossier de crédit
4	MINFOF	8 000 000	Projet présenté non éligibles
5	BIP	100 000 000	Difficulté d'accès au mécanisme de financement
6	APPORT DES COMMUNAUTES BENEFICIAIRES 10 %	37 800 000	Difficultes de mobilisation
TOTAL		415 800 000	

6.3.2. PROGRAMME ANNUEL DES PROJETS PRORITAIRES (PIA)

Tableau 30 : PROGRAMME ANNUEL DES PROJETS PRORITAIRES (PIA)

Projet	Coût unitaire	Coût total	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation de l'année				Responsables	Partenaires	Observation
					Trimes tre 1	Trimes tre 2	Trimes tre 3	Trimes tre 4			
Construction de (03) salles de classes	8 000 000	24 000 000	Commune/PNDP	- (03) à EP maternelle de Hile Alifa		X			- Le Maire - L'Inspecteur de l'Education de Base	- PNDP - MINEDUB	
Creation et Construction de (03) salles de classes	57 000 000	57 000 000	Commune/PNDP	Bargaram		X	X		• Le Maire • Les Chef d'Etablissement secondaire	• PNDP • MINSE • C	
Réalisation de 10 forages	8 000 000	80 000 000	Commune/FEICOM	Dix villages identifiés de la commune		X		X	• Le Maire,- Les responsables des villages Bénéficiaires • Le Délégué MINEE	• FEICOM • MINEE	
au Centre de Santé Creation et Construction d'une maternité Intégré de Hile Alifa	46 000 000	46 000 000	Commune/FEICOM/BIP	Hile Alifa		X	X		• Le Maire • Le Médecin Chef de District	• FEICOM • M/PNDP • MINSA • NTE	

Dotation de 10 écoles de 2000 tables bancs et 16 tableaux	150000 00	150000 00	Commune/FEICO M	10 écoles primaires identifiées de la commune		X	X		- Le Maire - L'Inspecteur de l'Education de Base	- PNDP - MINEDUB	
Construction de 02 hangars de marché	10 000 000	20 000 000	Commune/FEICO M	Marché de TCHIKA			X	X	• Le Maire • Le Délégué des Commerçants • Le Délégué du Commerce	• FEICO M • MINCO MMERCE	
Créer un centre de vente d'intrants agricoles	10 000 000	10 000 000	Commune	Bargaram		X			• Le Maire • Le Délégué de l'Agriculture	• MINAD ER	
Construction d'un FUMOIR moderne	32 500 000	32 500 000	Commune	Tchika		X	X		• Le Maire • Le délégué de l'Elevage et peche	• MINEPI A	
Construction d'un bloc de Latrines au CES	350000 0	350000 0	Commune/BIP	Hlie Alifa	X				• Le Maire • Le Délégué du MINESEC	• MINES EC	
Construction de 2 blocs de Latrines au CES	350000 0	700000	Commune/BIP	EP Tchika EP Bargaram		X			• Le Maire • Inspecteur du MINEDUB	• MINED UB	
Etendre le reseau électrique	25 000 000	25 000 000	Commune/FEICO M/BIP	TCHIKA			X	X	• Le Maire,- Les responsables des villages Bénéficiaires	• FEICO M • MINEE	

									• Le Délégué MINEE		
Appui à la mise en œuvre du PCD	5 000 000	5 000 000	commune	Hile Alifa	X	X	X	X	Le Maire Le SG Le RM	Le Comité de suivi	
Dotation de 2 CSI de Laboratoires d'analyse medical	5150000	10 300 000	Commune/BIP	Hile Alifa Bargaram		X	X		• Le Maire • Le Médecin Chef de District	MINSANTE	
Creation d'une pharmacie communautaire dans la commune	15 000 000	15 000 000	Commune/FEICO M/BIP	Hile Alifa		X			• Le Maire • Le Médecin Chef de District	• FEICO M • MINS NTE	
Promouvoir et vulgariser 2000 foyers améliorés	7 000	14 000 000	commune	Dans l'espace communal	X	X	X		Le Maire Le Délégué de MINAPE	MINAPE	
Amenagement du Tronçon Hile Alifa-Mada : 15Km	78000000	78000000	Commune / FEICOM /BIP	HILE Alifa-MADA				X	Le Maire Le Délégué de MINTPU	MINTPU	
L'Octroi de crédit pour 11	12000000	12000000	Commune	Espace communal	X				Le maire et le delgue MINJE	MINJE	

microprojets de jeunes de PAJERU											
Creation et construction d'un centre d'animation de jeunes	2800000 0	2800000 0	Commune / BIP	Hile Alifa			X	X	Le maire et le delegue de MINJE	MINJE	
Créer et construire un marche regional de vente de la production de Niebe	41 000 000	41 000 000	Commune/FEICOM/BIP	TCHIKA	X	X	X		Le Maire Le Délégué MINADER	MINADER/ FEICOM	
Construire un musée éco-culturel au bord du Lac	15 000 000	15 000 000	Commune/FEICOM/BIP	Lac Tchad			x		DDT Commune	MINTOURISME/ FEICOM	
TOTAL	396 800 000 FCFA (Trois cent quatre vingt un millions huit cent mille FCFA)										

6.3.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 31: Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période (année 2012)												Responsable et collaborateurs	Coût estimatif	Source de financement	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
Recensement des personnes vulnérables dans l'espace géographique de la commune de Wina	Liste actualisée des personnes vulnérables (handicapées, vieillards, orphelins et enfants vulnérables)														-DDAS -Commune -Organisations locales d'encadrement	1 000 000	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Création d'une caisse d'assistance scolaire et sanitaire aux orphelins mineurs-Handicapés graves	Caisse fournie et compte bancaire créé														MINAS Commune/Pro moteurs	3 000 000	
Création et Equipement d'un centre d'accueil et de formation	Organisations d'encadrement plus opérationnelles														-DDAS -Commune	46 000 000	-BIP -Budget communal -Autres partenaires

6.4. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA

6.4.1 Elaboration d'un plan de passation des marchés(PPM)

Tableau 32 : plan de passation des marches pour la mise en œuvre du plan d'investissement annuel de la commune de HILE ALIFA

PROJETS	Etudes de faisabilité	COMES et signature des conventions	Préparation du DAO ou de la DC	Lancement de la procédure	Période de soumission	Ouverture/Evaluation des offres/Attribution /Notification	Signature de contrat ou de la lettre de commande	Enregistrement contrat ou LC	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
	4 sem.	4 sem.	2sem	1sem	3 sem.	1 sem.	2 sem	1 sem	12-16 sem	1 sem
Construction de (03) salles de classes	1Jan-28 Jan	29/Janv.-1Mars	2Mars-16Mars	17Mars-24 Mars	25 Mars-16 Avril	18avril-25 Avril	26 Avril-10 Mai	11 Mai-18 Mai	19 Mai-1 Aout	1 Aout-8 Aout
Creation et Construction de (03) salles de classes	0 6nov-05 Déc	06Déc-04Janv	05 Janv-19 Janv	20-27 janv	28 Janv-19 fév	20-27Fév	28fév-29 mars	9-16 mars	17 mars-18 juillet	19-25 juillet
Réalisation de 10 forages	01-30 nov	01-29 Déc	30 Déc-13 Janv	14-21 janv	22 Janv-11 fév	12-18Fév	19fév-02 mars	5-11 mars	12 mars-13 juillet	14-20 juillet
Creation et Construction d'une maternite au Centre de Santé Intégré de Hile Alifa	0 3nov-03 Déc	04Déc-02 Janv	03 Janv-16 Janv	18-25 janv	26 Janv-16 fév	17-21Fév	22fév-06 mars	07-15 mars	15 mars-16 juillet	17-23 juillet
Dotation de 10 ecoles de	1Jan-28	29/Janv.-	2Mars-	17Mars-	25 Mars-	18 Avril-25	26 Avril-10	11 Mai-18 Mai	19 Mai-1	1 Aout-

2000 tables bancs et 16 tableaux	Jan	1 Mars	16 Mars	24 Mars	16 Avril	Avril	Mai		Aout	8 Aout
Construction de 02 hangars de marché	1 Mars-28 Mars	29 Mars-25 Avril	26 Avril-10 Mai	11 Mai-18 Mai	19 Mai-10 Juin	11 Juin-8 Juillet	9 Juillet-23 Juillet	24 Juillet-3 Aout	4 Aout-26 Oct.	27 Oct.-4 Nov.
Créer un centre de vente d'intrants agricoles	1 Mars-28 Mars	29 Mars-25 Avril	26 Avril-10 Mai	11 Mai-18 Mai	19 Mai-10 Juin	11 Juin-8 Juillet	9 Juillet-23 Juillet	24 Juillet-3 Aout	4 Aout-26 Oct.	27 Oct.-4 Nov.
Construction d'un Sechoir moderne	06 nov-05 Déc	06 Déc-04 Janv	05 Janv-19 Janv	20-27 janv	28 Janv-19 fév	20-27 Fév	28 fév-29 mars	9-16 mars	17 mars-18 juillet	19-25 juillet
Construction d'un bloc de Latrines au CES	01-30 nov	01-29 Déc	30 Déc-13 Janv	14-21 janv	22 Janv-11 fév	12-18 Fév	19 fév-02 mars	5-11 mars	12 mars-13 juillet	14-20 juillet
Construction de 2 blocs de Latrines au CES	03 nov-03 Déc	04 Déc-02 Janv	03 Janv-16 Janv	18-25 janv	26 Janv-16 fév	17-21 Fév	22 fév-06 mars	07-15 mars	15 mars-16 juillet	17-23 juillet
Etendre le réseau électrique	1 Mars-28 Mars	29 Mars-25 Avril	26 Avril-10 Mai	11 Mai-18 Mai	19 Mai-10 Juin	11 Juin-8 Juillet	9 Juillet-23 Juillet	24 Juillet-3 Aout	4 Aout-26 Oct.	27 Oct.-4 Nov.
Appui à la mise en œuvre du PCD	06 nov-05 Déc	06 Déc-04 Janv	05 Janv-19 Janv	20-27 janv	28 Janv-19 fév	20-27 Fév	28 fév-29 mars	9-16 mars	17 mars-18 juillet	19-25 juillet
Dotations de 2 CSI de Laboratoires d'analyse médicale	01-30 nov	01-29 Déc	30 Déc-13 Janv	14-21 janv	22 Janv-11 fév	12-18 Fév	19 fév-02 mars	5-11 mars	12 mars-13 juillet	14-20 juillet
Création d'une pharmacie communautaire	03 nov-03 Déc	04 Déc-02 Janv	03 Janv-16 Janv	18-25 janv	26 Janv-16 fév	17-21 Fév	22 fév-06 mars	07-15 mars	15 mars-16 juillet	17-23 juillet

e dans la commune										
Promouvoir et vulgariser 2000 foyers améliorés	1Jan-28 Jan	29/Janv.-1Mars	2Mars-16Mars	17Mars-24 Mars	25 Mars-16 Avril	18avril-25 Avril	26 Avril-10 Mai	11 Mai-18 Mai	19 Mai-1 Aout	1 Aout-8 Aout
Amenagement du Troncon Hile Alifa-Mada : 15Km	1Juin-28 Juin	29 Juin-24 Juillet	25 Juillet-11 Aout	12 Aout-19 Aout	20 Aout-11 Sept	12 Sept-19 Sept	20Sept-3 Oct.	4 Oct.-11 Sept	12 Sept-4 Decem	5 Decem-12 Decem
L'Octroi de credit pour 11 microprojets de jeunes de PAJERU	1Juin-28 Juin	29 Juin-24 Juillet	25 Juillet-11 Aout	12 Aout-19 Aout	20 Aout-11 Sept	12 Sept-19 Sept	20Sept-3 Oct.	4 Oct.-11 Sept	12 Sept-4 Decem	5 Decem-12 Decem
Creation et construction d'un centre d'animation de jeunes	1Jan-28 Jan	29/Janv.-1Mars	2Mars-16Mars	17Mars-24 Mars	25 Mars-16 Avril	18avril-25 Avril	26 Avril-10 Mai	11 Mai-18 Mai	19 Mai-1 Aout	1 Aout-8 Aout
Créer et construire un marche regional de vente de la production de Niebe	1Jan-28 Jan	29/Janv.-1Mars	2Mars-16Mars	17Mars-24 Mars	25 Mars-16 Avril	18avril-25 Avril	26 Avril-10 Mai	11 Mai-18 Mai	19 Mai-1 Aout	1 Aout-8 Aout
Construire un musée éco-culturel au bord du Lac	1Juin-28 Juin	29 Juin-24 Juillet	25 Juillet-11 Aout	12 Aout-19 Aout	20 Aout-11 Sept	12 Sept-19 Sept	20Sept-3 Oct.	4 Oct.-11 Sept	12 Sept-4 Decem	5 Decem-12 Decem

TOTAL : 4 Semaines pour les études, 4 semaines pour COMES et signature des conventions, 18 semaines pour le processus de passation des marchés ; 12-16 semaines pour la réalisation des travaux ; 1 semaine prévue pour la réception provisoire

7-MECANISME DE SUIVI-EVALUATION DU PCD

7.1. Le Comité de concertation au niveau village, le comité de pilotage, le comité de suivi et évaluation du PCD

7.1.1. Le comité de concertation

Pour assurer le suivi de l'exécution et d'évaluation de la phase de mise en exécution des plans élaborés au niveau des villages, dans chacun d'eux, une structure villageoise a été mise sur pied. Lors des tenues des l'assemblées générales constitutives, les rôles et les attributions des différents comités ont été clairement spécifiés. Dans les différents cas, le bureau d'Honneur se compose des chefs traditionnels. Il se charge de conseiller les différents comités dans le pilotage des activités. Le bureau exécutif coordonne les activités du CC. Les Délégués secteur ont été désignés à chaque fois qu'une activité relevant d'un secteur avait été planifiée.

7.1.2 Le comité de pilotage

Le Comité de pilotage du Plan de Développement Communal de Hile Alifa a été mis sur pied par les acteurs communaux eux-mêmes. Il se compose des membres ayant une bonne connaissance du terrain et qui ont pris part de bout en bout aux différentes phases d'élaboration du PCD.

Composé de (06) membres, identifiés par l'exécutif municipal, ces derniers ont été choisis en respectant des critères de disponibilité, de la connaissance de leur milieu, et fortement imprégnés des concepts de planification.

Ce comité compte parmi ses membres :

- Un Président : MAHAMAT Adjit
- Un secrétaire : Mr ALI Ramat
- Membres
- Mr MASSAOU Oumar
- Mr DIGUISIO Abicho
- Mme IDRISSA Hissana
- Mr MAHAMAT Oudao

La mission du comité est :

- De veiller à la transparence du processus de planification ;
- De proposer des critères de choix au conseil en cas de choix des projets de développement à financer ;
- De coordonner le processus d'élaboration ;
- De suivre le déroulement des travaux ;
- De rendre compte au maire et/ou au conseil municipal ;
- De veiller à la diffusion des informations sur le processus ;
- De dresser un rapport annuel d'élaborations du PCD

7.1.3 Comité De Suivi-Evaluation Du PCD

Le Comité de suivi et évaluation est composé de :

- Un président ;
- Un Secrétaire ;
- 04 Membres ;

Ici la liste des membres du comité de pilotage a été conduite.

Il s'agit de :

- Un Président : Mr MAHAMAT Adjit
- Un secrétaire : Mr ALI Ramat
- Membres
- Mr MASSAOU Oumar
- Mr DIGUISIO Abicho
- Mme IDRISSA Hissana
- Mr MAHAMAT Oudao

A pour attributions :

- la collecte et la gestion de l'information sur la mise en œuvre du PDC;
- Le suivi de l'exécution des activités concerne à la fois les activités financées dans le cadre du PNDP et les autres activités de la Commune.
- Sur la base des données qualitatives et quantitatives recueillies au niveau des villages à partir des outils de collecte, une consolidation est faite par l'agent communal de développement en tenant compte des données collectées sur l'état d'avancement des activités programmées au niveau de la Commune. Cette consolidation donne lieu à un rapport présenté dans un canevas spécifique.
- l'appui technique des comités de concertation des microprojets à la base,
- la production et la transmission des rapports trimestriels
- La collecte et la gestion de l'information sur l'élaboration et la mise en œuvre du PCD ;
- Le suivi de l'exécution des activités ;
- L'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux.
- Programmation des activités communales

Elle constitue la suite logique de la budgétisation. Une fois le budget de la commune adopté, le maire assisté de l'agent communal de développement procède à la programmation annuelle des activités prévues. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début date de fin), les indicateurs. Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information du grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

7.1.4 Le conseil municipal

Le conseil municipal, organe délibérant, prend activement part à l'exécution, au suivi et l'évaluation du PCD et des projets qui en sont issus. Il joue le rôle de relais à travers les conseillers qui ont pris part à certaines étapes d'élaboration du PDC.

7.2 LES ETAPES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

7.2.1 La diffusion du plan

Une fois le PCD validé par le COMES, le conseil municipal sera sollicité pour la mise en œuvre d'une campagne promotionnelle de ce document. Pour avoir un rayonnement important, la phase communicationnelle concernera des organisations locales dont l'importance s'est avérée incontournable pour le développement local. Cette action induira une appropriation par les bénéficiaires de ce document

7.2.2 L'élaboration des programmes annuels (PIA)

- L'agent communal de développement en collaboration avec le comité de suivi et ~~évaluation~~évaluation procède à la préparation de la programmation sur la base des cadres logiques et du tableau de suivi des actions planifiées. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Il faut signaler ici les activités non réalisées du PIA précédent sont reportées au PIA suivant. Le PIA est élaboré au cours d'un atelier de programmation regroupant les sectoriels, les représentants des acteurs locaux par village et du conseil municipal.

- Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle

7.2.3 Le montage et le suivi de la requête

L'exécutif municipal en concertation avec ses proches collaborateurs ont pris dans cette action les préoccupations sociales et ont identifié des projets prioritaires.

7.3 LE SUIVI-EVALUATION DU PLAN

7.3.1 Le suivi

Une fiche de suivi du PIA a été conçue. Les responsables chargés d'effectuer ce suivi auront à s'appuyer sur ce document afin de déceler les insuffisances et les retard autour des activités qui devraient être mises en œuvre. Il s'agit en effet de vérifier leur délai d'exécution, d'en identifier les contraintes afin de proposer une autre reprogrammation en concertation avec l'exécutif municipal.

Le suivi s'effectuera en fonction d'une certaine période fixée d'avance par les responsables chargés de cette mission. Ils veilleront à remplir le formulaire correspondant à l'activité de concert avec l'exécutif municipal

7.3.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation par rapport au PIA

Tableau 33: Indicateurs de suivi et d'évaluation par rapport au PIA

Tâches planifiées	Période 2012			Résultats		Indicateurs	Source de vérification	écarts	Explication pour l'écart	Actions à mener (reprogrammation)
	prévue	réalisée	Niveau d'exécution	prévue	réalisée					
Construction de (03) salles de classes	Trimestre 1			trois salles de classes sont construites		trois salles de classes sont construites dans le respect des normes techniques	PV de réception			
Creation et Construction de (03) salles de classes	Trimestres 1,2			trois salles de classes sont construites		trois salles de classes sont construites dans le respect des normes techniques	PV de réception			
Réalisation de 10 forages	Trimestres 2,4			Dix forages sont réalisés		Dix forages respectant les normes techniques sont réalisés	PV de réception			
Creation et Construction d'une maternite au Centre de Santé Intégré de Hile Alifa	Trimestres 2,3			Une maternite est construite et équipée		Une maternite respectant les normes sectorielles est construite	PV de réception			
Dotation de 10 ecoles de 2000 tables	Trimestres 2,3			Les dix ecoles ont reçus les 2000 tables		Les ecoles sont approvisionnés en tables bancs et tableaux	Bordereau de décharge			

bancs et 16 tableaux				bancs et 16 tableaux		selon les normes sectorielles				
Construction de 02 hangars de marché	Trimestre 3,4			02 hangars de marché sont construits		Les constructions des hangars de marché respectent les normes sectorielles est construit	PV de réception			
Créer un centre de vente d'intrants agricoles	Trimestre 2			Un point de vente d'intrant est créé		Le point de vente d'intrant est opérationnel	Facture de cessation d'intrants			
Construction d'un fumoir moderne	Trimestre 2,3			Un fumoir moderne est construit		Un fumoir respectant les normes sectorielles est construits et fonctionnels	PV de réception			
Construction d'un bloc de Latrines au CES	Trimestre 1			2 blocs de Latrines sont construits au CES		2 blocs de Latrines construits au CES respectent les normes	PV de réception			
Construction de 2 blocs de Latrines au CES	Trimestre 2			2 blocs de Latrines sont construits au CES		2 blocs de Latrines construits au CES respectent les normes	PV de réception			
Etendre le réseau électrique	Trimestre 3,4			le réseau électrique est étendu a Tchika		le réseau électrique est étendu a Tchika	Le courant électrique a Tchika			

						respecte les normes sectorielles				
Appui à la mise en œuvre du PCD	Trimestre 1,2,3,4			le PCD mis en œuvre		le PCD mis en œuvre selon le plan de passation des marches	Realisation des projets selon le calendrier du PCD			
Dotation de 2 CSI de Laboratoires d'analyse medical	Trimestre 2,3			2 CSI sont dotés de Laboratoires d'analyse		2 CSI dotés de Laboratoires d'analyse respectent les normes sectorielles	Bordereau de decharge			
Creation d'une pharmacie communautaire dans la commune	Trimestre 2			Une pharmacie communautaire créée dans la commune		Une pharmacie communautaire créée dans la commune respecte les normes sectorielles	Les factures des produits pharmaceutiques vendus dans la commune			
Promouvoir et vulgariser 2000 foyers améliorés	Trimestre 1,2,3			2000 foyers améliorés sont promus		2000 foyers améliorés promus respectent les normes sectorielles	Bordereau de decharge			
Amenagement du Tronçon Hile Alifa-Mada : 15Km	Trimestre 4			Un tronçon de piste est aménagé à Hile Alifa		L'aménagement respecte les normes techniques	PV de réception			
L'Octroi de crédit pour 11 microprojets de jeunes de PAJERU	Trimestre 1			11 microprojets de jeunes de PAJERU ont reçu de crédit		Le crédit octroyé respecte les normes sectorielles	Bordereau de decharge			

Creation et construction d'un centre d'animatiom de jeunes	Trimes tre 3,4			Un centre d'animation est cree et onstruite		La construction de la structure respecte les normes techniques	PV de réception			
Créer et construire un marche regional de vente de la production de Niebe	Trimes tre 1,2,3			Un marche est cree et onstruite		techniques La construction de la structure respecte les normes	PV de réception			
Construire un musée éco-culturel au bord du Lac	Trimes tre 3			un musée éco-culturel au bord du Lac		techniques La construction de la structure respecte les normes	PV de réception			

8-PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

8.1 Planification des activités de communication au niveau communal

➤ Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution

Tableau 34 : Communication interne au sein de la commune

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	- Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	internet	-	Fév 2012	
	• créer un carnet d'adresses	Chargé de la communication	Conseillers municipaux		-	Fév 2012	
	• créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints		-	Fév 2012	
	• créer une boîte postale	Chargé de communication			-	Fév 2012	Clé boîte postale et fiche d'ouverture

➤ La communication avec les autorités et les sectoriels

Tableau 35 : Communication institutionnelle avec les autorités et les sectoriels

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Informen régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune les autorités	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	-Chargé de la communication -agent de développement	-membres du gouvernement -gouverneur -sectoriels -préfet	Rapport trimestriel	Imputer au fonctionnement de la Commune	trimestriel	Cahier de transmission

➤ **La communication entre la commune et les populations bénéficiaires**

Tableau 36: Communication institutionnelle entre la commune et les populations bénéficiaires

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser des causeries éducatives avec les populations	-maires -conseillers municipaux	-communautés	Plan communal de développement	250 000	Mars 2012	Enquêtes participative
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur le DSCE au niveau des communautés	-Délégués départementaux MINEPAT	-communes -communautés	DSCE	250 000	Mars 2012	Liste de présence
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux	communautés	Plans communaux de développement	250 000	Mars 2012	Rapport de restitution
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	maire	communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la commune		Mars 2012	

➤ **Communication avec la société civile et le secteur privé**

Tableau 37 : Communication institutionnelle avec la société civile et le secteur privé

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances	300 000	Mars 2012	Correspondance
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	maire		300 000	Mars 2012	Répertoire disponible
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing	300 000	Mars 2012	Liste de diffusion du rapport

➤ **la Communication avec les partenaires techniques et financiers**

Tableau 38 : Communication institutionnelle avec les partenaires techniques et financiers

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	maires	Plan communal de développement	600 000	JUIN 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	maires	Séances de travail		JUIN 2012	Compte rendu disponible

Informer régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds/ONG	Rapport d'activités		JUIN 2012	Rapport diffusé
---	---	-----------------------------------	--	---------------------	--	-----------	-----------------

➤ Communication avec les élites extérieures et la diaspora

Tableau 39 : Communication institutionnelle avec les élites extérieures et la diaspora

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des	Chargé de la communication	maires		250 000	JUIN 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	400 000	JUIN 2012	Compte rendu disponible
Informer régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	250 000	JUIN 2012	Rapport diffusé

➤ **La communication de masse**

Tableau 40 : La communication de masse

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/Outils	Coût	Période	Indicateurs
Informer le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	200 000	JUIN 2012	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	600 000	JUIN 2012	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse	800 000	JUIN 2012	Liste de présence et comptes rendus
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public		300 000	JUIN 2012	Supports documentaires
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public		250 000	JUIN 2012	Nombre d'éditions

➤ **Actions de plaidoyer**

Tableau 41 : Actions de plaidoyer

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/Outils	Coût	Période	Indicateurs
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres auprès du MINEPAT	maire	MINEPAT	PCD et état de mise en oeuvre	200 000	Tous les trimestres	PV de rencontre
	Organiser des rencontres auprès des bailleurs et des	Maire	partenaires	PCD et état de mise en	200 000	Tous les	PV de rencontre

	projets ainsi que les programmes			oeuvre		trimestres	
	Organiser des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en oeuvre	200 000	Tous les trimestres	PV de rencontre
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		200 000	Tous les trimestres	PV de rencontre

CONCLUSION

Le plan de développement de la commune de HILE ALIFA s'est élaboré sous la participation de plusieurs forces conjuguées. Cette volonté participative pluridisciplinaire a conduit à la mise en place d'un guide pratique des contraintes de développement après un diagnostic rigoureux des situations de la commune. Il résume la commune dans ses divers aspects : physique, social ; culturel, économique et politique. Il ressort les problèmes rencontrés par la population locale, les services déconcentrés de l'Etat et ceux de la mairie en tant qu'institution. Les problèmes relevés sont ceux d'un système éducatif qui peine à décoller, un élevage et une agriculture entamés par des techniques rudimentaires peu productives. Il faut ajouter à ce tableau, des activités économiques embryonnaires liées au mauvais état des routes, une mauvaise exploitation des ressources naturelles. L'institution communale quant elle, rencontre de nombreux obstacles sur le plan organisationnel, fonctionnel et financière. Cette faiblesse a eu pour conséquences, un faible recouvrement de taxes et impôts qui réduisent de fait les capacités d'investissement dans les secteurs socioéconomiques. Des solutions ont été envisagées et une logique d'intervention définie. Ce produit est le fruit du travail réalisé par le comité de pilotage, des facilitateurs endogènes et de l'exécutif communal avec l'appui technique de l'équipe des planificateurs du GIC SMIPDR

Les facteurs qui ont permis la réussite des travaux sont la participation effective des acteurs présents, la technicité GIC SMIPDR

En perspectives, l'exécutif avec cette arme qu'est le PCD, devrait mobiliser l'énergie nécessaire pour sa mise en œuvre de manière efficace et efficiente.

ANNEXES

**FICHE DU PROJET 1 : CONSTRUCTION DE TROIS SALLES DE CLASSES A L'ECOLE
MATERNELLE DE HILE ALIFA 1**

Résumé :		Date : Août 2011
N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur EDUCATION DE BASE	Titre du micro projet : Construction et équipement de Trois (03) salles de classe à l'école publique MATERNELLE DE HILE ALIFA	
Région: EXTREME-NORD	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : HILE ALIFA		
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)		
Organisme Co-intervenant : GIC SMIPDR (Service de Maintenance Industrielle Productique et Développement Rural)		
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques :		
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction et l'équipement de Trois (03) salles de classe ; • Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 		
Coût total à estimé: 24 000 000 FCFA	Financement demandé : 21 600 000 FCFA	
	Contribution du village: 2 400 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de HILE ALIFA
Description du microprojet :		
Sur le plan technique , il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • La construction de deux (03) salles de classe à l'école publique Maternelle de HILE ALIFA • Equipement de deux salles de classe avec 50 tables bancs et deux bureaux d'Enseignant ; • Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées • Reboisement de l'espace scolaire 		
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.		
Période d'exécution souhaitée : 19 Mai-1 Aout	Date souhaitée de démarrage : Mai 2011	

Nature du micro projet : **Secteur Education de base**
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : **Non**
Source de financement : COMMUNAUTE DE **HILE ALIFA/ PNDP**

**FICHE DU PROJET 2 : CREATION ET DE CONSTRUCTION DE TROIS SALLES DE CLASSES
AU CES DE BARGARAM**

Résumé :		Date : Août 2011
N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Signature du micro projet : Création et Construction et équipement de trois Salles au CES de Bargaram	
Région: EXTREME-NORD	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : HILE ALIFA		
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)		
Organisme Co-intervenant : GIC SMIPDR (Service de Maintenance Industrielle Productive et Développement Rural)		
Objectif global du micro projet : Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. Objectifs spécifiques :		
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'infrastructure scolaire par la création, la construction et l'équipement de Trois (03) salles de classe ; • Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ; • Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ; • Accroître les performances scolaires dans la Communauté. 		
Coût total à estimé : 57 000 000 FCFA	Financement demandé : 51 300 000 FCFA	
	Contribution du village: 5 700 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté de BARGARAM
Description du microprojet :		
Sur le plan technique, il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • La construction de deux (03) salles de classe au CES de BARGARAM • Equipement de deux salles de classe avec 90 tables bancs et deux bureaux d'Enseignant ; • Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées • Reboisement de l'espace scolaire 		
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.		
Période d'exécution souhaitée : 19 Mai-1 Aout	Date souhaitée de démarrage : Mai 2011	

Nature du micro projet : **Enseignement Secondaire**
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : **Non**
Source de financement : COMMUNAUTE DE **HILE ALIFA/ PNDP**

FICHE DU PROJET 3 : REALISATION DE 10 FORAGES DANS 10 VILLAGES DE L'ESPACE COMMUNAL

Résumé :		Date : 27/07/2011
N° de référence :	Désignation du micro projet : Aménagement des points d'eau dans 10 VILLAGES DE L'ESPACE COMMUNAL	
Région: EXTREME-NORD	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public (hydraulique villageoise)	
Commune : Hile Alifa		
Agence d'exécution : FEICOM		
Organisme Co-intervenant : GIC SMIPDR (Service de Maintenance Industrielle Productique et Développement Rural)		
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif global du micro projet : Faciliter l'accès à l'eau potable • Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser 10 forages dans 10 VILLAGES DE L'ESPACE COMMUNAL • Mettre en place un comité de gestion pour chaque point d'eau ; • Former la population et le comité de gestion sur l'hygiène de l'eau. • Réduire les maladies hydriques 		
Description du microprojet :		
<u>Sur le plan technique</u> , il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser 10 forages équipés d'une pompe à motricité humaine 		
Coût total à estimé: 80 000 000 FCFA	Financement demandé : 72 000 000 FCFA	
	Contribution des villages: 8 000 000 FCFA	Source de Financement : Communautés de 10 VILLAGES DE L'ESPACE COMMUNAL
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. De même, l'étude d'impact environnemental sommaire du projet à été réalisée tel que prescrit dans le décret N° 2005/0577/PM du 23 février 2005 portant sur les modalités de réalisation des études d'impact environnemental. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'impact socio environnemental de cette requête.		
Période d'exécution souhaitée : 12 mars-13 juillet	Date souhaitée de démarrage : Avril 2011	

Nature du micro projet : **Nouveau micro projet**

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

Source de financement : **COMMUNAUTES DE**

- 10 VILLAGES DE L'ESPACE COMMUNAL

FICHE DU PROJET4 : CREATION ET CONSTRUCTION D'UNE MATERNITE AU CENTRE DE SANTE INTEGRE DE HILE ALIFA

		Date : Avril 2011
N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF SANTE	Secteur : SANTE	Désignation du micro-projet : Création et Construction d'une maternité au Centre de Santé Intégré de Hile Alifa
Région : Extrême-Nord	Commune : Hile Alifa	Domaine d'intervention : Infrastructure collective de service public
Unité de planification participative : Hile Alifa I		
Agence d'exécution : PNDP		
Organismes Co-intervenants : GIC SMIPDR (Service de Maintenance Industrielle Productique et Développement Rural)		
Objectif global du micro-projet : Améliorer l'accès aux soins de Santé maternelle dans l'Unité de Planification Participative de Hile Alifa .		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> • Construire une maternité ; • Equiper le centre de santé; • Construire les latrines. 		
Coût total estimé (TTC) : 46 000 000 FCFA		Financement demandé au Projet : 41 400 000 F CFA
		Contribution de la communauté : 4 600 000 F CFA
<p>Description du micro-projet : <u>Sur le plan technique</u> : il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • Construire un bloc de santé comprenant une (1) salle de consultation, une (1) salle de soins, une (1) salle d'observation, une (1), une (1) salle d'accouchement • Equiper le centre de santé; • construire des latrines ; • organiser et former les populations bénéficiaires à la gestion participative et à la pérennisation du microprojet. Effets attendus <ul style="list-style-type: none"> • Meilleurs contrôle des maladies maternelles (maîtriser à plus 50%); • Réduction du taux de mortalité et de morbidité infantile à moins de 5%. </p>		
<p>Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et des nuisances sonores ont été pris en compte dans l'élaboration de ce microprojet comme le stipule la loi N°96/12 du 05 Août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuation envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen socio-environnemental de la présente requête.</p>		
Période d'exécution souhaitée : AOÛT - DEC 2011		Date souhaitée de démarrage : AOÛT 2011

Nature du micro projet : **Nouveau micro projet**
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : **Non**
Source de financement : **COMMUNAUTE/PNDP**

FICHE DU PROJET 5 : CONSTRUCTION DEUX HANGARS AU MARCHÉ DE TCHIKA

Résumé :		Date : Mai 2011
N° de référence : COMMERCE	Désignation du micro projet : Construction de deux hangars au marché de TCHIKA	
Région: EXTREME-NORD	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : HILE ALIFA		
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)		
Organisme Co-intervenant : GIC SMIPDR (Service de Maintenance Industrielle Productive et Développement Rural)		
Objectif global du micro projet : Améliorer les conditions de travail des commerçants.		
Objectifs spécifiques :		
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les infrastructures marchandes; • Améliorer les revenus des commerçants ; • Assurer une offre de service de qualité • Réduire la pauvreté. 		
Coût total à estimé: 20 000 000 FCFA	Financement demandé : 18 000 000 FCFA	
	Contribution du village: 2 000 000 F CFA	Source de Financement : COMMUNE
Description du microprojet :		
Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • La construction deux hangars au marché de TCHIKA ; • Construire un bloc de six latrines. 		
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.		
Période d'exécution souhaitée : AOÛT - DEC 2011	Date souhaitée de démarrage : AOÛT 2011	

Nature du micro projet : Secteur COMMERCE
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non
Source de financement : COMMUNE DE HILE ALIFA

FICHE DU PROJET 6 : CONSTRUCTION DE FUMOIR MOERNE A TCHIKA

Résumé :		Date juillet 2011
N° de référence : Volet ELEVAGE	Désignation du micro projet : Construction d'un Fumoir moderne à TCHIKA	
Secteur ELEVAGES PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES		
Région: EXTREME-NORD	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : HILE ALIFA		
Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)		
Organisme Co-intervenant : GIC SMIPDR (Service de Maintenance Industrielle Productive et Développement Rural)		
Objectif global du micro projet : Améliorer les filières agricoles. Objectifs spécifiques :		
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la compétitivité des pêcheurs ; • Améliorer les revenus des Pêcheurs ; • Assurer une sécurité alimentaire locale et régionale ; • Réduire la pauvreté des exploitations pastorales de l'Extrême-Nord. 		
Coût total à estimé: 32 500 000 FCFA	Financement demandé : 29 250 000 FCFA	
	Contribution du village: 3 250 000 F CFA	Source de Financement : COMMUNE
Description du microprojet :		
Sur le plan technique, il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • La construction d'un Fumoir moderne à TCHIKA; • Réalisation d'un point d'eau • D'un bloque de latrine de deux fosses 		
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.		
Période d'exécution souhaitée : AOUT - DEC 2011	Date souhaitée de démarrage : AOUT 2011	

Nature du micro projet : **Secteur ELEVAGES PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES**
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : **Non**
Source de financement : **COMMUNE DE HILE ALIFA**

FICHE DU PROJET 7 : AMENAGEMENT DU TRONCON HILE ALIFA-MADA : 15KM

Résumé :		Date : 24 juillet 2011
N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF Secteur Travaux Publics	Désignation du micro projet D'AMENAGEMENT DU TRONCON HILE ALIFA-MADA : 15KM	
Région: EXTREME- NORD	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public	
Commune : Hile Alifa		
Agence d'exécution : FEICOM		
Organisme Co-intervenant : GIC SMIPDR (Service de Maintenance Industrielle Productique et Développement Rural)		
Objectif global du micro projet : Améliorer l'infrastructure routières par l'aménagement du tronçon Hile Alifa-Mada : 15km . Objectifs spécifiques :		
<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'infrastructure routières par l'aménagement du tronçon Hile Alifa-Mada : 15km 		
Coût total à estimé: 78 000 000 FCFA	Financement demandé : 70 200 000 FCFA	
	Contribution de la commune: 7 800 000 FCFA	Source de Financement : - Communauté Commune de Hile Alifa
Description du microprojet : <u>Sur le plan technique</u> , il s'agit de :		
Respect des politiques environnementales : Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.		
Période d'exécution souhaitée : AOUT - DEC 2011	Date souhaitée de démarrage : AOUT 2011	

Nature du micro projet : **Travaux Publics**
 Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : **Non**
 Source de financement : Commune /FEICOM

REGION DE... EXTRÊME NORD
DEPARTEMENT DE... LOGONE ET TCHARI
COMMUNE DE... HILÉ ALIFA

REGION OF... EXTRÊME NORD
DEPARTMENT OF... LOGONE ET TCHARI
COMMUNE OF... HILE ALIFA

ARRETE COMMUNAL (PROPOSITION)

N° 001 / 14/14

PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS, COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE
CHARGE D'APPUYER LE PROCESSUS DE PLANIFICATION DANS LA COMMUNE DE... HILE ALIFA

Le Maire de la commune de... HILE ALIFA

Vu l'Arrêté N°229/CAB/PM du 07 Octobre 2009 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, portant réorganisation du cadre Institutionnel d'exécution du Programme National de Développement Participatif (PNDP),

Vu

Arrête :

Article 1^{er} : Création

Est créé dans la commune de HILE ALIFA à la date de 14/10/2010 un Comité de Pilotage chargé d'appuyer le processus de planification en vue de l'élaboration du plan de développement communal.

Article 2 : Missions

Le Comité de Pilotage a pour missions de :

- définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan de développement;
- veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

Le Comité de pilotage travaille en étroite collaboration avec l'OAL CH. SHIMON et rend compte mensuellement au Maire tout au long du processus de planification.

Article 3 : Durée du mandat

Le mandat du Comité de pilotage prend fin dès approbation du Plan de Développement Communal par le Préfet.

Article 4 : Composition

Le Comité de pilotage est composé de :

- Un président : Mr/Mme Nahamat Premier adjoint au Maire
- Un Secrétaire : Mr/Mme Ali

Membres :

- (1) Mr/Mme Nahamat
- (2) Mr/Mme Aboucho
- (3) Mr/Mme Aboucho
- (4) Mr/Mme Nahamat
- (5) ...

Article 5 : Toute personne peut, en raison de ses compétences et sur décision du Président du Comité de Pilotage, être invité à assister aux travaux du Comité, avec voix consultative. Le Président peut aussi inviter tout conseiller Municipal en fonction du programme de planification.

Article 6 : Les réunions du Comité de Pilotage se tiennent au moins une fois par mois sur convocation du Président du Comité de pilotage. Les réunions du Comité de Pilotage sont sanctionnées par un procès verbal et un rapport.

Article 7: Prise en charge

Les fonctions du Comité de pilotage sont gratuites, toutefois la Commune prendra toutes les dispositions pour faciliter le bon fonctionnement du Comité et en fonction des moyens disponibles.

Le Maire

ALEXIS D'ARRIÈRE

BIBLIOGRAPHIE

Vincent Fernant ; 2003. Manuel de recherche de financement et de gestion financière. CTA, IRED Genève.

HISRICH et Peters ; 1989. Lancer, élaborer et gérer une entreprise. ED. Nouveaux Horizons, Economica, Paris

Volker Seitz ; 2006. Manuel pratique sur le processus budgétaire au Cameroun. DED, GTZ, Dynamique Citoyen.

MINATD ; 2008. Guide Pratique du Maire et du Conseiller Municipal. AFSCAC, MINATD, France – Cameroun.

Marie F. ; 1995. Guide d'aide à la décision agro forestière.

Tome 2 ; Fiche technique CTA DIMAX, Pays-Bas.

MANA NTOUPKA ; 1999 impacts de perturbations anthropiques (pâturages, feux de brousse, coupes de bois) sur la dynamique de la savane arborée du Nord – Cameroun. Thèse de Doctorat Lyon 2.

Donfack. P ; 1995. Etude de la dynamique de la végétation de jachères au Nord – Cameroun. PV de Doctorat Yaoundé 1.

WWF ; 2000. Inventaire floristique et faunique des aires protégées des savanes du Nord – Cameroun.

Trochain ; 1983. Un Monde, Un Peuple. Les histoires du Nord – Cameroun.

Toumba ; 2002. Rapports annuels d'activités du Centre de pêche, exercice 2001-2002 Lagdo. Centre de Pêche, MINEPIA.

Aubreville ; 1985. La flore du Cameroun. Edition clair.

Letousey ; 1985. La flore forestière du Cameroun. Edition Clair.